La Vie Intellectuelle

T. XVIII — N° 1 25 Novembre 1932

QUESTIONS RELIGIEUSES

HRISTIANUS. *La foi qui n'agit point.....*

G. SWARTS. *A l'origine du « Christianisme social ».*
octeur ès lettres.

Une initiative qui eût exigé l'Église pour réussir.

P. B. *« On demande une mystique. »*

C'est l'appel inquiet qui se fait entendre jusque chez les incroyants.

L'Eglise catholique et la lutte des classes.

« La lutte des classes doit se changer en une légitime discussion d'intérêts. »

Encyc. « QUADRAGESIMO ANNO ».

DOCUMENTS

C. D. *La persécution religieuse en U.R.S.S.*

I. Suprêmes efforts de l'athéisme bolchévique en Russie (*Osservatore Romano*, 20 août 1932).
II. Inévitable conséquence (*Dernières Nouvelles*, 23 août 1932).
III. Une nouvelle invention du journal papal (*Bezbojnik*, 30 septembre 1932).

Billet de Christianus

La foi qui n'agit point...

Tout le monde se plaint de la « crise économique », ce brusque ralentissement de la production et de la vente, et il n'est guère douteux, malheureusement, que presque tout le monde en pâtisse, peu ou prou, et que beaucoup en soient gravement blessés.

Elle a pris diverses formes. Quelques-unes méritent moins que d'autres notre pitié. Ainsi en va-t-il de la crise au sens où l'entendent les « intermédiaires » : le gros marchand, et même ce fameux « petit commerçant », sur lequel on a versé des trésors de sensibilité. Trop souvent il ne songe qu'à faire fortune en trois ans, pour prendre, avant l'âge, une bienheureuse et bourgeoise retraite. La crise, pour lui, la catastrophe, c'est de ne plus gagner trois cents pour cent sur des marchandises dites de première nécessité. Il regarde comme normal, comme salutaire au pays, d'acquérir en peu de temps plus d'argent que le producteur, que le paysan.

Cette âpreté au gain et cette rage de s'enrichir en un clin d'œil se sont développées depuis la guerre et sont entrées dans les mœurs au point que des milliers de chrétiens ont admis ce nouveau dogme et ne se souviennent même plus qu'il existe une doctrine catholique sur le juste bénéfice et le juste prix.

Une égale avidité, une hâte pareille de devenir riche, de jouir, se sont manifestées dans la grande industrie, et, naturellement, y ont pris d'étonnantes proportions. Le désordre y est tel qu'il menace l'équilibre de la société humaine. Une production démesurée, insoucieuse de l'avenir et soucieuse seulement d'amasser vite, une véritable folie économique, ont, d'une part, ruiné les industriels, qui ne l'ont pas toujours volé, de l'autre, forcé au chômage et à la misère des travailleurs, qui ne le méritaient pas.

On cherche partout des remèdes. Mais comme il s'agit de crise économique, on ne pense guère aussi qu'à des remèdes économiques. S'avise-t-on qu'il en est d'autres, dont l'effet

eut être plus lointain, mais plus sûr, plus profond, plus urable ? Remède sans quoi tout le reste n'est que palliatif : ne piqûre qui ranime le malade un instant.

Crise économique, dit-on. Oui, mais d'abord crise de mo- ulité. Vivant chrétiennement, observant l'ordre chrétien, le nonde n'aurait pas perdu l'équilibre. C'est la crise d'un apitalisme, sinon condamnable en soi, du moins vicié par égoïsme, et de toute une économie redevenue païenne. Cette conomie risque de périr, tuée de ses propres mains. Nous 'avons aucune raison de pleurer sur sa mort future, qui ne era pas une calamité. Nous nous bornerions à souhaiter ue la forme qui la remplacera soit saine, si ces changements ociaux n'entraînaient ordinairement beaucoup de ruines et e douleurs pour beaucoup d'innocents.

Que font les catholiques devant la crise ?

Beaucoup collaborent avec les médecins qui appliquent les emèdes hâtifs, provisoires — et cependant nécessaires pour 'instant, car le chômage et la faim n'attendent pas. Mais u'ils n'oublient pas les paroles de Pie XI :

« Aucun de ceux qui dirigent la vie économique des peuples, ucun talent d'organisation ne pourra jamais dénouer les difficultés ociales, si, d'abord, sur le terrain économique lui-même, ne triom- he la loi morale appuyée sur Dieu et sur la conscience. Là est la aleur fondamentale, source de toutes les valeurs dans la vie aussi ien économique que politique des nations : c'est la « monnaie » a plus sûre ; si on la conserve bien solide, toutes les autres seront tables, étant garanties par l'autorité la plus forte, par la loi de Dieu immuable et éternelle. » (Encycl. *Caritate Christi*.)

Il n'est pas besoin de faire un long voyage pour trouver le remède. Le Pape l'a indiqué souvent. Qu'on lise ses ency- cliques. Mais où sont les catholiques, à l'exception d'une troupe ardente et fidèle, qui méditent ses enseignements lu- mineux, qui développent et appliquent leurs principes ? Sait-on, j'entends dans le grand public chrétien, qu'on y trouve, avec un tableau merveilleusement net et intelligent du mal et de ses causes, le grand moyen de le guérir ? Comme les causes sont avant tout d'ordre moral et religieux, le véritable remède est aussi d'ordre moral et religieux.

Il y a des chefs de banque chrétiens : la charité et la jus- tice sont-elles plus en honneur dans leurs boutiques que dans celles de leurs voisins ? Il y a de gros industriels chré-

tiens : leurs ouvriers sont-ils plus heureux que chez des maîtres sans religion ? La semaine passée, on nous citait une banque qui refusait d'augmenter de 500 francs le très modeste traitement d'un de ses employés, jeune père de famille, mais qui donnait, par contre, un million et demi de gratification (en plus d'un traitement somptueux) au directeur d'une de ses succursales !

Ils se trompent, ceux qui espèrent qu'une société vivra longtemps sur ces pratiques. Et si tout marche mal, qu'ils commencent par s'accuser eux-mêmes. C'est de cette cupidité, dit Pie XI, que viennent « ce désordre et ce déséquilibre injuste par lequel on voit les richesses des nations accumulées entre les mains de quelques industriels qui règlent, selon leur caprice, le marché mondial, pour l'immense dommage des masses ».

Ah ! si les catholiques voulaient ! Si, au lieu de suivre de faux bergers, ils écoutaient le Pape ! S'ils connaissaient leur doctrine, et s'ils en vivaient, tout de suite : ils indiqueraient au monde le grand remède chrétien, et par leurs exemples ils lui apprendraient à s'en servir.

Que tous les catholiques se pénètrent de l'esprit du Christ, et qu'ils parlent, et qu'ils agissent, comme faisaient les saints. Quelle force, soudain déployée, vers quoi on accourrait comme vers l'aide suprême !

Nous semblons ignorer la puissance — la puissance divine — qui est en nous, qui est dans l'Église. Une étrange timidité, une pudeur mal entendue, quelque routine aussi et quelque paresse nous retiennent d'en user pleinement, et nous la laissons dormir, au grand malheur de l'humanité.

Nous sommes timides. Nous sommes lâches. Nous manquons les plus rares occasions de glorifier le Christ et de rendre service à nos frères.

Qu'attendent donc les catholiques pour aller de l'avant, pour prêcher la charité du Christ ?

Nous savons qu'il faut porter le Christ partout, même dans les choses dites économiques. Lui seul peut les assainir, les vivifier, les spiritualiser, comme tout le reste. Là aussi le Christ doit régner. C'est à cela, à ce règne du Christ, que le Pape nous convie si souvent en termes émouvants.

Si nous nous y mettions — à l'occasion de la crise.....

CHRISTIANUS.

A l'origine du « Christianisme social »

Wichern (1) en Allemagne, Fallot (2) en France, deux grandes figures du protestantisme au XIXe siècle. L'un comme l'autre, ils sont à l'origine du mouvement qu'on peut appeler le *christianisme social* en prenant ce terme au sens large ; ils combattirent pour des causes semblables ou analogues. Par une coïncidence assez curieuse, l'un entra dans la lice comme l'autre en sortait : Wichern ne mourut qu'en 1881, à 73 ans, mais, en 1873, privé de l'usage de ses facultés, il avait dû abandonner toute activité, et Fallot âgé de vingt-huit ans entre dans le ministère paroissial en 1872. Leur influence directe ou indirecte, à l'un comme à l'autre, est encore bien active, et comme leur œuvre se poursuit par leurs disciples, que les problèmes dont ils s'occupèrent existent toujours et que les protestants continuent de se demander, parmi les solutions possibles, quelle est la bonne, il est intéressant pour les catholiques qui veulent savoir où en est le protestantisme d'aujourd'hui de connaître quelque chose de la pensée et de l'œuvre de ces deux hommes.

Au piétisme allemand devenu pharisaïsme avait succédé au XVIIIe siècle un philanthropisme rationaliste. En réaction contre l'un et l'autre se dessina un mouvement

(1) Franz J. Leenhardt, *La mission intérieure et sociale de l'Église d'après Wichern (1808-1881)*. (Éditions « Je sers ».)

(2) Marc Boegner. *T. Fallot, l'homme et l'Œuvre*. (Éditions « Je sers ».)

de piété plus humaine et plus vivante, génératrice d'œuvres charitables et éducatives, qu'on a appelé, assez improprement d'ailleurs, « Réveil ». Wichern étudiant connut certains des hommes du « Réveil », notamment le célèbre baron Kottwitz, et eut comme professeur Schleiermacher, qui lui révéla l'aspect social du christianisme, et Neander, qui lui parla du royaume de Dieu comme du règne du Christ sur *toute* la vie humaine. Très vite il découvre l'affreuse misère matérielle et morale des pauvres à Hambourg et s'attache à la combattre. Sans même terminer ses études théologiques — il ne sera jamais pasteur —, avec la hardiesse de la vraie générosité, il fonde le *Rauhen Haus* (1833) où l'on reçoit des enfants abandonnés ou de parents indignes, première application d'une des idées maîtresses de Wichern, la nécessité d'un milieu favorable, de conditions sociales appropriées, si l'on veut entreprendre avec quelque chance de succès un sauvetage moral. L'œuvre croît très vite. Wichern, resté lui-même laïc, prend comme collaborateurs des laïcs, les « frères », et bientôt le Rauhen Haus devient la première école de formation pour les jeunes gens chrétiens désireux de se consacrer au travail social, et fournit un personnel compétent à de nombreux hôpitaux, asiles, écoles, prisons, etc. Ceci, c'était la mise en pratique de la doctrine si chère à Wichern de l'apostolat laïc, manifestation du sacerdoce universel. Wichern devient célèbre, très admiré, très combattu. Convoqué aux congrès et assemblées synodales des Églises évangéliques allemandes, il y impose sa manière de voir, réveille les endormis, anime les automates et obtient enfin, presque par surprise, de l'assemblée de Wittenberg (1848), que les Églises allemandes s'attachent à l'œuvre qu'il appelle « *La Mission intérieure de l'Église* » et qui consiste à « sauver le peuple évangélique de sa misère spirituelle et matérielle par

la prédication de l'Évangile et l'aide fraternelle de l'amour chrétien ; non pas convertir ceux qui, n'étant pas baptisés, n'appartiennent pas à l'Église, ni faire du prosélytisme ; mais atteindre *ceux que les membres du clergé de l'Église évangélique ne sont pas en état d'atteindre* (1) d'une manière satisfaisante et les ramener à l'Église, c'est-à-dire à la vie chrétienne (2) ».

Dès lors, Wichern s'occupera presque uniquement d'organiser la Mission intérieure, de lui recruter des partisans et de la défendre notamment contre les pasteurs scandalisés par cette œuvre laïque qu'ils accusaient de supplanter l'Église, et c'est à cette œuvre que son nom restera attaché.

Toute la pensée et toute l'activité de Wichern découlent des deux notions, fondamentales pour lui, du sacerdoce universel et de l'action chrétienne sociale. Qu'entendait-il par là ?

Wichern appartenait à l'Église luthérienne, mais M. Leenhardt lui décerne un peu bien facilement un brevet d'orthodoxie luthérienne, lui qui explique que Wichern se fait de l'Église une notion purement humaine ; l'Eglise, pour Wichern, est un « ensemble d'institutions (3) » « véhicule de la connaissance évangélique (4) » et n'a qu'un rôle et une valeur « pédagogiques (5) ». L'Église a pour tâche d'éduquer ses membres pour qu'ils deviennent des chrétiens ; le Royaume de Dieu, c'est l'élite, le groupe des vrais chrétiens, et l'Église

(1) C'est nous qui soulignons cette phrase qui montre nettement qu'il s'agit d'une activité *laïque* destinée à compenser les déficiences du clergé.
(2) Leenhardt, *La Mission...*, p. 136.
(3) Leenhardt, p. 227.
(4) Leenhardt, p. 224.
(5) Leenhardt, p. 223.

s'identifie partiellement avec lui dans la mesure où ses membres sont chrétiens. Car il y a dans le sein de l'Église des païens et des chrétiens, les uns comme les autres ayant reçu les sacrements, et Wichern a bien du mal à expliquer à ses coreligionnaires que cette distinction ne porte en rien atteinte à la valeur des sacrements ; aussi, pour éviter de scandaliser, emploie-t-il des précautions verbales et assure-t-il que tous les baptisés sont des chrétiens, mais que chez beaucoup de chrétiens « le paganisme s'est perpétué ». Sa pensée véritable, c'est que l'on est païen ou chrétien d'après la vie que l'on mène, que la réception des sacrements n'empêche nullement qu'on soit païen, et que la Mission intérieure qui, par définition, ne s'adresse qu'aux membres de l'Église, doit traiter ceux qui ne vivent pas en chrétiens comme la Mission extérieure traite les véritables païens.

Pourquoi Wichern veut-il que ce soit la Mission intérieure et non le clergé qui se charge de la christianisation de ces baptisés-païens? Pourquoi ces « prédicateurs laïques »? Pour une raison de fait, mais aussi par principe. La raison de fait, c'est que l'Église évangélique est tellement embourgeoisée qu'il serait vain d'essayer d'y attirer les foules misérables, et que ce que nous appellerions la déformation professionnelle des pasteurs est telle qu'ils seraient incapables de se faire entendre d'autres auditoires que de leurs habituels auditoires bien pensants à supposer, ce qui paraît peu probable à Wichern, qu'ils aient le moindre désir d'aller chercher les brebis perdues. La raison de principe, c'est que l'Église constitue pour les véritables chrétiens, laïcs ou non, un champ de mission, dans lequel ils ont l'obligation de travailler au règne de Dieu. L'apostolat, loin d'être l'apanage du clergé, est le privilège de tout chrétien et constitue pour lui un droit et un devoir.

Les chrétiens ne doivent donc pas, comme le font les piétistes, ne penser qu'à leur salut personnel, fuir le monde mauvais pour se préserver en l'abandonnant à sa corruption : ils doivent rester dans le monde pour agir sur le monde, le christianiser, non seulement dans ses membres — Wichern combat l'individualisme —, mais dans sa structure sociale, bref, « réaliser le Royaume de Dieu, non seulement dans les âmes, mais sur la terre. *L'action chrétienne sociale*, c'est la vie chrétienne qui s'extériorise et s'étend peu à peu à toutes les relations humaines (1). » L'Église, loin de constituer un milieu clos où l'on ne s'occupe pas des problèmes qui se posent au dehors, doit être une *Volkskirche*, et Wichern désigne ainsi à la fois l'Église-de-tout-le-monde (2), et l'Église-pour-tout-le-monde, celle dont tous peuvent faire partie, et celle qui s'occupe de tous, qui considère la vie publique et cherche à apporter aux problèmes sociaux et — au sens large — politiques, des solutions commandées par les principes moraux chrétiens.

Il est une autre action sociale à laquelle les chrétiens n'ont pas le droit de se refuser, mais qui n'est chrétienne que parce qu'accomplie par des chrétiens (3) : il s'agit des œuvres d'assistance, de l'action charitable qui secondera d'ailleurs l'action missionnaire, car elle constituera une prédication par les faits (*thatpredigt*). Wichern tenait

(1) « Ce royaume de la vie commence par des personnes isolées. De là, il pénètre des cercles toujours plus étendus de la vie, famille, travail, législation, gouvernement, science, art; il transforme les rapports réciproques des peuples, ou tout au moins amorce une pareille transformation. De cette façon, le christianisme a créé du dedans un monde nouveau. » Wichern, cité par Leenhardt, p. 286.

(2) L'Eglise « multitudiniste » par opposition à l'*Église des professants* (voir plus loin).

(3) Pour opposition à l'*Action chrétienne sociale*, M. Leenhardt l'appelle *Action sociale chrétienne*.

beaucoup à ce que cette apologétique par l'exemple ne soit pas séparée de la prédication proprement dite, et ce n'est qu'en déformant sa pensée et ses intentions que dans l'œuvre de la Mission intérieure pareille scission s'est opérée ; il voulait que la bienfaisance ne fût qu'un moyen, et ses successeurs en ont fait une fin.

On se tromperait si l'on croyait que Wichern ne conçut et réalisa la Mission intérieure que comme un moyen provisoire adapté à la situation temporaire du protestantisme en Allemagne vers 1850. Son œuvre représentait à ses yeux l'expression d'un caractère essentiel de la vie de l'Église chrétienne de tous les temps. Il y a toujours eu et il y aura toujours une Mission intérieure, car l'Église conquérante ne pouvant être la chapelle de l'élite, l'Église des professants, elle comportera toujours des membres qui ne seront chrétiens que de nom et d'autres qui le seront véritablement, et il appartient à ceux-ci d'évangéliser ceux-là.

Dans ce sens, toute Église vraiment vivante est missionnaire, et c'est pourquoi M. Leenhardt peut compléter son étude sur Wichern par l'exposé de sa propre conception de « la Mission intérieure et sociale de l'Église ». Cette dernière partie de son travail doit retenir l'attention, car elle nous apporte une opinion contemporaine sur cette question, vitale pour le protestantisme et inséparable du problème de l'Église, et un essai intéressant de mise au point des différentes conceptions appelées christianisme social (1).

(1) Ce que dit M. Leenhardt de la notion d'Église protestante et des problèmes qu'elle soulève représente un travail sérieux et intelligent. Mais pourquoi abîme-t-il cela en cédant au travers de tant de protestants qui ne peuvent parler du protestantisme sans l'opposer au catholicisme? Quand M. Leenhardt parle de l'Eglise catholique, ce ne sont qu'effarantes et affligeantes énormités qu'il ne

La notion que M. Leenhardt se fait de l'Église est essentiellement pédagogique : l'Église doit amener les hommes à connaître Dieu, à se diriger vers lui, à recevoir la grâce, elle doit être « le lieu où s'affirment les valeurs capables de servir de guide aux hommes vers Dieu (1) ». Cette fonction, ce sont les vrais chrétiens, ceux qui ont « reçu l'Esprit », qui l'exerceront ; « ils seront, par le rayonnement de leur personne intérieure, *générateurs d'une Église, c'est-à-dire pédagogues vers Christ* (2) »... « Par la puissance de l'Esprit qu'ils ont reçu, les chrétiens constituent l'Église en traçant aux hommes les signes qui les guideront vers Dieu (3). » L'Église est d'origine divine en ce sens qu'elle est « le résultat de l'intervention de Dieu dans les hommes qui ont cru en lui (4) », mais elle est une institution humaine, car ce qui fait l'Église, ce qui la différencie d'une autre association, c'est la présence du groupe chrétien. Étrange notion idéaliste (M. Leenhardt l'appelle « dynamique »), où l'Église n'est plus que la *relation* entre enseignants et enseignés (les enseignants ne se confondant pas avec le corps pastoral, bien entendu !) (5). Là où il n'y a pas de rayonnement

convient même pas de discuter ou réfuter. Un seul exemple : « En un mot, la grâce n'est pas dans l'Eglise, mais dans le clergé ; et il vaut mieux, dès lors, dire que l'Eglise c'est le clergé » (p. 321).

(1) Leenhardt, p. 317.

(2) Leenhardt, p. 312. C'est nous qui soulignons.

(3) Leenhardt, p. 315.

(4) Leenhardt, p. 323.

(5) Cette activité de l'Eglise « dynamique » sur ses membres qui ne sont que virtuellement chrétiens, c'est ou le *Réveil*, ou la *Mission*, l'un et l'autre mouvements ayant ses partisans, qui se regardent trop souvent d'un assez mauvais œil. Le Réveil est en somme un mouvement de sanctification, qui considère tels membres de l'Eglise comme des chrétiens médiocres et veut les amener à une vie religieuse plus haute. La Mission s'adresse à ces membres de l'Eglise comme à des païens qu'il faut convertir.

apostolique, il n'y a pas d'Église, c'est ce rayonnement qui *est* l'Église (1).

Si peu douée de réalité que puisse nous paraître une Église ainsi spiritualisée, la position de M. Leenhardt n'en constitue pas moins un essai heureux, car elle est nettement anti-individualiste. Nous rencontrons ici ce courant de pensée qui apparut assez récemment dans le protestantisme français et qui réinstaure graduellement l'idée de l'Église dans la pensée, sinon encore dans la piété des fidèles. C'est peu de chose, c'est quelque chose cependant...

La conception de M. Leenhardt a de plus le mérite de proposer une solution à l'un des problèmes les plus épineux pour les protestants qui ont vidé la notion de sacrement de tout contenu réel : l'Église doit-elle être Église de professants ou Église multitudiniste? Ne doit-on reconnaître comme appartenant à l'Église que ceux qui ont une vie religieuse réelle, ou faut-il faire place aux demi-chrétiens et même à ceux dont la vie coupable con-

(1) Pour être sûrs de ne pas le trahir, laissons la parole à M. Leenhardt (p. 323) : « Du groupe chrétien s'en vont, comme les rayons d'un centre, ces valeurs chrétiennes qui portent en mille directions les réalités religieuses dont vit le groupe chrétien, en les transposant sur des plan divers. Ce rayonnement crée l'Eglise. Partout où il atteint les hommes, partout où les valeurs chrétiennes prennent quelque autorité sur les consciences, l'Eglise chrétienne devient une réalité. Si le groupe chrétien restait fermé à l'égard du monde, il n'y aurait pas d'Eglise chrétienne. Même si le groupe chrétien entrait dans le monde, mais se contentait d'y chanter des cantiques, les chantât-il dans les rues de nos villes, il n'y aurait pas d'Eglise, parce qu'il n'y aurait pas encore, de ce fait, cet effort pour s'exprimer, cette volonté d'éclairer d'un rayonnement spirituel et divin le monde et la vie de l'homme, cette préoccupation d'apporter aux hommes des indications utiles pour leur ascension religieuse, cette création de valeurs propres à ouvrir à l'action de la grâce ceux qui y ont adhéré. Tel est le cas pour tous les « piétismes » de l'histoire auxquels échappe la réalité de l'Eglise, parce qu'ils prennent l'Eglise pour un groupe de chrétiens, quand elle est en réalité leur rayonnement.

redit la profession de foi? Qualité ou quantité? Les protestants ont souvent oscillé entre ces deux conceptions opposées. La première satisfait le désir de proclamer et maintenir toute l'exigence chrétienne, de ne pas permettre un christianisme au rabais; lorsque, les sacrements n'étant plus rien, on attache au mot chrétien un jugement de valeur, on est amené facilement à ne plus l'appliquer qu'à ceux qui en sont « dignes » (1).

Mais cela, c'est abandonner ceux qui ont le plus besoin d'aide, les faibles, les hésitants, les égarés. Alors, la multitude? N'importe qui, pourvu qu'il paie sa cotisation de membre de l'Église et assiste à peu près régulièrement au culte, peut se dire chrétien quelle que soit sa conduite? C'est risquer une lamentable médiocrité, l'extinction progressive de la piété, le redoutable écueil de la double morale, celle du dimanche et celle de la semaine (2).

M. Leenhardt propose, pour sortir de ce dilemme, une troisième solution : son Église « dynamique », où le « groupe chrétien » (les professants) voisine avec la multitude et la christianise par influence, jouant le rôle du levain dans la pâte. Qu'on ne s'y trompe pas, cette trouvaille de l'Église dynamique n'est pas la simple expression d'une vérité toute banale, la présence et l'activité des meilleurs dans tout groupe nombreux. Cette Église

(1) A défaut d'autre objection, bien des protestants se sont élevés contre cette tendance à cause du terrible danger de pharisaïsme, qu'elle fait courir à l'Eglise de professants, telle qu'on la vit réalisée, par exemple, dans les conventicules piétistes.

(2) Les protestants désignent souvent de cette manière pittoresque l'attitude de celui pour qui toute la religion, c'est d'aller le dimanche au temple, et qui, le reste du temps, se conduit comme un païen. On peut dire que l'histoire du protestantisme en France depuis le deuxième tiers du XIXe siècle c'est l'histoire de tout ce qui fut fait pour faire disparaître cette attitude commodément adoptée par la majorité des membres des Eglises réformées tombées en somnolence.

dynamique est fondée sur un principe gros de conséquences : elle doit être autant que possible une « Église de laïcs (1) », par opposition à l' « Église de pasteurs ». Il faut, pour le bien de l'Église, que le groupe chrétien retrouve — ou plutôt acquière — l'autorité spirituelle qu'il est légitime qu'il exerce, et que diminue la prédominance du clergé, que rien ne justifie (2).

Que c'est étrange! Tout à l'heure nous pouvions croire que M. Leenhardt tendait à restaurer l'idée de l'Église; maintenant, parce que cette Église qu'il conçoit n'est pas un *corps* organisé, mais un fantôme sans ossature, la voilà qui disparait sous nos yeux, et nous ne trouvons à sa place qu'une assemblée, où il y a des bons, des médiocres et des mauvais, où les bons exercent une action salutaire, mais sans mandat précis, sans qu'ils soient investis d'une autre autorité que celle de leur pouvoir d'influence. Cette fois encore, parce qu'un sacrement — ici celui de l'ordre — a perdu son sens, c'est l'imprécision et la confusion. Pour que la parole de Pierre : « Vous êtes un sacerdoce royal », prenne tout son sens, il faut que du milieu du sacerdoce universel s'élève l'autre qui communique au premier lumière, force et vie. Sinon, c'est le nivellement, l'uniformité de l'anarchie; au lieu que chacun soit à sa place et participe au sacerdoce selon sa vocation propre, tout le monde fait le travail de tout le

(1) M. Leenhardt n'emploie pas cette expression, mais nous la trouvons dans la préface de M. J. Monnier, et elle correspond parfaitement à la pensée de M. Leenhardt.

(2) Pour ne pas être taxés d'exagération, citons M. Leenhardt : « L'Eglise chrétienne, et l'Eglise protestante, dans la mesure où elle se veut chrétienne, ne peut subsister que par l'autorité spirituelle du groupe chrétien, puisqu'elle ne saurait reconnaître l'autorité légale d'un clergé. La désagrégation de l'Eglise ... tient à l'affaissement de l'autorité spirituelle du groupe chrétien, étouffé par un développement indû de la notion sacerdotale de l'Eglise, et notamment du ministère pastoral. » Leenhardt, p. 393.

monde, le pasteur joue au laïc, et le laïc s'efforce de faire le métier du pasteur. Confusion regrettable, plus d'un protestant en tomberait d'accord avec nous, et cependant M. Leenhardt a raison, l'Église des laïcs est dans la logique du protestantisme ; en l'absence de sacrements, « aucune consécration ne peut... assurer [au pasteur] cette prédominance spirituelle... [et] jouer au prêtre, quand on est pasteur, est à la fois un jeu très périlleux et une inconséquence (1) ».

C'est encore à l'inconsistance de sa notion d'Église que M. Leenhardt doit de faire une confusion qui commandera toute son attitude à propos de ce qu'il appelle l'Action chrétienne sociale : parlant de ce qui est ou n'est pas du ressort de l'Église, M. Leenhardt s'élève contre cette expression qu'il trouve dans *Le Chrétien Évangélique* du 1er octobre 1931 : « Il appartient sans doute au chrétien, *en dehors de l'Église*, de lutter contre toutes les manifestations du mal... (2). » M. Leenhardt trouve que ce « en dehors de l'Église » est inacceptable, parce que quiconque agit en dehors de l'Église agit en païen (3) ; d'après lui, si l'Action chrétienne sociale devait être accomplie de la sorte, elle serait condamnable ; pour la justifier, il faut en faire une activité de l'Église. Ce n'est pas difficile, lorsque l'Église n'est pas déterminée par une définition précise et que, par une confusion complète entre l'Église et ses membres vraiment chrétiens, toute distinction, toute mise au point deviennent inutiles. Que tout ceci est loin de l'ordonnance harmonieuse et précise qui règle l'activité

(1) Leenhardt, p. 393.

(2) Cité par Leenhardt, p. 391, note 13.

(3) « Il n'est pas concevable que le chrétien agisse en dehors de l'Eglise sinon en cessant d'être chrétien, parce qu'il cesse d'être membre du Corps du Christ. L'Eglise n'est pas concevable en dehors des chrétiens qui la composent, et l'imaginer indépendamment d'eux, c'est la confondre avec le clergé. » Id., p. 391, note 13.

sociale des catholiques (1) ! Moins que personne un baptisé peut être en dehors de l'Église, mais quand il fait de l'action sociale, ce n'est pas l'Église qui agit par lui, car elle est l'Épouse de Celui dont le Royaume n'est pas de ce monde ; et cependant ce fils de l'Église n'agira que d'après les conseils et sous l'inspiration de l'Église à qui rien n'est indifférent de ce qui se passe sur la terre où toutes choses ont été confiées au Christ-Roi.

Pour M. Leenhardt, l'action chrétienne sociale, qui a pour objet d' « exprimer dans l'action la vie intérieure », appartient donc tout entière à l'Église. Elle comporte l'action missionnaire et l'action charitable, dont l'action sociale proprement dite est une forme. L'Église a donc une mission sociale. Et ici M. Leenhardt s'attache d'une façon très intéressante à dissiper les malentendus suscités par les sens différents qu'a pris le terme du Christianisme social par lequel les protestants désignent l'activité sociale de l'Église. Il distingue trois conceptions différentes du Christianisme social :

La première, c'est celle d' « un christianisme qui prend vraiment au sérieux les devoirs du chrétien ici-bas », s'opposant « à un christianisme qui ne pense et ne fait penser qu'à l'au-delà », retour à « une notion vraiment évangélique de la foi et de la vie intérieure, en les rattachant à leurs conséquences morales et sociales (2) ». L'auteur observe fort justement qu'alors christianisme social devient synonyme de christianisme tout court, et que cette thèse ne pourrait prêter à aucune objection si ses partisans n'avaient été imprudents ; il s'est trouvé qu'en fait leurs adversaires étaient les défenseurs de l'orthodoxie traditionnelle, et craignaient qu'en insistant sur le « christia-

(1) Il n'est, pour s'en apercevoir, que de comparer cette *Action chrétienne sociale* et l'*Action catholique*.

(2) Leenhardt, p. 351.

nisme pratique » on n'oubliât l'importance de la vie intérieure et de la vérité doctrinale ; d'autre part, les défenseurs du Christianisme social appartenaient précisément au protestantisme libéral, d'où confusion regrettable entre « social » et « libéral », confusion que M. Leenhardt croit fortuite, mais qui ne l'est peut-être pas tant que cela.

La deuxième conception, c'est ce que M. Leenhardt appelle la théorie du milieu : l'homme dépend pour une large part des conditions extérieures, du milieu, et il faut créer des conditions favorables au développement de la vie chrétienne, conditions qui sont d'ordre moral, social, voire économique. Ici encore, l'auteur approuve, et avec d'autant plus d'empressement que reconnaître l'action du milieu sur l'individu cadre parfaitement avec ses préoccupations pédagogiques : il convient à une Église qui est avant tout pédagogue de s'efforcer de créer le milieu favorable. Il nous semble que sous une forme suffisamment vague et générale, tout autant que la première, cette thèse devrait être admise par tous (1). Mais certains de ses défenseurs l'ont exprimée plus nettement... en la poussant trop loin ; M. Leenhardt leur en fait vivement le reproche ; il déplore par exemple que quelques-uns aient affirmé la mission économique de l'Église, qu'ils aient négligé le spirituel au profit du social, mais, avec ce manque de netteté si curieusement caractéristique d'une certaine pensée protestante, il n'arrive pas lui-même à délimiter les domaines ni à déterminer les subordinations.

Et voici enfin la troisième thèse, la plus originale, la

(1) M. Leenhardt saisit cette occasion pour donner un coup de patte aux « prédestinatiens » pour lesquels il n'a visiblement que peu de sympathie, et il affirme qu'eux seuls ne sauraient admettre la nécessité d'une action sociale. M. Leenhardt confondrait-il calvinisme et fatalisme ? En fait, beaucoup de calvinistes stricts voient l'action chrétienne d'un mauvais œil, mais cela n'est point *nécessaire*.

plus franchement « christianisme social », mais aussi la plus contestable : c'est celle qui confond Royaume de Dieu et idéal social. On arrive ainsi, dit M. Leenhardt, « à croire que nous « christianisons l'ordre social », que nous réalisons morceau par morceau, article par article, une société chrétienne, alors qu'aucune valeur chrétienne, même morale ou sociale, n'est réalisable sans le concours d'âmes chrétiennes » ; il s'agirait en somme de « faire une société chrétienne avant d'avoir des chrétiens (1) ». M. Leenhardt observe que non seulement pareil espoir serait absurde, mais que cette interprétation de la réalisation du Royaume de Dieu par l'homme (2) est contraire à l'Écriture, et il signale en outre les redoutables conséquences de cette conception qui conduit à *laïciser* et à *utiliser* le religieux au profit du social. Cela revient, en somme, d'abord à prendre un moyen (le social) pour une fin, ensuite à transformer la fin véritable (le spirituel) en un moyen, par un total renversement des valeurs. M. Leenhardt combat vigoureusement cette thèse. Pour lui, christianisme social, cela veut dire action chrétienne sociale, action directement ou indirectement religieuse exercée sur la société en vue d'une fin spirituelle (3). Il y a d'autre part une action sociale chrétienne légitime et nécessaire, mais légitime seulement si elle constitue une fin secondaire, si on ne la prend que comme un moyen qui rendra plus aisée l'action chrétienne sociale et aussi comme une activité normale du chrétien qui a pour

(1) Leenhardt, p. 371.

(2) Reconnaissons que si tout à l'heure M. Leenhardt malmenait les prédestinatiens, il reproche cette fois à ces constructeurs du Royaume de Dieu de tomber dans le pélagianisme.

(3) Il nous semble qu'on pourrait définir ainsi cette action chrétienne sociale dont M. Leenhardt dit beaucoup de choses, mais dont nous n'avons trouvé nulle part une définition.

levoir de combattre le mal sous toutes ses formes et dans tous les domaines.

M. Leenhardt s'efforce donc de garder du christianisme social ce qu'il a de légitime et de concilier les préoccupations sociales avec un entier respect des valeurs spirituelles. Trop souvent, la question s'était posée comme une alternative : ou la piété, le développement de la vie intérieure et le respect du dogme ; ou l'action, la lutte contre les injustices sociales, la défense de toutes les nobles causes... M. Leenhardt entend échapper à ce dilemme ; la solution, c'est l'Église dynamique et l'action chrétienne sociale. Tentative intéressante et louable, mais, par suite de l'absence de toute mise au point doctrinale, tentative précaire, équilibre tout empirique, solution d'actualité témoin de l'effort protestant pour résoudre ce problème et non solution proprement dite.

***

Ce problème délicat des relations entre la vie spirituelle et l'action, voici maintenant plus de cinquante ans qu'il se pose devant la pensée protestante française, car il s'est posé dès que les protestants comprirent qu'il y avait une question sociale et qu'ils n'avaient pas le droit de s'en désintéresser. C'est celui même qui jeta le cri d'alarme et obligea ses coreligionnaires à sortir de leur somnolent individualisme, qui fut aussi le premier à voir les dangers de l'action sociale hypertrophiée, et à réagir contre ce qu'il avait lui-même déclanché, nous voulons parler de Tommy Fallot qui, nous dit excellemment son biographe, « après être devenu l'initiateur du Christianisme social, est apparu comme le héraut des réalités éternelles (1) ».

(1) M. Boegner, *T. Fallot, l'homme et l'Œuvre* (Édit. « Je sers », p. 6).

Si M. Leenhardt, dans le livre que nous venons de commenter, révèle Wichern au public français, le nouveau *T. Fallot* de M. Boegner n'apporte rien que l'auteur n'ait déjà, et beaucoup plus complètement exposé dans son remarquable ouvrage *La Vie et la Pensée de Fallot* (Paris, Berger-Levrault, 2 vol.). Le présent volume est destiné à permettre à ceux qui ne pourraient se procurer cette œuvre (dont le tome I est épuisé) de faire connaissance avec une des personnalités les plus attachantes et les plus importantes du protestantisme moderne. Biographie très bien faite, très bien écrite et composée, mais qui n'est qu'un abrégé commode de l'œuvre antérieure.

Fallot (1) est un tout autre homme que Wichern. Beaucoup plus que ce dernier, il est quelqu'un, et quelqu'un de très vivant, très humain, très proche de nous, très sympathique. Fallot est un homme cultivé, d'intelligence ouverte et d'esprit large, mais pas du tout un intellectuel. C'est la sensibilité qui domine; il est prompt à s'enthousiasmer, prompt à s'indigner. Ame généreuse et tendre, il

(1) Tommy Fallot, né en 1844 au Ban de la Roche. Très ancienne bourgeoisie protestante; milieu cultivé, pieux, préoccupations sociales ayant subi directement et fortement l'influence d'Oberlin. Comme son père qui est industriel, Fallot fait les études d'ingénieur. Mais en 1871, il renonce à l'industrie, et devient pasteur après avoir fait à Strasbourg les études de théologie indispensables. D'abord paroisse en Alsace, puis appelé à Paris (1876). Découvre certaines œuvres d'évangélisation populaire (Mac All) et s'y attache. De plus en plus convaincu de la « Mission terrestre de l'Eglise » et préoccupé par les problèmes sociaux, il combat la réglementation de la prostitution, fonde la *Ligue pour le relèvement de la moralité publique*, se met à prêcher partout le christianisme social, fonde l'*Association pour l'étude pratique des questions sociales*, organise des congrès, etc. Mais, surmené, il doit renoncer à toute cette activité et après s'être reposé redevient pasteur de campagne, dans la Drôme; dernière période caractérisée par une plus grande richesse de pensée et de vie spirituelle; sa pensée définitive s'exprimera dans le *Livre de l'Action bonne*. Il meurt à Blacons en 1904.

frémit à la vue de la misère, et comme il est naturellement homme d'action, quand il aura vu l'injustice et qu'il en aura été bouleversé, il faudra qu'il fasse quelque chose, qu'il agisse, avec un admirable courage et un total désintéressement. Mais c'est aussi une âme profondément religieuse et les excès auxquels le porteraient ses impulsions vives et fortes, c'est le sens spirituel qui les tempère, et qui, beaucoup plus que l'intelligence régulatrice, le ramène au juste milieu. La vie chez lui a le primat sur la pensée; lancé en pleine action il résout les problèmes en agissant, et l'attitude définitive qu'il exprimera dans *l'Action bonne* c'est à force d'avoir vécu, cherché, erré et souffert, qu'il y est parvenu.

Dès sa jeunesse, par le double courant d'influences qui agit sur lui, se forme ce dualisme qui le caractérisera : souvenir très vivant d'Oberlin dans sa propre famille, influence directe de Christophe Dieterlen, ce grand chrétien qui rêvait de voir « le Royaume de Dieu s'établissant sur la terre par un acte de la volonté souveraine de Dieu (1) », Wichern qu'il entend lors de son séjour en Allemagne, Gratry (2), Lamennais dont les *Paroles d'un Croyant* lui apportent une véritable révélation (3), voilà pour le promoteur du christianisme social; Émile Frommel et les piétistes d'Elberfeld, la prédication du puissant Adolphe Monod, l'action vivifiante d'un pieux disciple de Vinet Louis Bridel, l'*Imitation*, et ici encore la foi si vivante de Christophe Dieterlen, voilà pour le chrétien qui eut si fortement le sens des réalités spirituelles.

(1) M. Boegner, *T. Fallot*, p. 53.
(2) *La morale et la loi de l'histoire.*
(3) « Depuis ce jour je compris la grandeur des luttes qui s'imposent à notre génération, je pris en horreur l'iniquité sous quelque forme qu'elle se présente, et je jurai d'être fidèle à toutes les causes justes et saintes que Dieu placerait sur mon chemin, si impopulaires qu'elles puissent être au reste. » (Cité par M. Boegner, p. 25.)

Ce qui caractérise la piété de Fallot, c'est d'abord ce que les protestants appellent la foi au Christ vivant. Cette expression peut sembler étrange aux catholiques qui n'imaginent pas que le Christ puisse être autre chose que le Vivant par excellence; pour les protestants éloignés de l'orthodoxie et pour qui Jésus ne fut qu'un homme en qui habita le divin — ceci avec d'infinis degrés et nuances suivant la conception personnelle de chacun —, croire au Christ vivant signifie croire que le Christ vit — sur ce qu'est cette vie glorieuse on reste dans une prudente imprécision — et qu'on peut entrer en relations personnelles avec lui. Cette croyance a toujours pour fondement une « expérience religieuse » dans laquelle le chrétien a « saisi le Christ », éprouvé le sentiment de sa présence. Pour beaucoup — ce fut le cas pour Fallot — c'est là le point de départ d'une vie spirituelle plus intense et plus spécifiquement chrétienne, car Jésus y prend une place que la pauvreté de l'affirmation doctrinale rendait impossible auparavant (1).

(1) Une page de Fallot écrite au moment de cette « expérience » qui constitue sa conversion fera parfaitement comprendre tout ceci : « *Tout en Christ* : en lui sont résolus les problèmes qui obsèdent l'esprit de l'homme; devant lui se dispersent les ténèbres comme à l'approche du soleil levant. Comment donc le plus simple disciple du Christ pourrait-il avoir des aperçus si profonds et si lumineux sur la vie humaine s'il ne pouvait vivre avec son maître que par le souvenir, comme un philosophe se transporte, par un effort de son esprit, auprès de Platon, par exemple? Non, Christ vit dans son disciple, il vit en lui, non comme un souvenir, mais comme une *réalité*. S'absorber en Christ, chasser de son cœur tout ce qui l'empêche d'en faire complètement sa demeure et, pour réussir dans cet effort suprême, lutter les yeux fixés sur lui, voilà le secret de la vie. Mon Dieu, je te rends grâces du fond du cœur! Je t'ai supplié d'illuminer mon intelligence par ta divine lumière; je t'ai imploré pour recevoir de toi, de toi seul, la solution des doutes qui m'obsédaient, et déjà je vois poindre le jour, l'aurore apparaît. Sois béni, ô mon Dieu; mais je t'en supplie, que le soleil ne tarde pas à se montrer complet à l'horizon...

« Je te pressentais, je te concevais, mais je ne pouvais te saisir,

De son passage dans un milieu piétiste, Fallot garda, omme centre de sa vie spirituelle, cette dévotion au hrist glorifié, mais, alors que les piétistes, qui tombent ouvent dans un mysticisme peu sûr, oublient trop facile-ıent l'humanité du Christ, il sut très vite ne pas oublier ue si nous sommes sauvés par le Fils de Dieu, nous som-ıes enseignés par Jésus notre modèle.

Ce qui contribue aussi à donner à la pensée et à la vie eligieuse de Fallot leur profondeur, c'est le sens du péché t de la repentance, l'idée que le monde est tout pénétré e péché et qu'il lui faut la brûlante purification que seul ésus-Christ peut accomplir. Fallot sait qui est le Sau-eur, il sait la corruption du monde à sauver, voilà pour-uoi il pourra se lancer éperdument dans le social, s'y garer même, il ne pourra se tromper complètement, ni urablement.

Son attitude, quant aux problèmes sociaux, sera d'abord e l'anti-bourgeoisisme ; il reproche aux protestants, et urtout au clergé, de ne pas vivre, de se laisser étouffer ar l'égoïsme, particulièrement par l'égoïsme de classe, de endre la religion inaccessible au peuple, et parfois sa olère est grande contre cette bonne bourgeoisie protes-ante au cœur dur. Ce peuple opprimé, méprisé, négligé, l'aime passionnément, il le connaît, il lui consacre tou-es ses forces sans compter. Il en arrive même, obsédé par a vue de la misère et par la révoltante indifférence des ossédants, à devenir presque socialiste ; il se sent plein

mon Dieu ; par Christ et en Christ tu te donnes à moi. Sois désor-nais ma seule, mon unique nourriture.

« Je n'osais te confesser, Jésus, Fils de Dieu, Sauveur du monde, nais tu m'apparais comme la lumière du monde, comme la vie, la orce par laquelle nous sommes tout-puissants.

« Désormais, sois mon maître, mon frère, mon appui. » (M. Boeg-ıer, p. 67.)

d'hostilité contre l'orthodoxie par dégoût pour les orthodoxes, et avouera plus tard avoir côtoyé de grands dangers. Mais enfin il aperçoit le matérialisme du véritable socialisme, s'en écarte avec horreur et trace les grandes lignes de ce qui sera le christianisme social. Il se met à proclamer que l'Église ne doit pas être la chose de quelques privilégiés, mais qu'elle doit travailler à faire régner sur la terre la justice et l'amour, et « apporter aux peuples les vraies réponses aux problèmes qu'ils agitent (1) ». Il fonde des associations pour l'étude des questions sociales, et dans ses conférences il annonce l'*Avènement du Christianisme social*, qui consiste essentiellement à tirer les conséquences *sociales* de la paternité divine (2). Sous ce nom de christianisme social, il groupe toutes les aspirations de son âme généreuse, aspirations disparates qu'il serait impossible d'organiser en une doctrine bien faite. On pourrait les énumérer ainsi :

le protestantisme ne doit pas se contenter d'être une religion pour les bourgeois, mais une religion pour tous ;

il faut s'intéresser au peuple, l'aimer, lui porter secours spirituellement et matériellement ;

il faut que les protestants prêtent attention aux problèmes sociaux qui préoccupent leurs contemporains, au lieu

(1) Cité par M. Boegner, p. 133.

(2) Il en donne des définitions très différentes, et il ne faut pas s'étonner si plus tard on trouvera sous ce nom des conceptions très différentes aussi, celles que M. Leenhardt a essayé de distinguer. Par exemple :

1) « Pratiquer la fraternité humaine est la seule manière de professer sincèrement la paternité divine... Nous voici ainsi, avec cette affirmation doctrinale et sa traduction sociale, au centre de ce que j'appellerai le *christianisme social.* »

2) « Le christianisme social c'est le christianisme appliqué aux peuples comme aux individus, c'est l'Evangile devenant le salut pour tous et dans tous les domaines. »

3) « Appelez si vous voulez ce christianisme social l'idée du Royaume de Dieu sur la terre. » (M. Boegner, p. 163.)

e constituer un monde à part, et deviennent des hommes sociaux » ;

les chrétiens doivent participer à la vie sociale et politique en y appliquant les principes de la morale chrétienne ; de la paternité divine découlent la fraternité humaine, solidarité, et les devoirs sociaux qu'elles comportent ;

il y a des *conséquences sociales* de l'Évangile ; l'enseignement de Jésus s'applique aux collectivités comme aux ıdividus.

Affirmations très diverses mais qui, en somme, exprimient, chacune à sa manière, qu'il est contraire à la vérité ırétienne de séparer le profane et le sacré, qu'il n'y a as d'activité, de domaine, ni de milieu, où le christianisme e doive pénétrer.

Bien entendu, Fallot prêcha d'exemple avec son nmense ardeur, jusqu'au jour où, à bout de forces, il fut bligé de renoncer à la vie épuisante qu'il menait. Ce fut lors le retour à la campagne, le calme, la retraite et un emarquable approfondissement de vie religieuse se traıisant par le souci de remplir auprès de ses paroissiens n ministère spirituel, de se consacrer à l'action individuelle. Ce fut le Fallot qui enseignait aux paysans de la)rôme « *Comment lire la Bible* », qui écrivait à l'ami qui ontinuait son œuvre de ne pas se laisser prendre tout ntier par l'action sociale ; ce fut aussi le Fallot auquel de oulouseuses épreuves donnèrent le sens de l'au-delà, qui écut dans la pensée du ciel (1), et qui avait compris que ı grande tâche c'est d'amener les âmes à Dieu et surtout e « devenir soi-même une œuvre de Dieu (2) ».

En même temps il repensait ses idées sociales, mais en

(1) « Il ne suffit pas de vivre dans l'Invisible, il faut le posséder ; 'est par la souffrance, la lutte, la prière, qu'on arrive à cette posession. » (Cité par M. Boegner, p. 256.)

(2) M. Boegner, p. 246.

profondeur, en les rattachant aux richesses spirituelles qu'il avait découvertes, et remontait par exemple de l'idée de solidarité au dogme de la Trinité. Il avait trouvé, pour traduire ce nouvel et dernier état de sa pensée, une expression heureuse : *l'Action bonne*, qui est l'action féconde, l'action dirigée par la volonté droite et inspirée par Dieu. Ce n'est plus l'action sociale pour l'action sociale, c'est l'action individuelle s'épanouissant en conséquences sociales bienfaisantes grâce à la solidarité (1).

*
* *

Wichern et Fallot tiennent l'un et l'autre une place importante dans cet effort de rechristianisation qui, au XIXe siècle, travailla le protestantisme en France comme en Allemagne. On sait très bien qu'au cours du siècle dernier les ravages du libéralisme s'accélérèrent au sein du protestantisme; on ne sait pas assez qu'en même temps certains luttèrent pour rendre à leur religion la vie qui l'avait presque quittée. Au début du XIXe siècle le protestant-type est un grand bourgeois, conservateur avant tout et en toutes choses, par habitude, par peur, par intérêt; attitude toute négative et stérile dont certains virent

(1) M. Boegner cite quelques propositions qui expriment l'essentiel de la doctrine de l'*Action bonne* :

« L'action bonne fonde la société parfaite, elle la réclame, car, si individuelle qu'elle soit à ses débuts, elle ne se réalise que socialement.

« La racine est individuelle, le fruit social. Plus la racine est vigoureuse, plus le fruit hâte sa maturité.

« Partout où quelques hommes ont accompli l'action bonne, ont surgi les rudiments d'une société meilleure.

« Un homme qui accomplit l'action bonne porte en lui les destinées de la société nouvelle. Jésus — Homme — Société.

« La puissance révolutionnaire de l'action bonne est en raison directe de sa puissance constructive.

« Tu te fais, courage! tu feras la société, car en te faisant tu deviendras germe social. » (M. Boegner, p. 235.)

e caractère anti-chrétien et comprirent le danger. Vie pirituelle et sens social, voilà pour quoi ils combattirent t souffrirent, et si quelques-uns d'entre eux commirent es imprudences et des erreurs, souvenons-nous, avant de es juger sévèrement, d'abord que hors de la barque de 'ierre il est bien difficile de n'être pas toujours ou au delà u en deçà de la vérité, puis que s'ils se trompèrent ce ut avec le désir d'être vraiment fidèles à l'esprit de 'Évangile, qu'en dépit de certains excès c'est à eux que e protestantisme d'aujourd'hui doit ce qu'il possède de ie religieuse, et qu'ils seront heureux ceux qui auront eu aim et soif de justice.

Mais les problèmes que nous avons rencontrés dans ette étude sur Wichern et Fallot sont toujours là, et le eront toujours dans le protestantisme qui ne saurait trou- er de solution définitive et est en quelque sorte condamné osciller à gauche et à droite de la vérité (1). Ces derniers emps, après une forte inclination vers la gauche, — nous oulons dire vers le christianisme social outrancier —, il emble qu'il y ait réaction, retour vers la primauté du pirituel (2). De nos jours, si on posait au monde protes- ant ces trois questions, qui sont les trois formes actuelles le notre problème :

Faut-il agir, ou faut-il prier?

Faut-il une action de vaste envergure, ou une action en rofondeur?

Faut-il sauver les corps, ou sauver les âmes? Faut-il

(1) On pourrait aisément retrouver dans l'Eglise catholique, au XIXe et au XXe siècle, des fluctuations analogues. Mais pour d'ex- ellentes raisons qu'il serait superflu d'énumérer, chez nous, les luctuations sont toujours limitées et l'essentiel sauvegardé.

(2) Et ce n'est plus, comme avant le mouvement régénérateur lont nous venons de parler, cette caricaturale primauté du spirituel hère aux « bien pensants » de partout et qui consiste à être beau- oup plus prodigue de bons conseils que de bons biftecks, parce ue le porte-monnaie s'en arrange beaucoup mieux.

toujours sauver les corps avant et afin de sauver les âmes? il y aurait beaucoup moins qu'autrefois de réponses trahissant la superstition du visible, du quantitatif, du temporel.

Notons encore que la France occupe dans le monde protestant une situation curieusement privilégiée quant à la question qui nous occupe : les pays anglo-saxons sont, de nos jours, tournés fortement vers le christianisme social, les pays germaniques sont la terre d'élection du piétisme (1); la France réalise une espèce d'équilibre : les protestants français s'efforcent de conserver les réalités spirituelles tout en faisant sa part à l'activité sociale. Équilibre d'ailleurs très imparfait, obtenu par d'incessantes variations qui arrivent à se compenser à peu près. Il ne saurait en être autrement lorsque, sur ce que doit être le règne du Christ, sur l'Église, sur sa mission propre, sur le rôle des fidèles, il n'y a aucune doctrine solide qui puisse servir de guide. Heureux sommes-nous de savoir ce qu'est l'Action catholique, et de pouvoir marcher très hardiment parce que notre Mère l'Église nous a montré une route très sûre. Ce n'est pas que nous ne rencontrions des dangers, ceux-là mêmes, mais bien affaiblis, entre lesquels nous voyons les protestants cheminer avec mille peines, et c'est pourquoi il nous faut être très humbles et très prudents en même temps que très audacieux. L'assistance du Saint-Esprit ne nous permet-elle pas de pratiquer des vertus opposées?

G. Swarts,
Docteur ès lettres.

(1) Les Anglo-Saxons se donnent pour mot d'ordre « Le Royaume de Dieu sur la terre », et dans la vie politique ils ont besoin que la justice ait au moins l'air d'être respectée. Les Allemands piétistes croient que dans ce monde de péché le désordre seul est possible, et que Dieu ne peut régner qu'à l'intérieur des âmes; ceci explique pourquoi certains protestants allemands, pourtant profondément chrétiens, n'ont jamais compris qu'on se soit indigné de la conduite de l'Allemagne en 1914 : cela n'a rien à voir avec le christianisme.

NOTES ET RÉFLEXIONS

« *On demande une mystique* »

C'est la conclusion fort sérieuse d'un article de *Notre* ·mps. Or, *Notre Temps* est une revue jeune radicale qui ne ·che point par excès de mysticisme. — D'où vient soudain tte exigence.

Du discours de M. Bénès. Le Ministre Tchécoslovaque a acé de main de maître le portrait de l'Europe nouvelle, et ı face d'elle de la France. Nous sommes en pleine révolu- ɔn. Les idées qui depuis le XVIIIe siècle mènent le monde ıt abouti à la guerre, expression visible et tragique des for- s de destruction qu'elles recélaient. C'est la fin d'un temps. Présentement s'élabore un ordre nouveau, une nouvelle volution s'accomplit. C'est une lutte pour la formation de Européen moderne en général. Sera-ce le traditionnel ra- onalisme et intellectualisme français qui prendra le dessus, ı bien le monde passera-t-il définitivement dans le domaine ɔ l'instinct, de la sensualité, de la passion et de la révolte ·ntimentale ?

Le problème est posé. Faire la synthèse du cœur et de la ·ison, du subjecticisme et de l'objectivisme, du relativisme de l'absolu, telle est la tâche présente.

A la France pleine d'un bon sens un peu rassis, s'opposent Allemagne, la Russie, l'Italie, d'autres nations encore, que ·couent les instincts vitaux de leur être, et cette adhésion ·eugle à la réalité mouvante qui les entraîne et qui les vre à leur génie, ou peut-être à leur démon.

Sera-ce la lutte à mort des deux principes ? Ou bien est-il ·mps encore de les concilier ?

Oui, et c'est ce nouvel esprit européen qu'il s'agit de susci- ɔr. Pour cela on sent le besoin d'une mystique, et l'on a rai-

son. Mais pourquoi chercher au loin ce qui existe au milieu de nous ? N'y a-t-il pas quelqu'un à Rome, qui, de plus haut encore que M. Bénès, embrasse d'un regard le monde entier ? Voilà longtemps que le Pape Pie XI a jeté le cri d'alarme. Il n'a pas demandé une mystique : il l'a proposée, il l'a enseignée, il l'a clamée *urbi et orbi*. — La lumière est venue dans les ténèbres, et les ténèbres ne l'ont point reçue.

Poussé par la charité du Christ, Pie XI a parlé aux nations de la terre, dans leur folie. Il a dit que jamais peut-être il n'y eut de « crise spirituelle et matérielle aussi profonde, aussi universelle ». Il en a dénoncé les causes : égoïsme, cupidité, individualisme, nationalisme, athéisme. Il a indiqué les remèdes : plus de justice dans les rapports sociaux, une meilleure répartition des richesses, l'accession du prolétariat à la propriété, l'esprit de paix et d'amour. Au principe de cet ordre nouveau, il affirme la valeur absolue de la personne humaine et sa supériorité sur le groupe social.

Et si l'on veut plus de mystique encore, la voici, exprimée cette fois en ses données proprement spirituelles. Contre le dynamisme des instincts ou le statisme d'une trop froide raison, Pie XI recommande ces merveilleux mystères de la lumière : la prière et la pénitence.

On demande une mystique ? Allons à l'Église, qui est le corps mystique de Jésus-Christ. Jésus, ce nom veut dire « Sauveur ». L'Église de Jésus-Christ, seule, nous sauvera.

Pourquoi, cependant, tant de catholiques restent-ils sourds à la voix du Pape ? C'est qu'ils ont peur d'entendre une parole trop hardie; on préfère nier, contre l'évidence, la révolution, plutôt que de se donner au terrible labeur de l'accomplir selon l'esprit du Christ. Les Catholiques en croiront-ils M. Bénès plus que Pie XI ?

Renonceront-ils enfin à mettre le vin nouveau dans de vieilles outres ?

On demande une mystique ? Venez à l'Église, qui possède les paroles de la vie éternelle et les remèdes de la vie temporelle, et travaillez sous la conduite et selon l'esprit du Chef le plus hardi qui soit.

P. B.

L'Église catholique et la lutte des classes

En fait et en droit, il y a des classes sociales, et qui s'oppo-ent. Nul catholique ne s'en scandalisera, car l'égalité chré-enne s'établit sur un autre plan, celui de la personne umaine, dont l'âme immortelle est faite à l'image de Dieu t capable de le connaître. Quiconque s'adresse à l'Église our lui demander sa vérité, ses sacrements, le don de sa vie piritueile, celui-là est fils de Dieu, et les différences sociales n'existent plus.

Mais elles subsistent dans l'ordre économique et social. 'oute société implique diversité des fonctions et leur hiérar-hie. Est-ce à dire, comme le veut le marxisme, qu'il faille nier la transcendance de l'homme, et, au lieu d'une mysti-que de l'âme humaine, prêcher une mystique de la société, u plutôt de la classe, comme si la classe était quelque chose n dehors des personnes humaines qui la constituent ?

C'est l'erreur commune du capitalisme et du commu-nisme. L'homme est pour la société, l'âme humaine pour 'économie politique, la fin pour le moyen, l'absolu pour le elatif. C'est l'absurdité mise au principe de l'ordre social.

Dès lors, rien d'étonnant que la lutte de classes apparaisse comme inévitable. Chacune, s'érigeant en valeur absolue, pré-tendra éliminer les autres ou les tenir sous sa domination. Comme si des classes diverses ne pouvaient subsister sans pour autant s'entre-déchirer ! « La lutte des classes, ensei-gne l'Église (1), si elle renonce aux actes d'hostilité et à la haine mutuelle, se change peu à peu en une légitime discussion d'intérêts, fondée sur la recherche de la justice... »

Chimère ? — Oui, dans l'état présent des esprits. Et c'est pourquoi M. Berdiaeff, dans un livre très suggestif sur « Le Christianisme et la lutte des classes », a raison d'affirmer que « ce qui nous préoccupe, ce n'est pas seulement de sur-monter les relations bourgeoises entre les hommes, relations qui atteignent dans la société capitaliste leur ultime expres-son, mais de surmonter l'attitude bourgeoise à l'égard de la

(1) **Encyclique** *Quadragesimo anno.*

vie ». Ce « bourgeoisisme » — qui s'applique d'ailleurs autant aux prolétaires qu'aux bourgeois — est l'exclusif souci des intérêts matériels, qui fait de l'homme le prisonnier de son activité et qui le rend imperméable aux choses spirituelles, voire même incapable de soupçonner le problème de la vie. A ce titre, le bourgeoisisme est bien la négation de la Croix, la négation du principe tragique de la vie. Surmonter la lutte des classes, c'est surmonter cet esprit, accepter le mystère de la Croix.

Mystère qui s'incarne pour l'ordinaire dans la dure peine du travail quotidien. Il faut lui rendre sa valeur grandiose, divine. Diminuer les heures de travail, le rendre moins rude ou moins dangereux, c'est bien. Mais ce n'est pas résoudre le problème social. « *Ce problème consiste d'abord dans une attitude intérieure à l'égard du travail.* » Non pas révolte ou résignation, mais joyeuse et compréhensive acceptation de ce travail qui, appliquant la raison humaine à la matière, étend le règne de l'esprit dans l'univers et remplit ainsi un sublime « ministère en vue d'une cause transpersonnelle ».

Ajoutons qu'il y a un autre redressement à opérer, contre l'erreur courante qu'il existe comme un conflit latent entre le travail et la liberté. On oublie que la vraie liberté n'est pas dans l'indépendance matérielle, mais dans l'effort qui surmonte la peine, dans ce dépassement de l'homme par lui-même quand il triomphe de ce qu'il y a de matériel soit en lui, soit au dehors de lui. Erreur sur la notion même de liberté, qui n'est pas de faire ce qu'il nous plaît, mais de se placer consciemment et volontairement dans l'ordre où, par nature, nous sommes destinés à nous insérer. Erreur sur la notion même du travail, qui ne s'oppose pas à la liberté ainsi conçue, mais qui la fonde.

Ces réflexions ne sont pas superflues. Que sert, en effet, aux états de donner aux travailleurs plus de loisirs, s'ils ne leur apprennent à en bien user ? Mieux encore : il faudrait qu'on parvînt à pénétrer à tel point de valeur spirituelle le travail, qu'on y trouvât l'affirmation et la satisfaction de la plus haute liberté et la réalisation de la vraie personnalité, beaucoup plus encore que dans l'utilisation des loisirs.

Quoi qu'il en soit, il reste que présentement la lutte des classes est, pour la conscience chrétienne, un fait douloureux. Il disparaîtra le jour où chaque classe sociale compren-

a combien elle dépend de toutes les autres, et quelle est grandeur spirituelle du travail qui est leur lot commun, mment enfin sur ce plan spirituel s'affirme une égalité ıcière entre tous les hommes. Le problème de la lutte s classes est « celui d'une nouvelle attitude chrétienne à gard de l'homme et de la société, celui de la renaissance ligieuse de l'humanité ».

Oui, et M. Berdiaeff a raison de l'affirmer. Mas il se trompe 'squ'il relève avec regret que « la conscience chrétienne mble être en retard sur les processus vitaux et culturels ıccomplissant ici-bas ».

Cela est vrai peut-être de l'Église orthodoxe ou de certains ilieux catholiques, éternels retardataires, ou même de aucoup de théologiens plus soucieux de disputes classi- .es indéfiniment ressassées que des problèmes nouveaux .i engagent la vie des peuples et celle des âmes, mais cela est pas exact du véritable catholicisme représenté par son ef, le pape Pie XI.

Est-il en retard celui qui a dit que la restauration chré- nne de la société était « l'œuvre primordiale, en ce mo- ent la plus nécessaire », et qu'il fallait ne pas épargner peine, ne se laisser vaincre par aucune difficulté, mais ec une joyeuse espérance, se vouer à la rénovation sociale ? ur supprimer la distinction des classes sociales ? Non, mais ; abus qui s'ensuivent. Il faut savoir que, malgré des amé- rations incontestables, on n'a pas fait disparaître « le fla- ant contraste entre une poignée de riches et une multitude indigents ».

C'est pourquoi l'Église veut qu'on « travaille au relève- ent du prolétariat ». Et cela avec d'autant plus d'insistance d'urgence qu'on a trop souvent négligé ses directives, ; uns les passant intentionnellement sous silence, les tres se décourageant avant d'avoir rien entrepris.

Il faut « tout mettre en œuvre pour que, dans l'avenir du oins, la part de biens qui s'accumule aux mains des capi- listes soit réduite à une plus équitable mesure et qu'il s'en pande une suffisante abondance parmi les ouvriers... ». Église ne veut pas la lutte des classes, mais plus de justice .tre les classes.

P. B.

DOCUMENTS

La persécution religieuse en U.R.S.S.

*Le 20 août dernier, l'*Osservatore Romano *publiait, à propos de la persécution religieuse en U.R.S.S., l'article que voici :*

Suprêmes efforts de l'athéisme bolchévique en Russie

Nous tenons de bonne source les renseignements suivants :

Les bolchéviques ont décidé de réaliser dans le plus bref délai leur plan de lutte contre la religion, plan vraiment diabolique et poussé jusque dans les moindres détails.

Durant le printemps dernier un nouveau décret a été fait en vue de la liquidation de tous les cultes religieux sur le territoire de l'U.R.S.S.

Ce décret cependant n'a pas été publié ouvertement dans les journaux, mais a été expédié à fin d'exécution à tous les « Ispolkom » (Comités exécutifs) de l'Union soviétique.

Selon ce décret, toutes les églises, chapelles et maisons de prière doivent être complètement « liquidées » au plus tard le 31 décembre 1933.

Passé ce délai, des dispositions provisoires fixeront le nombre de maisons de prière qui seront tolérées pendant un certain temps.

D'après ces dispositions les catholiques qui sont actuellement en Russie plus de 2 millions (polonais environ 1.800.000, lithuaniens environ 30.000, lettons environ 40.000, allemands environ 200.000) ne pourront disposer que de 20 églises en tout, dont 8 pour les catholiques allemands.

*Nous avons pensé que nos lecteurs aimeraient connaître la réaction provoquée dans les milieux russes de l'émigration et à Moscou même par cette révélation de l'*Osservatore Romano *; c'est pourquoi nous donnons ci-dessous la traduction presque intégrale d'un éditorial publié à Paris le 23 août 1932 dans les* Dernières Nouvelles, *journal de M. M*

ukov, peu suspect de cléricalisme, sous le titre : Inévitable nséquence. *Nous donnerons plus loin la traduction de la otestation publiée, le 30 septembre dernier, à Moscou par* Bezbojnik, *organe du Comité central de l'Association des hées militants.*

C. D.

Inévitable conséquence

... Ce qui importe, ce n'est pas que ce décret existe ou existe pas (1). Ce qui importe, c'est que, tôt ou tard, il oit paraître. Tôt ou tard le pouvoir soviétique sera conaint de faire le dernier pas dans sa lutte contre la religion, d'en venir à une semblable mesure. Voilà pourquoi le mmuniqué de l'*Osservatore Romano* ne nous a pas paru attendu et ne nous a aucunement étonnés. On peut y outer foi.

Celui qui, durant les quinze dernières années, a suivi tentivement la lutte des bolchevistes contre les croyances ligieuses du peuple, a pu remarquer depuis longtemps une es caractéristiques fondamentales de cette lutte : dans le omaine des principes, le pouvoir soviétique s'en est touurs tenu à la pleine séparation de l'Église et de l'État et à ne lutte sur le terrain des idées; en fait, la séparation de Église et de l'État ne fut jamais réalisée en U.R.S.S. Au ontraire, l'Église, plus que jamais, a été placée sous la épendance du pouvoir soviétique et privée de toute liberté. la vérité, pour dissimuler cet asservissement de fait, on ecourut à une accusation qui, à proprement parler, ne

(1) Le même journal donnait, le 2 octobre, un résumé du décret n question d'après *La jeune avant-garde*, organe de la commission xtraordinaire de l'U.R.S.S. pour la lutte contre la religion. De rges extraits de cet article ont été reproduits par M. Joseph Mollet ns *La Croix* du 6 octobre.

Nous croyons pouvoir affirmer que ce périodique *La jeune avantrde* n'existe pas et que la Commission en question n'existe pas vantage. Ajoutons que la plupart des noms cités comme étant ux des signataires du Décret sont totalement inconnus. Ceci n'inrme en rien, d'ailleurs, la valeur de l'information que l'*Osservatore omano* dit tenir de bonne source.

(Toutes les notes sont du traducteur.)

visait pas l'Église comme telle, mais les ministres de l'Églis déclarés, en bloc, « éléments contre-révolutionnaires ». Ce ouvrait largement le champ à l'intervention soviétique dan toutes les affaires ecclésiastiques et à la persécution de l'É glise à tous moments et de tous côtés.

Le pouvoir soviétique, s'étant montré impuissant dans l lutte sur le terrain des idées, fut amené à utiliser une arm externe, c'est-à-dire, tout simplement, qu'au lieu de l séparation de l'Église et de l'État et d'une lutte libre de ce État contre cette Église dont il est séparé et qu'il ne recon naît pas, le pouvoir soviétique fut amené à employer la vio lence la plus ouverte, la motivant tantôt par la contre-révo lution qu'il déclarait fortement implantée dans l'Église tantôt par les prétendues décisions unanimes des diverse « Assemblées populaires » exigeant la fermeture des églises Cette lutte violente contre l'Église a passé par plusieurs éta pes. Tout d'abord on enleva à l'Église les objets précieux, le icônes les plus chères au peuple, et les reliques des saints le plus vénérés ; ensuite on ferma les monastères les plu célèbres en Russie après en avoir chassé les moines et y avoi mis les scellés ou les avoir transformés en « colonies de tra vail »; puis on enleva les cloches des églises demeurées ouver tes afin que, dans tout le pays, on n'entendît plus l'appe religieux des cloches; enfin, pour frapper l'imagination de fidèles, on se mit à détruire de fond en comble les antique monuments de l'Église russe et à faire sauter les églises e les monastères qui « empêchaient l'édification soviétique »

Mais voilà : tout cela n'aboutit point à ce que visait et à c qu'espérait le pouvoir soviétique : la victoire sur l'Église Celle-ci continuait d'exister et peut-être même de croître e puissance (1), de telle sorte que le pouvoir soviétique, inévi tablement, dut (ou devra) en venir à cette dernière issue qu signale l'*Osservatore Romano*. Puisque ce besoin intime qu le peuple russe a de l'Église Orthodoxe n'a pu être anéanti que l'Église cesse donc d'exister extérieurement, qu'e Russie il n'y ait plus ni églises, ni offices religieux, ni no plus de ministres du culte « contre-révolutionnaires ». S'ar rêter dans cette voie de la persécution violente, à plus fort

(1) Cette supposition, malheureusement, nous semble optimiste mais la haine antireligieuse des Soviets est suffisante pour s'acharner même sur une église plus ou moins défaillante.

aison y rebrousser chemin, le pouvoir soviétique évidemment ne le peut pas : ce serait reconnaître sa défaite. Il est ontraint d'aller jusqu'au bout et donc d'en venir à cette écision de fermer toutes les églises de toutes les confessions eligieuses. Alors, s'appuyant à nouveau sur un fait extéieur, le pouvoir soviétique pourra se consoler et leurrer es autres par cette nouvelle retentissante : « Sur le territoire le l'U.R.S.S. toutes les formes de vie religieuse sont extirpées. » Ce sera un nouveau mensonge à ajouter à ceux que nous avons si souvent entendus ces dernières années.

*
* *

Sous la manchette : « La véritable liberté de conscience n'existe que dans un seul pays — le pays des Soviets », *le* Bezbojnik *écrit :*

Une nouvelle invention du journal papal

Dans un de ses derniers numéros le journal du Vatican, l'*Osservatore Romano*, donne à nouveau un communiqué mensonger sur la « persécution de la religion » en U.R.S.S. Cette fois, il fait mention d'un certain décret secret concernant la liquidation de tous les cultes religieux sur tout le territoire de l'U.R.S.S., liquidation qui devrait être terminée avant le 31 décembre 1933; à cette époque toutes les églises, chapelles et lieux de culte devraient être fermés.

Cette invention effrontée a pour but de tourner contre l'U.R.S.S. ceux des travailleurs étrangers qui ne se sont pas encore libérés de l'influence néfaste de la religion et de l'Église.

Il est tout à fait clair qu'aucun décret semblable n'existe et ne peut exister (1). Dans les pays capitalistes on se livre

(1) L'auteur, s'il est de bonne foi, se paye de mots. Il est vrai qu'il ne serait pas dans la manière du gouvernement des Soviets de faire un plan quinquennal contre les croyants envisagés comme tels, mais il lui suffit, pour retrouver sa manière ordinaire, de combattre les croyants comme adversaires du régime. Distinction purement verbale.

à une persécution violente contre les prolétaires athées ; on cultive, de façon intensive, le sentiment religieux à l'école et à l'armée ; en masse on révoque les instituteurs soupçonnés d'athéisme, et tout cela s'appelle « Liberté de conscience ». Tandis qu'en U.R.S.S. les fidèles ont pleine possibilité de prier, de former des sociétés religieuses et de conserver les édifices cultuels. D'un autre côté, on assure aussi aux travailleurs, en U.R.S.S., la liberté de la propagande anti-religieuse. De persécution de la religion en U.R.S.S. il ne peut même pas être question. Les étrangers eux-mêmes, qui chez eux ont entendu toutes sortes de fables stupides sur notre pays, voient en arrivant chez nous combien sont faux les racontars de la « cléricaille » sur la persécution religieuse. Nous donnons dans ce numéro une des nombreuses déclarations faites par des étrangers (1).

En U.R.S.S. les édifices du culte ne sont fermés que dans les cas où la loi l'autorise. Le pouvoir soviétique et la société veillent attentivement à ce que la liberté de conscience garantie par la Constitution soit fidèlement observée. Toute déviation de gauche, toute fermeture administrative des édifices du culte, contre le gré des travailleurs (2) croyants, toute violence faite aux convictions religieuses de la population, sont d'évidentes infractions à la loi soviétique et, pour cette raison, absolument inadmissibles. Nous donnons ici des renseignements sur les cas où les lois soviétiques autorisent

(1) On trouve en effet un peu plus loin, sous le titre « Opinion impartiale d'un étranger », la note suivante : « L'Américain Jack Brown, après avoir visité de nombreuses églises de Léningrad (*hormis sans doute la principale, la cathédrale Saint-Isaac, transformée en musée antireligieux* — N. d. T.), a adressé une lettre au journal *Moscow News*. Brown écrit qu'il ne s'attendait pas à voir en U.R.S.S. une totale liberté de conscience, car en Amérique les prêtres propagent des mensonges sur la « persécution » des personnes religieuses en U.R.S.S., sur les églises qui seraient fermées de vive force, etc... Brown déclare qu'il s'est convaincu personnellement de la fausseté de ces accusations. » Inutile de souligner le peu d'intérêt qu'offre un tel témoignage contredit par tant et tant de faits absolument indiscutables.

(2) Il importe de souligner ce terme de « travailleur ». Il a pour les Soviets un sens défini par leurs objectifs de lutte de classe. Cela leur permet d'éliminer facilement comme « non-travailleurs » tous les opposants.

a fermeture d'édifices du culte (1). Ces lois sont obligatoires artout. Elles assurent aux citoyens de l'U.R.S.S. la véritale liberté de conscience. La fermeture d'une église, d'une nosquée, d'une synagogue ou de tout autre édifice cultuel, 'est autorisée que si les travailleurs eux-mêmes l'exigent ou i une indiscutable nécessité sociale la réclame (2).

Cependant, la lutte contre les déviations administratives e gauche et le soin que le pouvoir soviétique prend des ntérêts des fidèles ne signifient pas du tout qu'il ne faille as lutter contre la religion. Non, la lutte léniniste logique t juste c'est la lutte pour le socialisme. Autant que contre es intolérants de gauche, la société soviétique lutte contre es partisans de la conciliation, contre ceux qui ne comprenent pas que l'ennemi de classe utilise à chaque pas les préugés religieux des travailleurs, contre ceux qui estiment que a religion n'est pas néfaste.

Le travail de masse de l'athéisme, fondé sur la propaande, — la révélation du mal que fait la religion —, et non as sur la violence (3), trouve un appui dans la foule des traailleurs. La preuve en est le formidable mouvement d'aháisme déclenché dans tous les coins de notre pays. Les ravailleurs eux-mêmes exigent la liquidation des foyers de 'obscurantisme contre-révolutionnaire et la construction à eur place d'établissements d'éducation culturelle ou autres galement utiles.

(1) Ces cas sont en effet énumérés dans un article suivant; ils sont u nombre de quatre : 1° Quand il n'y a pas de fidèles désirant utiiser l'édifice aux conditions indiquées par la loi ; 2° Quand l'église st fermée sur le désir des fidèles exprimé dans leurs assemblées énérales; 3° Quand il est nécessaire de fermer l'église pour une aison d'état ou une nécessité sociale (manque de logement, absence 'édifices pour les établissements d'éducation culturelle, écoles, ôpitaux, etc...); 4° Quand l'édifice n'est pas apte à l'usage social par exemple par suite de son mauvais état). On voit aisément l'uilisation qu'on peut faire de la loi au bénéfice de l'athéisme.

(2) C'est un fait que les Soviets ont parfois laissé rouvrir des égliies et fait mine de prendre des mesures de discipline vis-à-vis de onctionnaires qui avaient agi *imprudemment*. L'hypocrisie et l'habieté des persécuteurs ne peuvent que les rendre plus odieux et — hélas! — plus redoutables.

(3) Que serait-ce?

Il n'est pas vrai qu'en U.R.S.S. on liquide sans discernement les édifices du culte. La restauration des églises du Kremlin à Moscou le réfute assez clairement (1). Le pouvoir soviétique conserve les églises qui ont une valeur historique ou artistique, il les transforme en musées, les restaure, et veille sur elles. Non seulement les églises du Kremlin, mais l'église de Basile-le-Bienheureux à Moscou (2), la cathédrale de Saint-Vladimir à Kiev (2), la Laure de Kiev (2) et une quantité d'autres églises, dont la conservation est utile à la science et à l'art, sont préservées de la destruction et restaurées.

N'est-il pas clair que ces fables sur la persécution de la foi sont répandues par l'ennemi de classe des travailleurs où qu'il se trouve, en U.R.S.S. ou au-delà des frontières ? Voilà pourquoi, développant la propagande anti-religieuse, nous devons avec persévérance et au jour le jour dévoiler la duplicité de ces inventions des koulaks, des exploiteurs et des adversaires, et ne pas oublier de le faire dans nos échanges épistolaires avec les athées des autres pays. « Un plan quinquennal » ou tout autre sorte de plan de moindre durée pour la « liquidation des églises » n'est évidemment qu'une nouvelle et infâme invention de nos ennemis (3). Nous luttons contre la religion comme contre une survivance de l'idéologie capitaliste dans la conscience des travailleurs, nous luttons non par la violence mais par la persuasion comme nous l'a ordonné V. I. Lénine, et nous sommes soutenus en cela par de nombreux millions de travailleurs et de paysans de l'U.R.S.S. Cela est, la calomnie n'y peut rien.

(1) Aucune des églises du Kremlin n'est plus ouverte au culte.

(2) Transformée en musée antireligieux.

(3) Il est vraiment surprenant de voir à quel point cette idée ou cette expression de « plan quinquennal antireligieux » révolte des gens qui, par ailleurs, avouent et proclament être en guerre avec la religion, organisant partout cette guerre antireligieuse qui est directement requise par le léninisme. « Combattre contre la religion, c'est combattre pour le socialisme » est bien une des formules les plus souvent rabâchées en U.R.S.S. L'expression même de « plan quinquennal antireligieux » ne devrait pas sembler si étrange aux athées militants. Ils pouvaient la lire au début de cette année et aujourd'hui encore sans doute sur une large banderole fixée au-dessus de la porte d'entrée — face intérieure — de la grande Laure de Kiev : « Luttez pour le plan quinquennal contre la religion. »

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT

QUESTIONNAIRE

pour servir à une enquête sur les méthodes et les résultats de l'enseignement religieux ans les maisons de l'enseignement secondaire libre.

. DUMONT, O.P. *La question scolaire en U.R.S.S.*

Orientations nouvelles dans la pédagogie des Soviets? Les plus récents décrets jugés par un spécialiste.

DOCUMENTS

Décret [soviétique] du 25 août 1932 sur les programmes et le régime scolaire de l'école primaire et moyenne.

I. Les programmes scolaires.
II. L'organisation du travail scolaire et le renforcement du régime des écoles.
III. Le personnel enseignant.
IV. L'organisation progressive de l'école décennale.

Commentaires extraits de journaux soviétiques.

RIE FARGUES. *Impressions de Congrès.*

Congrès mondial d'Éducation nouvelle, 29 juillet au 12 août 1932 : Ceux qui n'ont pas notre foi seront-ils seuls attentifs aux progrès de la pédagogie?

RGUERITE ARON. *Un essai d'éducation nationale (1792-1802).*

Catéchisme et liturgie révolutionnaires.

QUESTIONNAIRE

pour servir à une enquête sur les méthodes et les résultats de l'enseignement religieux dans les maisons de l'enseignement secondaire libre

La Vie Intellectuelle *a toujours rendu hommage à l'admirable labeur accompli par notre enseignement libre et nous ne sommes certes pas de ceux qui en méconnaissent ou en sous-estiment les résultats. Il a droit à notre reconnaissance; il a droit aussi à ce qu'on lui fasse part des réflexions que peuvent suggérer les besoins du monde actuel, peut-être même — les institutions les plus parfaites ayant sans cesse besoin de s'adapter à des nécessités changeantes, — à ce qu'on lui propose quelques améliorations qui rendraient son action plus féconde encore.*

Parmi celles-ci, une des plus importantes, la plus importante sans doute, vise l'enseignement religieux donné dans nos collèges. Certaines critiques, un peu vives, se sont même élevées, reprochant à nos institutions libres de manquer en partie à ce devoir d'instruire et de former, religieusement les catholiques cultivés qui formeront une des élites de la nation. Ces critiques peuvent être exagérées... Il n'en reste pas moins que le besoin se fait sentir, à notre époque, d'un enseignement religieux assez vaste, assez solide, assez au point, et qui soit vraiment au niveau de l'enseignement profane. Nul ne peut nier que des progrès, en ce domaine, ne soient possibles et souhaitables.

Le questionnaire que nous publions, destiné d'une pa

ux éducateurs (chefs d'établissements, professeurs, aumô-
iers), de l'autre aux anciens élèves de nos établissements
eligieux, qui pourront apporter leurs souhaits et les résul-
ats de leur expérience dans le monde laïque, a l'ambition de
ecueillir quelques éléments pour contribuer à ces progrès.

. Ne vous semble-t-il pas que dans une partie de nos institutions libres (secondaires) l'enseignement religieux occupe une place trop restreinte en face de l'enseignement profane : d'une part trop peu de temps lui étant consacré, de l'autre cet enseignement étant plus élémentaire ?

Avez-vous des exemples et des souvenirs, que vous puissiez citer, soit de cette insuffisance de l'enseignement religieux, soit de ses conséquences ?

Par qui est dispensé l'enseignement religieux ? Par chaque professeur dans sa classe ? Par un ou plusieurs spécialistes ? Par le Supérieur ? Avantages et inconvénients de chaque système.

Emploie-t-on un ou des manuels ? Lesquels ? Vous semblent-ils satisfaisants ? Quelles seraient vos suggestions d'ordre pratique ou technique ?

L'enseignement religieux suit-il une progression vitale correspondant aux étapes des intelligences et des études ? Quel plan général a-t-on adopté pour coordonner les classes successives et faire parcourir à l'élève, une ou deux fois au cours de ses études, l'ensemble du dogme, de la morale, de l'apologétique et des sciences ecclésiastiques annexes ?

Mais d'abord cette division des matières, empruntée à l'enseignement des séminaires, ou reprise du catéchisme de première communion, est-elle celle qui con-

vient au but ici poursuivi : donner l'instruction religieuse du type secondaire à des laïcs, futurs pères de famille, qui doivent être à la fois chrétiens et citoyens, avoir une profession, gagner leur vie, tenir une place dans la société ?

En particulier, cette division ecclésiastique de l'enseignement n'a-t-elle pas l'inconvénient de laisser dans l'ombre l'Écriture Sainte, l'Histoire de l'Église et de la Littérature chrétienne, et les devoirs d'état de vie laïc ?

5. Les élèves de nos collèges ne respirent-ils pas, en famille, en vacances et plus tard dans le monde, un esprit mondain, païen, laïcisé, sceptique, — ou au contraire étroit, mal informé, superstitieux, janséniste et conservateur à l'excès ?

Dans ces conditions, la classe de catéchisme, plutôt que d'être un cours de théologie en miniature, ou au ralenti, ne devrait-elle pas engendrer constamment dans les âmes la vie religieuse toujours prête à défaillir, et qu'il faut développer ? Avions-nous raison de parler plus haut d'un professeur ? N'est-ce pas un apôtre que l'on demande ?

6. Mais alors ne court-on pas un autre péril : celui de transformer la classe de catéchisme en une prédication continuée ; — comme tout à l'heure de l'assimiler à l'enseignement profane ? Comment faire sentir à la fois aux élèves que cette doctrine est une vie, et d'autre part qu'elle peut être enseignée comme les autres matières à l'aide de procédés scolaires ?

7. Essaiera-t-on dans les hautes classes d'un système intermédiaire emprunté aux méthodes des cercles d'é-

tudes de la J.E.C. : procéder par enquêtes et interrogations pour découvrir, avec et devant les élèves, les besoins doctrinaux et moraux des jeunes gens de leur âge, de leur milieu, de leur temps ; — et apporter d'en haut les réponses divinement révélées par Dieu et aujourd'hui enseignées par l'Église ?

Cette méthode n'aurait-elle pas l'avantage de faire pénétrer pour longtemps et pour toujours dans ces jeunes esprits les vérités de la foi, qui, sans cette maïeutique à la fois psychologique et autorisée, risquent d'être momentanément plaquées sur leur vie distraite, pour disparaître au choc des premières difficultés ou des premières tentations ?

Quelle place tient, par exemple, dans la vie de la bourgeoisie française, élevée par la loi Falloux, la doctrine de *Rerum novarum* et de *Quadragesimo anno*, d'*Immortale Dei* ou de *Casti connubii* ? — Mais si ces enseignements hautement autorisés n'ont pas pénétré davantage, n'est-ce pas parce que nous n'avons pas su les traduire en formules adaptées à la curiosité et aux préoccupations juvéniles d'un temps, d'un milieu ? — Sinon, comment expliquer que les enseignements du Pape régnant sur la paix et sur la guerre, sur le nationalisme et la politique, et — qui sait ? — peut-être sur l'école et le mariage, n'aient pas été immédiatement reconnus et reçus comme exprimant la tradition de l'Église ?

Ne serait-ce pas parce que depuis longtemps notre enseignement scolaire recule devant les questions « brûlantes », les seules pourtant qui soient intéressantes et vivantes ?

. Et alors, pour être impitoyables dans cet examen de

conscience, nous nous demanderons s'il ne reste pas dans notre enseignement des traces du cartésianisme scolaire qui laisse le christianisme à la porte de l'humanisme, et la chair loin de l'esprit ; — des traces du jansénisme qui exagère théoriquement la déchéance de la nature humaine afin pratiquement de moins attendre d'elle et de moins lui demander ; — des traces du pharisaïsme qui croit à des classes sociales religieusement privilégiées et les dispense ou les charge de convertir les autres sans se convertir elles-mêmes ?

10. Et pour tout résumer, — si, comme nous le croyons, l'enseignement secondaire est un humanisme, — avons-nous trouvé le moyen de faire sentir et comprendre à nos élèves que le christianisme, pour être autre chose qu'un humanisme, est cependant au terme de tous les problèmes posés par leur vie humaine d'adolescents inquiets, rêveurs, volontaires, avides, silencieux ou bavards, souvent jaloux, susceptibles et déjà douloureux ?

La question scolaire en U.R.S.S.

Chaque année, à la veille de la reprise des occupations olaires, le Comité Central Exécutif du Parti Communiste ıblie une série d'ordonnances relatives à l'organisation es écoles et des divers établissements d'enseignement de Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Il s'agit e signaler les lacunes constatées durant le cours de la écédente année scolaire et de préciser, dans ce domaine e l'éducation et de l'instruction, la « ligne générale du arti ».

Ces décrets ne visent pas à fixer par le détail les pro-ammes d'étude et l'application des diverses méthodes enseignement. Ils donnent seulement les « directives » xquelles devront se conformer tous les organismes dministratifs et sociaux dont la tâche propre est de déter-iner avec précision les programmes et de mettre au oint, de façon concrète, les méthodes. On verra par ce ui suit que le Comité Central, tout en s'en tenant dans ensemble à des généralités, ne renonce pas à entrer dans vif des problèmes techniques, et que les mots d'ordre onnés au personnel de l'enseignement, depuis le Com-issariat du Peuple à l'Instruction, jusqu'au plus modeste ıstituteur, ne manquent pas de netteté. L'orientation u'accusent les plus récents de ces décrets, pour n'être as tout à fait nouvelle, tranche cependant de façon si atégorique sur certaines des directives précédemment

données que nous ne croyons pas sans intérêt de les publier ici.

Peut-être ne sera-t-il pas inutile de donner au préalable un bref aperçu de l'organisation scolaire et des méthodes d'éducation en Russie soviétique (1).

Organisation scolaire

Depuis qu'il est au pouvoir, mais plus particulièrement durant ces dernières années, le gouvernement de l'U.R.S.S., instrument en cela de la volonté du Parti, s'efforce d'atteindre progressivement au résultat suivant : établir sur tout le territoire de l'Union un réseau d'écoles obligeant tous les jeunes citoyens à une scolarité d'au moins 10 années, de telle sorte que durant ce temps ils reçoivent une large formation générale et soient habilités au plus grand nombre possible de techniques diverses (école « polytechnique »). Après ce stade, les jeunes gens (garçons ou filles, car il ne se fait pas de différence à ce point de vue) pourront, toujours gratuitement et même avec l'avantage d'un traitement ou d'une bourse, suivre des cours de formation plus approfondie dans des écoles supérieures spécialisées chargées d'assurer à la société le nombre de techniciens de valeur prévu comme nécessaire dans les différents secteurs de l'économie sociale (production ou

(1) Pour un exposé plus complet on se reportera avec avantage aux ouvrages et articles suivants :

S. Hessen, *L'instruction publique en Russie soviétique*, dans *Le Monde slave*, 1927, p. 50-77, 406-433 ;

N. Hans et S. Hessen, *Educational Policy in Soviet Russia*, Londres, 1930 ;

E. Dévaud, *La Pédagogie scolaire en Russie soviétique*, Coll. « Questions disputées », Paris, 1932 ; et les ouvrages que nous citons en note.

echerche scientifique). Il va de soi, — ceci est essentiel u régime, — que l'accès aux degrés secondaire et supéeur n'est librement ouvert qu'à ceux qui, par leur oriine ou leur attitude, donnent des marques non équivoues de leur fidélité aux « principes » du régime établi.)ans ces écoles, pas plus d'ailleurs qu'aux postes auxquels lles conduisent, il n'y a de place pour « l'ennemi de lasse ». Mais comme cet ennemi de classe est appelé à isparaître au fur et à mesure que s'édifie la cité communiste, l'école soviétique à tous ses dégrés doit, à plus ou noins brève échéance, devenir largement et gratuitement uverte à tous.

Il s'en faut cependant que l'on ait atteint ce stade de édification socialiste dans le domaine culturel. En dehors e l'enfance qui peut espérer aujourd'hui, peut-être, parenir par la voie normale aux plus hauts degrés de la foraation technique et scientifique, il y a la masse des jeues gens et des adultes qui n'ont fait que de médiocres tudes primaires ou moyennes. Ceux-ci seraient condamés à n'avoir point part au bénéfice de l'enseignement upérieur si l'on n'avait établi pour eux, — régime de ransition, — des instituts divers ayant pour tâche de les nettre rapidement à même d'accéder aux hautes écoles. Comme ces adultes sont déjà engagés dans la production ndustrielle ou agricole, il s'agit de ne les en point détourner, tout en leur assurant l'acquisition des connaissances héoriques et pratiques qui leur font défaut. D'où ces nstitutions telles que les *facultés ouvrières*, les *usines-écoes*, les *fermes-écoles*, comme aussi les *cours par correspondance*, *par radio*, etc., qui se sont extraordinairement mulipliés durant ces dernières années.

La conjonction du travail scolaire et du travail productif n'est pas imposée seulement à l'élément adulte de la population. Dès le plus jeune âge l'écolier est directement

intéressé au travail productif. Soit au laboratoire, soit à l'atelier scolaire, soit aussi et surtout à l'usine ou à la ferme, l'enfant a à accomplir une tâche pratique, modeste d'abord, mais qui s'affirme de plus en plus importante et qui doit, de toute nécessité, être en rapport immédiat avec la production, agricole ou industrielle, réelle du pays. Aussi l'école doit-elle se rapprocher de plus en plus de l'usine ou de la ferme, l'élément enseignement et l'élément production se prêtant un mutuel appui.

Il existait un certain nombre d'*écoles de 9 ans*. On n'eut qu'à les laisser subsister en y appliquant les programmes de « l'école du travail » et en transformant les classes supérieures en classes professionnelles. Plus nombreuses étaient les *écoles de 7 ans*. Elles auront à se compléter de classes ultérieures à orientation professionnelle ; d'ici là elles donnent accès aux technicums et par eux aux écoles supérieures. Ailleurs, les écoles se divisaient en *école élémentaire* (primaire) et *école moyenne* (du second degré). Partout où cette dernière existait, la transition était relativement facile vers l'école de 7 ans, puis progressivement de 8, 9 et 10 ans. Mais il va de soi que dans la plus grande partie du pays il n'existe, dans les localités, d'autre école que l'école élémentaire ; encore celle-ci ne se rencontre-t-elle pas partout. Le gouvernement se heurte, dans ses projets d'école unique décennale du travail, à des difficultés matérielles qui ne se laisseront pas aisément éliminer : le manque de locaux scolaires, le manque de cadres pour l'enseignement (1).

(1) Citons quelques chiffres empruntés aux *Izvestija* du 2 juin 1932 et résultant d'une enquête faite par le Commissariat du Peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne :

En septembre 1932, le nombre des écoliers devant fréquenter l'école élémentaire subissait un accroissement de 1.134.000 unités. Pour faire face à ce seul accroissement, il aurait fallu, à la même époque, disposer de 28.210 instituteurs nouveaux. Mais si l'on tient

L'enfant ne doit pas cependant rester privé de toute ossibilité de compléter son instruction et d'atteindre, le as échéant, aux écoles supérieures. Un certain nombre 'écoles professionnelles l'accueillent, lui assurant la forıation nécessaire aux divers échelons de la hiérarchie du ravail : du simple manœuvre au chef de petite et de rande entreprise, en passant par l'ouvrier qualifié, le conremaître et toute la gamme des ingénieurs. Ce sont les *coles pour la jeunesse ouvrière*, ou *pour la jeunesse des kholozes*, les *écoles d'apprentissage des professions courantes*, es *ateliers d'enseignement pratique*, les *écoles d'apprentisage industriel*, etc.

ompte du déficit existant à cette époque et du nombre d'institueurs primaires devant être promus à l'enseignement moyen, c'est n réalité 65.910 nouveaux maîtres que réclamait l'école élémentaire. Or les technicums pédagogiques n'étaient en mesure de fournir cette époque que 10.600 maîtres; l'utilisation d'étudiants devant aire un stage d'enseignement permettrait de trouver un complément de 3500 unités; il resterait donc à demander à des moyens de ortune quelque 51.810 instituteurs.

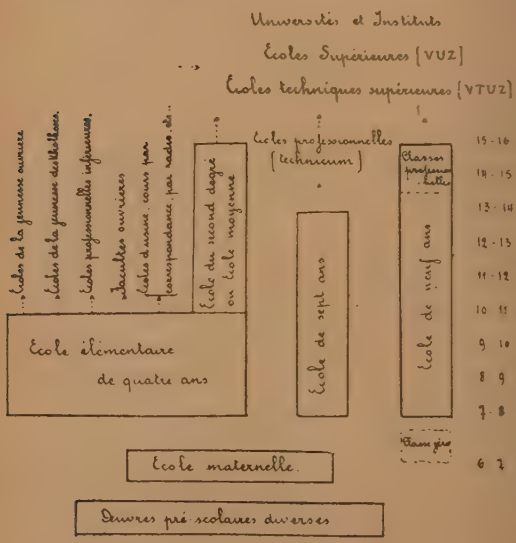
La situation de l'école moyenne ne se révèle pas meilleure. Le nombre des maîtres nouveaux à lui assurer pour septembre 1932 était de 7.600. Or les écoles supérieures de pédagogie destinées à couvrir es besoins de l'école moyenne ne devaient pas fournir plus de .500 maîtres. Le reste serait à pourvoir de la façon suivante : instituteurs primaires promus à l'enseignement moyen : 11.500; — étudiants stagiaires : 1200; — ouvriers qualifiés pour la ville : 2800; — pour le réseau des kholkozes : 28.000; — spécialistes et étudiants les écoles supérieures : 6000; — agronomes : 10.000; — maîtres chargés d'enseigner à la fois à l'école primaire et à l'école moyenne : 27.400; — enfin, éducation physique et divers : 7000.

Dans quelle mesure ce plan aura-t-il été réalisé à la rentrée de septembre? Les statistiques n'ont pas encore été publiées. Peut-être es données relevées pour l'année précédente seront-elles une indication : pour la seule R.S.F.S.R. (République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie) le plan prévu pour l'école élémentaire ne s'est trouvé rempli que dans la proportion de 81 o/o; pour l'école moyenne, de 75 o/o. Et le retard est bien plus inquiétant encore en ce qui concerne la préparation des cadres nécessaires à l'enseignement par correspondance dont on espère cependant beaucoup : ici le plan n'a été rempli qu'à 45 o/o.

Nous ne faisons pas mention ici, car ils ne rentrent pas dans les cadres administratifs de l'organisation scolaire normale, des cercles et cours organisés par cette armée volontaire qui enrôla l'an dernier plus de trois millions d'hommes, jeunes gens, et même enfants, au service de la « liquidation de l'analphabétisme » parmi les masses adultes qui n'avaient jusqu'à ce jour aucunement reçu le bénéfice de l'instruction.

Autre chose encore sont les écoles du Parti et les Universités communistes qui avec les clubs de toute importance s'attachent très spécialement à la formation politique, technique ou vulgarisée, du prolétariat.

Le tableau ci-dessous donne en résumé schématique l'organisation actuelle du système scolaire soviétique :



On remarquera que l'organisation type, destinée à se aliser dans l'Union tout entière, au fur et à mesure des ssibilités, est représentée par la dernière colonne de ce bleau : l'ancienne école de 9 ans, dont les dernières nées ne sont plus désormais de formation générale ou lytechnique, mais professionnelle, tandis que par l'adnction d'une classe inférieure, la classe « zéro », l'étenie du cycle scolaire sera porté à 10 ans.

Principes et méthodes d'enseignement

Nous ne pouvons entrer ici dans le détail des principes ui commandent l'éducation soviétique et des méthodes ises en œuvre aux différents degrés de l'enseignement (1). isant à faire de l'enfant un communiste conscient, fonèrement pénétré d'une conception exclusivement matéaliste de la vie, et efficacement adapté et employé à la production », l'école sera, nous l'avons dit, étroitement e au travail. Les méthodes y seront celles de « l'école tive », où tous les derniers progrès de la technique dagogique seront utilisés. Voici qui peut paraître fort en conçu en raison de la fin poursuivie. L'expérience n'a s tardé à prouver cependant que cet idéal ne se laisseit pas si aisément réaliser. L'intérêt des documents que ous allons citer réside précisément, nous semble-t-il, en qu'ils expriment très clairement ce travail d'adaptation de mise au point des méthodes au service de principes e l'on n'entend évidemment pas sacrifier.

En 1923, on introduisait bruyamment dans toute l'école

(1) La doctrine qui inspire la pédagogie communiste a d'ailleurs é fort bien exposée dans cette revue par M. l'abbé Dévaud (*Vie tellectuelle*, 25 octobre 1932). Il nous suffira donc de rappeler ici elques points plus importants.

soviétique la *méthode dite des complexes*. Voici comment s'exprimait à ce sujet la note d'introduction aux programmes approuvés par le Commissariat du Peuple à l'Instruction Publique, le 5 mars de la même année :

Jusqu'à présent, on étudiait séparément les différentes matières sans aucune liaison entre elles; avec cette méthode, l'école, en dehors de la lecture, de l'écriture et du calcul, ne donnait aucune connaissance pratique nécessaire à la vie quotidienne. Au lieu d'apprendre à l'enfant à se reconnaître dans les événements sociaux et dans les phénomènes de la nature, l'école le forçait à apprendre une série plus ou moins longue de règles de chaque matière, oubliées rapidement parce qu'inutiles dans la vie quotidienne.

Les programmes que nous proposons ne sont pas faits par matière mais par complexes; et, de suite, nous disons que le complexe est pour nous l'ensemble des phénomènes concrets pris dans la réalité et groupés autour d'une idée ou thème central et défini.

Le programme de complexes pour l'année se compose de tout une série de thèmes centraux. Ces thèmes deviennent l'axe autour duquel toutes les forces de l'école doivent être utilisées. L'étude de telle ou telle matière ne se fait qu'en mesure des besoins du thème ou du problème central. L'élocution, la lecture, l'écriture, le calcul doivent être liés étroitement avec les phénomènes réels, et il ne doit pas y avoir à l'école d'écriture, de lecture ni d'arithmétique comme matières isolées.

Il est fort curieux de noter que lorsque les Éditions de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement publiaient à Paris les *Programmes officiels de l'enseignement dans la République des Soviets*, dans une traduction française à laquelle nous empruntons le passage que nous venons de citer, la méthode des complexes était déjà rayée des programmes en Russie soviétique. Non point sans doute, qu'on ait renoncé définitivement à s'en inspirer, mais l'expérience avait rapidement démontré qu'aux mains d'instituteurs malhabiles et très insuffisamment préparés, un tel instrument conduisait à des résultats désastreux : les enfants sortaient de l'école élémentaire sans savoir ni lire ni écrire ni compter.

L'introduction du travail à l'école, — et non seulement
ı travail pratique, mais du travail productif, c'est-à-dire
nsérant dans le processus réel de la production indus-
ielle ou agricole, — devait exposer à un danger sembla-
e. Ici du reste un élément de première importance
enait rendre le danger presque inévitable, à savoir le
essant besoin de main-d'œuvre qui se faisait sentir à
ısine et plus encore dans les exploitations agricoles.
our n'être pas préjudiciable à l'enseignement, le travail
atique doit être méthodiquement combiné avec lui,
nchronisme d'autant plus difficile à réaliser que des élé-
ents de « nature » entrent en jeu dont l'homme ne sau-
it être le maître. En fait la ferme et l'usine *utilisèrent*
enfant, sans aucun souci de sa formation scolaire. Le
avail productif prenait à l'enfant et son temps et ses
rces, au grand préjudice de sa réelle formation. Ce dan-
er subsiste aujourd'hui encore et il n'est point propre à
école élémentaire ou moyenne.

Autre nouveauté : la substitution au travail individuel
ı *travail collectif*. Il importe que l'enfant, à tout moment,
sente partie d'un tout qui le dépasse et dans l'harmo-
ie duquel il doit vivre, agir, travailler. Rien n'est capable
e lui donner ce « sens » comme le fait d'effectuer cons-
ımment en « équipe », en « brigade » son devoir sco-
ire. Ce travail collectif se présente d'ailleurs comme un
ollaire de la méthode « active » avec laquelle il s'ac-
orde aisément. Il est, dans la pédagogie communiste, un
ouage des plus importants. Écoutons le camarade Pis-
ak, un des pionniers de l'introduction des méthodes
ouvelles dans l'école soviétique, nous exposer en quoi
onsiste cette méthode :

Par travail collectif nous ne comprenons pas seulement le travail
es enfants en commun dans la même classe, la même salle ; cela
tiste et cela a toujours existé dans toutes les écoles. Bien mieux,
n'est pas une condition indispensable de notre œuvre.

Par travail collectif du groupe, nous comprenons en premier lieu : tâche collective du groupe considéré comme constituant une unité. Cette tâche peut être démembrée, partagée entre plusieurs sous-groupes, chaque sous-groupe fait alors son travail, mais se rend compte que c'est une partie du travail commun. Ce travail mérite plus le nom de labeur collectif que le travail de front où chaque enfant fait la même chose, mais où il est responsable à titre individuel, comme une personnalité indépendante. En deuxième lieu, l'unification du travail des différents sous-groupes est assurée par la revision en commun, la totalisation du travail, le bilan. Une telle organisation du travail révèle aux enfants le sens de la division du travail; il devient évident pour eux que des efforts différents, dirigés chacun de son côté, peuvent servir à réaliser une tâche commune. Un tel procédé donne de bons résultats dans le travail par complexes en particulier; parfois c'est même la seule forme de travail possible dans ce système.

Enfin, nous entendons par travail collectif la responsabilité collective du travail. Ordinairement nous considérons chaque élève comme responsable de son travail individuel. Et, en effet, si une classe ne représente pas une collectivité compacte, si l'unité des enfants n'est que le résultat de leur réunion fortuite dans un lieu d'enseignement... la responsabilité collective est en réalité un manque total de responsabilité. Tous ne répondant pour personne, chacun doit répondre pour soi. Mais si nous avons affaire à une vraie collectivité d'enfants organisée sur la base de leurs intérêts vitaux, on peut parler de responsabilité collective, c'est-à-dire de responsabilité de toute la collectivité pour chacun de ses membres et de chacun de ses membres pour tous (1).

Au moment où l'auteur écrivait ces lignes, une autre méthode, importée des pays bourgeois, tendait à s'introduire en complément de la méthode du travail collectif : la *méthode de laboratoire dite de Dalton*. Malgré les violentes critiques que lui fait le camarade Pistrak et les modifications qu'il propose de lui faire subir afin de l'adapter aux exigences de la pédagogie communiste, elle ne tarda pas à avoir un succès considérable. Peut-être la cause de

(1) Pistrak, *Les problèmes fondamentaux de l'école du travail*, Paris Internationale de travailleurs de l'enseignement, s.d., pp. 110-111.

succès est-elle bien celle que signalait déjà notre :eur, à savoir que « le plan Dalton fait disparaître le tème des devoirs dont tout le monde est fatigué et le nplace pour un autre système qui ne demande pas aucoup de temps à l'instituteur » (1). En effet, l'enfant, plus exactement ici, le groupe d'enfants, se voit fixer e tâche à exécuter dans un délai prévu, quitte à orga- er son travail et son temps pour l'exécution la meil- ıre de cette tâche dans le délai fixé. — Combinée avec méthode du travail collectif, ce procédé est communé- ent appelé en Russie soviétique *méthode de brigade-labo- 'oire*. On verra plus loin en quels termes le Comité Cen- l du Parti s'élève contre l'emploi exclusif de cette ;thode.

Enfin, le point sur lequel la pédagogie soviétique s'est ontrée peut-être la plus audacieuse, c'est l'introduction néralisée de l'*autoorganisation des élèves à l'école*. Sous direction discrète et comme effacée du maître la collec- ité enfantine s'organise de façon autonome. Elle a ses efs et, dans les divers domaines de la vie scolaire, ses légués, ses représentants, ses chargés d'affaires, ses res- nsables. L'exécution des travaux ménagers, le contrôle l'état sanitaire (dans la mesure évidemment de la com- tence enfantine), l'organisation de l'alimentation pour ıx qui prennent à l'école l'un ou l'autre repas, l'organi- ion des séances de lecture, des expositions, des fêtes laires, la rédaction régulière du journal mural, la fon- tion et la marche régulière des clubs divers, surtout de ıx où doit s'amorcer et se parfaire leur formation poli- ue, voilà qui relève de l'initiative et de la spontanéité s enfants. Ceux-ci peuvent même être entraînés à admi- trer l'école financièrement dès qu'ils sont aptes à pren-

) Pistrak, *op. cit.*, p. 112.

dre conscience que l'école est leur bien à eux et qu'il est de leur intérêt direct de le gérer comme il convient. Des enfants encore pourront relever la fourniture du matériel scolaire, l'organisation du travail en classe, au laboratoire ou à l'atelier. Enfin (nous citerons encore le camarade Pistrak),

les enfants doivent participer au Conseil scolaire pour prendre part au travail organique de l'administration de l'école, pour intervenir dans tous les problèmes pédagogiques (et non seulement économiques). La crainte que les enfants n'entravent le travail et n'ignorent les problèmes où ils s'immiscent est sans fondement, surtout si les enfants, entraînés au travail organique du Conseil scolaire, deviennent de plus en plus conscients de la responsabilité attachée à leur travail, si leur esprit ne fait pas de différence entre « nous » (enfants) et « eux » (éducateurs), s'ils considèrent les instituteurs comme leurs aînés, comme des camarades intimes ayant plus d'expérience mais désireux d'être aidés dans le travail (1).

Naturellement cette autoorganisation doit se réaliser à tous les degrés de l'enseignement. Dans les classes inférieures, elle ne saurait faire courir grand danger à l'autorité du maître. Mais les données du problème deviennent de plus en plus complexes à mesure que l'enfant grandit ; car ce qui dominera chez celui-ci ce ne sera pas toujours le souci du bien commun, le désir de voir dans le maître un « frère aîné ». Et puis, l'activité politique de l'enfant s'éveillera pour de bon et à quels conflits cela ne risque-t-il pas de conduire entre la collectivité des élèves d'une part et d'autre part le personnel administratif de l'école ou le corps enseignant ? D'autant que les sanctions elles-mêmes devront être dictées sinon par un tribunal enfantin (ce ne exposerait à de trop graves abus) du moins par l'assemblée générale des élèves. Car « nous avons définitivement renoncé, nous dit Pistrak, à la punition en tant que telle

(1) Pistrak, *op. cit.*, p. 141.

st-à-dire au châtiment infligé pour un délit commis. Le
ıtème des punitions appliquées par l'éducateur peut
e considéré comme irrévocablement enterré (1) ».
Il ne paraît point, à lire les récents décrets (2), que ce
gime de confiance ait donné tous les résultats qu'on en
endait, pas plus d'ailleurs que les méthodes « nouvel-
» appliquées sans doute un peu prématurément et
ıs préparation suffisante de la part du personnel ensei-
ant, recruté jusqu'ici en grande partie, nous l'avons vu,
des moyens de fortune.

C. Dumont, O. P.

Décret du 25 août 1932 sur les programmes et le régime scolaire de l'école primaire et moyenne (3)

*.e Comité Central Exécutif du Parti commence par consta-
les réalisations importantes de ces dernières années dans
lomaine de l'école primaire et de l'école moyenne en rai-
, surtout*

e l'introduction de l'instruction générale obligatoire, de
loption de l'enseignement systématique sur le principe
plans d'étude, de programmes et de prescriptions scolai-
déterminées (4).

*'ependant, il s'en faut que l'on ait atteint au résultat pro-
; et à l'élimination complète du vice fondamental signalé*

) Pistrak, *op. cit.*, p. 134.
) Nous nous bornerons aujourd'hui à reproduire le premier de
décrets, qui vise l'organisation des écoles primaire et moyenne.
) Le texte de ce décret est emprunté aux *Izvestija* du 29-8-32.
) On conçoit malaisément la tâche de l'instituteur avant l'adop-
. de « l'enseignement systématique », en l'absence de tous plans
udes, de programmes et de prescriptions scolaires déterminées.

déjà par l'ordonnance du 5 septembre 1931, à savoir l'insuffisante préparation des élèves qui accèdent, au sortir de l'école moyenne, aux technicums et aux écoles supérieures. A quoi cela est-il dû ?

Les causes principales en sont : l'imperfection des programmes du 2e cycle de l'école (5e, 6e et 7e groupes), l'insuffisance des méthodes de travail scolaire, la direction insuffisamment méthodique donnée par le Commissariat du Peuple à l'Instruction Publique et les organismes locaux, la discipline trop lâche et parfois même l'absence totale de discipline. Il faut noter aussi le manque de liens entre les divers chaînons du système scolaire. Il résulte de tout cela que les écoles primaire et moyenne ne répondent ni par les contingents qu'elles fournissent, ni par le niveau des connaissances qu'elles assurent, à la tâche qui leur est confiée : la préparation des cadres devant accéder aux technicums.

Et le décret reprend par le détail et successivement chacun de ces points :

I. — Les programmes scolaires

Après avoir reconnu les améliorations apportées aux programmes au cours de l'année précédente, le Comité Central

En fait les maîtres étaient très abandonnés à eux-mêmes. Les plus sages s'en tenaient aux méthodes anciennes, tout en se donnant quelque apparence de sacrifier aux méthodes nouvelles. Rien ne caractérise mieux les fluctuations du gouvernement en matière scolaire que ce passage extrait de l'*Instruction Publique*, organe officiel du Commissariat de l'Instruction publique de la R.S.F.S.R. (République socialiste fédérative des soviets de Russie) : « Souvent les maîtres les plus faibles accueillent toutes les nouvelles formules pédagogiques venant du centre par des *hosanna* ! quoique ces nouveautés n'aient pas encore été éprouvées par la pratique et que dans les conditions de l'école populaire, elles puissent même se révéler nuisibles. Ces éléments par trop complaisants et accommodants, que l'on appelle ironiquement les emballés, présentent aux autorités des schémas, plans complexes, des comptes rendus et des exposés truqués, et font ainsi tort à leurs camarades plus sérieux et plus consciencieux, qui abordent toute nouveauté, y compris les programmes du Conseil supérieur de l'enseignement, avec circonspection, de peur de dérouter les enfants en changeant sans cesse de principes et de méthode. » (*Narodnoe Prosveschenie*, 1926, cité par Hessen, *Monde slave*, 1927, p. 416.)

nale les défauts fondamentaux qu'on y peut encore rele-
. Ce sont : la surcharge des programmes, l'insuffisance
même l'absence de liaison entre les divers programmes
athématiques et dessin, mathématiques, physique, chimie,
travaux pratiques), une tendance exagérée à la simplifi-
ion conduisant à l'omission de notions essentielles comme
sont, dans le cours de physique, les notions de force, d'ac-
ération, les lois de Newton, etc., enfin l'insuffisance de
lément historique dans l'enseignement des sciences so-
ales.

En conséquence, le Comité Central décide que :

1°) Les Commissariats du Peuple à l'Instruction Publique
vront remanier pour le 1er janvier 1933 les programmes
l'école primaire et moyenne de façon à assurer chez les
fants une assimilation effective, solide et systématique,
s principes des sciences, la connaissance des faits et l'ha-
ude de s'exprimer, d'écrire et de calculer correctement.

2°) On se laissera guider, dans le remaniement des pro-
ammes, par ce qui suit :

a) Dans la répartition des matières enseignées dans les
ogrammes de mathématiques, physique, chimie, biolo-
e, pour les groupes du deuxième cycle, faire correspondre
tendue des programmes et le caractère des matières ensei-
iées avec l'âge des enfants; en même temps, abréger en
rtie les programmes de mathématiques, physique, chimie
biologie, du deuxième cycle, afin d'assurer de la part des
fants une assimilation ferme des éléments fondamentaux
ces sciences.

b) Remédier à l'insuffisante liaison entre les programmes
olaires du deuxième cycle [.....].

c) Tenir compte de la nécessité d'employer dans les occu-
tions scolaires (exercices de langue russe, mathématiques,
iences sociales, travaux de laboratoire en physique, chimie,
iences naturelles) des données fournies par l'édification
cialiste, en les choisissant soigneusement parmi celles qui
nt accessibles aux enfants.

d) Renforcer notablement l'élément « historique » dans
s programmes de sciences sociales, de langue, de littéra-
re, de géographie, illustrant les divisions et les thèmes
incipaux de ces disciplines par des données de fait, des
gressions et des comparaisons historiques.

e) Prévoir une augmentation du nombre d'heures de mathématiques, de telle sorte que ces cours puissent assurer le passage normal aux degrés suivants de la formation professionnelle.

f) Dans les programmes de physique, introduire les éléments de statique, absents jusqu'ici, la notion de force, les lois de Newton; en biologie, les notions de cellule et de structure cellulaire de l'organisme. En chimie, disposer les programmes d'une manière plus systématique, pour aboutir à une assimilation des notions chimiques élémentaires. En géographie, assurer la connaissance de la carte, en particulier celle de l'U.R.S.S., les notions fondamentales de la géographie physique, naturelle et économique de l'U.R.S.S. dans son ensemble comme de chacune des républiques, pays et provinces en particulier. Dans les programmes de géographie doit être comprise dans la mesure opportune la connaissance des pays capitalistes.

g) Tous ceux qui terminent l'école moyenne doivent obligatoirement connaître une langue étrangère.

Le point suivant fait déjà allusion aux méthodes d'enseignement; il est particulièrement significatif et répond aux nombreuses plaintes portées contre l'école en ce qui concerne l'enseignement de la langue maternelle et des connaissances fondamentales : la lecture et l'écriture. C'est un premier coup porté au travail collectif indiscrètement conduit, et à la méthode de laboratoire :

h) Considérant, malgré quelques améliorations, l'état toujours insuffisant des programmes et de l'enseignement de la langue maternelle et des sciences sociales, le Comité prescrit aux Commissariats du Peuple à l'Instruction Publique de prêter une particulière attention à l'élaboration des programmes en ces matières et à l'amélioration de leur enseignement. Le programme de langue maternelle doit assurer l'assimilation d'un cycle de connaissance effectivement systématique et précisément délimité, ainsi que la pratique assurée de la lecture, de l'écriture et du langage corrects, par l'introduction dans le travail scolaire de devoirs écrits individuels, l'analyse grammaticale, etc., et cela aussi bien en classe qu'à la maison.

i) Il est nécessaire d'introduire dans les programmes de science sociale, de littérature, de langues vivantes, de géo-

phie et d'histoire, les connaissances principales concer-
t la culture nationale des peuples de l'U.R.S.S., leur
rature, leur art, leur développement historique...
Étant donnée l'importance qu'il y a à introduire le tra-
à l'école polytechnique, il est nécessaire de remanier les
rammes scolaires de manière à réaliser l'union effective
'enseignement et du travail productif.

*n terminant l'exposé des réformes concernant les pro-
mes, le Comité Central rappelle les instructions de
ne relatives au principe de l'école polytechnique qui*
ige pas l'enseignement de tout, mais bien de tout ce
est à la base de l'industrie moderne, en général.

II. — L'ORGANISATION DU TRAVAIL SCOLAIRE ET LE RENFORCEMENT DU RÉGIME DES ÉCOLES

*us importantes, et plus caractéristiques, que les modifi-
ns et améliorations à apporter aux programmes, sont les
cations du Comité Central au sujet des méthodes d'en-
nement et de la discipline scolaire.*

*rès avoir reconnu les progrès réalisés depuis l'ordon-
ce du 5 septembre 1931* (1), *le décret constate que, en
t des instructions les plus formelles,*

méthode dite de brigade-laboratoire s'est répandue au
de méthode fondamentale (universelle même dans beau-
d'écoles). En appliquant cette méthode, on organise
équipes comprenant toujours et obligatoirement les
es élèves, ce qui entraîne, comme fâcheuse conséquence,
personnalisation dans le travail et la diminution du rôle
naître. Dans de nombreux cas, l'instruction individuelle
enfants s'en trouve négligée.

Déjà, en effet, au début de la dernière année scolaire, le
nissariat du Peuple à l'Instruction Publique avait attiré l'at-
on des maîtres sur le danger auquel on était exposé « de sous-
er l'importance des connaissances de formation générale, de
former l'école en une sorte de corporation de production cul-
e, de subordonner tout le travail d'enseignement et d'éduca-
aux intérêts de l'entreprise dont dépend l'école, d'employer
ne grande échelle des méthodes qui n'ont pas auparavant été
onnées par l'expérience, ce qui conduit, en fait, à la destruc-
le l'école » (*Pravda*, 25 septembre 1931).

Afin d'éviter à l'avenir ces déplorables résultats, le Comité Central prescrit aux Commissariats du Peuple à l'Instruction Publique dans toutes les Républiques de l'Union soviétique de « liquider » les erreurs commises dans l'emploi de cette méthode et de s'en tenir aux indications suivantes :

a) La forme fondamentale d'organisation de l'enseignement à l'école primaire et moyenne doit être la leçon donnée devant un groupe déterminé d'élèves, suivant un programme nettement défini. Cette forme d'enseignement doit comprendre, sous la direction du maître, un travail collectif de brigade et un travail individuel, en employant les diverses méthodes. Il faut développer au maximum l'enseignement collectif, mais sans recourir à l'organisation de brigades fixes et obligatoires.

b) Le maître est tenu d'exposer de façon logique et systématique la matière qu'il enseigne, en apprenant aux enfants à se servir des livres et des manuels. Il doit également employer les diverses formes de travaux écrits individuels, ainsi que les travaux pratiques des cabinets de physique, des laboratoires et des ateliers. [.....]. En outre, le maître doit venir en aide aux enfants dans toutes les difficultés de leur travail scolaire [.....].

Vient ensuite une prescription formelle qui en dit long sur l'état d'anarchie de certaines écoles :

Le Comité Central fait une obligation absolue aux Commissariats du Peuple à l'Instruction Publique et à leurs organismes d'assurer, dans le travail scolaire, la prépondérance du personnel enseignant (1).

(1) Le lecteur peu averti se demandera peut être à qui pouvait bien être attribuée la prépondérance à l'école, si ce n'est au personnel enseignant. En fait, nous l'avons signalé au passage, il existe, en dehors du corps professoral, deux organismes scolaires pouvant disputer l'influence au personnel enseignant : d'une part, les cadres administratifs de l'école, auxquels se relient directement les grandes organisations extra-scolaires à orientation nettement politique ou sociale comme le Parti (et en particulier le Komsomol), les Associations professionnelles, etc., ou encore l'Association des Athées militants et autres organisations antireligieuses ; d'autre part, les groupements d'enfants dans lesquels se réalise l'autoorganisation des élèves, et qui eux-mêmes se rattachent à ces diverses organisa-

Le travail scolaire par équipe, s'il est employé sans dis-
rétion, rend extrêmement difficile l'appréciation du pro-
rès individuel. On s'était flatté de supprimer le système
es examens annuels ou trimestriels; l'expérience y ramène :

Ce qui doit servir de base à l'appréciation du travail sco-
ire, c'est l'examen individuel et systématique des connais-
nces de l'élève. Le maître, au cours de son enseignement,
oit examiner attentivement chaque enfant et, en fonction
e cet examen, dresser un état de ses aptitudes pour chaque
natière donnée. Toute forme d'appréciation globale est
nterdite. Il est nécessaire d'établir, en fin d'année, des exa-
nens de récapitulation pour tous les élèves (1).

Cependant, pour ce qui est de la détermination plus pré-
ise des méthodes d'enseignement, le Comité Central s'en
emet aux Commissaires à l'Instruction Publique.

La question de la discipline retient ensuite l'attention des
uteurs du décret :

Dans bon nombre de cas, les organismes administratifs de
'école ne prennent pas garde aux faits de perturbation de

ons politiques et autres par leurs sections enfantines. Les préoc-
upations extra-scolaires l'emportent souvent sur le souci de for-
nation; le politique, au lieu d'orienter le scolaire, lui fait nette-
nent obstacle, et c'est, en fin de compte, à son propre détriment.
e présent décret prétend apporter un remède à cette situation en
endant au corps professoral l'autorité et l'influence qui lui revien-
ent. Ceci paraîtra plus clairement encore dans les ordonnances
elatives aux écoles supérieures.

(1) Ceci avait été prévu déjà par le camarade Pistrak qui, dans
a critique du plan Dalton, s'exprimait en ces termes : « La réali-
ation sans restriction du plan Dalton conduit aussi au rétablisse-
nent des examens, et cela sous leur pire forme. Ce défaut n'est
ullement imputable au plan lui-même, mais il apparaîtra sponta-
ément dans la pratique, si nous introduisons le plan Dalton sans
nodifier nos conditions scolaires. » (*Op. cit.*, p. 114.) Et un peu plus
oin : « Le système Dalton, qui se préoccupe seulement de la forme
u travail, ne fournit pas dans nos conditions scolaires de données
ui permettent d'apprécier le succès du travail de chaque élève à
haque moment donné (sinon par un gavage de données livresques).
On est obligé de recevoir les devoirs chaque mois. En pratique,
oici ce que cela veut dire : substitution à l'examen annuel, contre
equel nous luttons, de huit ou neuf examens par an. » (*Ibid.*)

l'ordre et ne font rien pour affermir chez les élèves la « discipline consciente ». Pour remédier à ces abus, on fera aux directeurs d'école et aux maîtres une obligation de se livrer sur les enfants à un persévérant travail d'éducation en réprimant tout délit sur ce point. On fera appel aussi aux organisations sociales, aux parents, aux groupements de Komsomols et de Pionniers, et l'on exclura de l'école pour une durée de un à trois ans les élèves indisciplinés qui outragent le personnel enseignant, violent les dispositions prises par l'administration, désorganisent le régime scolaire, détériorent ou pillent le matériel.

Ce paragraphe est particulièrement révélateur de l'état des choses dans l'école soviétique; on se demande avec étonnement comment comprennent leur mission d'éducateurs ces maîtres qui, sans y prêter autrement attention, voient les enfants troubler gravement l'ordre, insulter directeurs et professeurs, s'emparer de tout ce qui, dans les locaux scolaires, peut paraître leur convenir, et s'acharner sur le mobilier et l'équipement des laboratoires. Le gouvernement soviétique ne peut pas ne pas s'inquiéter des fruits que pourrait porter cette « éducation » d'un nouveau genre.

Enfin, il est une autre lacune, gravement préjudiciable à la bonne marche des occupations scolaires. Souvent elle a été signalée, mais jusqu'ici les remèdes apportés se sont montrés insuffisants. S'il y a crise de sous-production dans l'U.R.S.S., cette crise se fait particulièrement sentir en ce qui concerne les manuels scolaires et tous les objets utiles à l'enseignement des sciences et des arts. L'activité du maître est paralysée par cette pénurie de livres et de matériel de classe. Par ailleurs, il importe que son action éducatrice soit secondée par l'effort des parents. Aussi prescrit-on aux Commissariats du Peuple :

d'élaborer un ensemble de mesures favorisant la propagande pédagogique systématique et, sans plus de retard, de faire composer et éditer une littérature pédagogique populaire à l'usage des parents. Afin de rendre plus efficace le travail pédagogique fait à l'école, étant donnée l'énorme importance qu'il y a de pourvoir dans ce but l'école des objets indispensables à l'enseignement tels que les manuels et les fournitures scolaires, les appareils de démonstration pour les cabi-

nets de physique, l'outillage des ateliers, et tous autres moyens de formation, on élaborera, dans un délai de deux mois, un plan d'extension de la production de tous ces objets (cartes, mappemondes, tableaux muraux, etc.), afin de subvenir aux besoins de l'école élémentaire et moyenne. De même pour le matériel des cabinets de sciences naturelles. On dressera aussi un plan d'équipement standardisé des chambres de travail et ateliers scolaires qui seront ainsi pourvus des machines, instruments et matériel nécessaires à l'organisation de l'école polytechnique.

Le Comité Central insiste sur l'urgence de cette tâche : Le plan d'extension de la production de ce matériel et le plan d'amélioration de l'approvisionnement de l'école en objets de ce genre devront être élaborés de telle façon qu'un progrès notable soit obtenu, dès l'année 1932-33, dans l'organisation de la base matérielle de l'enseignement.

III. — Le Personnel enseignant

Nous avons signalé plus haut à quel point se fait sentir, dans l'école soviétique, le manque de « cadres ». Une des raisons de cette pénurie d'instituteurs réside dans les conditions réellement défavorables qui leur sont faites. Cela ressort avec évidence de la troisième partie du décret, visant à remédier à cet état de choses.

Les Commissaires du Peuple à l'Instruction Publique, dans les diverses républiques de l'Union, les organismes du gouvernement et du Parti, mettront tout en œuvre pour assurer à l'instituteur les conditions indispensables au fructueux accomplissement de sa charge et de ses obligations d'honneur vis-à-vis de l'instruction et de l'éducation des jeunes générations de l'U.R.S.S.

L'observation effective des directives données par le Parti sur la véritable attitude léniniste envers l'instituteur sera caractérisée par : l'élévation du niveau de l'idéologie politique dans la formation générale et la technique pédagogique du maître; l'accomplissement exact et sans discussion des directives émanant du Comité Central et du Conseil des Commissaires du Peuple, directives ordonnant d'assimiler

l'instituteur aux travailleurs industriels en ce qui concerne son approvisionnement en produits alimentaires et en objets fabriqués; le paiement régulier de son salaire; le soin pris de son repos et du logement de sa famille; le souci vigilant de pourvoir à ses besoins journaliers (1).

Le paragraphe suivant vise à assurer une meilleure répartition des cadres, ainsi qu'une meilleure utilisation du maître dans l'ordre strictement scolaire :

Il appartient aux Commissariats du Peuple à l'Instruction publique d'établir un ordre précis de mutations et de nominations des instituteurs, ainsi qu'une répartition qui assure une bonne utilisation du travail des maîtres expérimentés et une aide systématique de la part des plus jeunes cadres de l'enseignement.

Cette « utilisation des plus jeunes cadres » est particulièrement requise, nous l'avons vu, en raison de la pénurie de maîtres. Quelle est la valeur pédagogique de ces jeunes recrues du corps enseignant ? Très variable, suivant les modes de recrutement que nous avons signalés plus haut. Pour le plus grand nombre, un stage de quelques semaines, quatre ou cinq mois au plus, dans des écoles normales à formation « accélérée », a suffi pour les qualifier et les habiliter à leur tâche cependant si délicate et si importante. Aussi y a-t-il grand intérêt à ce qu'on ne les détourne en aucune manière de leur besogne; qu'on leur laisse le loisir nécessaire au perfectionnement de leur « qualification »; et que, par conséquent, on ne les emploie pas, de gré et surtout de force, à des occupations qui n'ont rien à faire avec la profession d'instituteur et la formation pédagogique : campagnes politiques ou économiques ou sociales comme la propagande en

(1) Ces directives ne sont pas nouvelles, mais elles demeurent toujours dans une grande mesure lettre morte. L'ordonnance du 5 septembre 1931 les avait à nouveau vigoureusement soulignées. Or, voici ce que révélait une enquête menée par le Commissariat du Peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne, en ce qui concerne la retenue des salaires dus aux instituteurs : « Au 20 février, dans la République des Tchouvaches, le total des salaires impayés atteignait 150.000 roubles; dans le département de Zuevsky, 16.000 r.; dans celui de Glukov, 12.000, et ainsi de suite. Dans le Caucase septentrional, en 20 départements, la retenue des salaires atteignait 99.786 r. » (*Izvestija*, 2 juin 1932.)

aveur des directives nouvelles du Parti, de tel ou tel emprunt ancé par le gouvernement, des semailles ou des récoltes, etc., etc. Aussi est-il prescrit

aux organes locaux de ne point détourner l'instituteur pour un travail social quelconque au temps de ses occupations à l'école et de sa préparation (préparation des leçons, formation personnelle, participation aux cours et conférences méthodologiques, etc...), interdisant même de façon catégorique aux soviets et comités exécutifs locaux d'utiliser l'instituteur pour l'accomplissement de diverses missions techniques.

Pour faciliter le recrutement du personnel enseignant, il importe d'assurer aux instituteurs certains avantages ou tout au moins de les garantir contre certains désavantages. Tout intellectuels qu'ils soient, on les considérera donc comme « travailleurs ». On estimera dès lors qu'

il est nécessaire d'accueillir les enfants des instituteurs à l'égal des enfants d'ouvriers dans les technicums, les écoles supérieures et les écoles techniques supérieures (1).

Quant à la formation pédagogique du maître, il faut de toute nécessité, pour l'assurer, que l'on puisse disposer, à des conditions de bon marché qui les rende accessibles à la totalité des instituteurs, de livres et manuels adaptés à cette fin. Dans ce but :

La Société d'édition de l'État (Ogiz) doit établir pour le 1er janvier 1933 un choix d'ouvrages et expédier aux maîtres, à un prix accessible, une collection des livres les plus néces-

(1) Le gouvernement soviétique n'a pas pu, du jour au lendemain, remplacer les instituteurs en charge par de nouveaux maîtres donnant les plus strictes garanties au point de vue politique. C'est ce qui explique la défiance dont le corps enseignant a toujours été l'objet. A mesure cependant que ce personnel se renouvelle dans le sens prévu et voulu par le Parti, la défiance décroît, et les avantages sont concédés progressivement. Ce n'est qu'en 1925, après le 1er Congrès des instituteurs, que ceux-ci cessèrent d'être privés des droits de citoyen. Jusqu'aujourd'hui, leurs enfants étaient traités encore en parias, se voyant empêchés d'accéder aux grades supérieurs de l'enseignement, si ce n'est à des conditions très onéreuses. Il n'est pas sûr que le présent décret assure d'emblée aux fils d'instituteurs les avantages dont jouissent leurs autres élèves.

saires aux pédagogues dans les diverses branches du savoir et les questions pédagogiques. Aux Commissariats du Peuple à l'Instruction publique (conjointement avec les organisations de librairie) de faire connaître dans le délai d'un mois à quelles conditions réduites les instituteurs pourront acheter et se faire envoyer ces livres.

Enfin des cours par correspondance devront aider à suppléer au manque de formation normale chez les instituteurs :

Les Commissaires du Peuple à l'Instruction publique prendront les mesures nécessaires pour établir, dans le délai minimum et de façon convenable, un système complet de formation pédagogique et de cours par correspondance à l'usage des instituteurs. On veillera attentivement à ce que le maître soit mis par là en possession des méthodes d'enseignement et soit rendu capable d'utiliser les instruments du travail pédagogique (emploi habile des appareils et du matériel scolaire, cartes, tableaux muraux, cinéma, radio, etc...).

Et puisque l'émulation socialiste ne suffit pas toujours à provoquer chez les individus le rendement maximum, on ne négligera pas cet ensemble de mesures capables d'exciter chez les instituteurs l'amour-propre et l'intérêt. Aussi faudra-t-il

étendre au maximum la pratique des encouragements et des récompenses pour les maîtres qui se seront montrés exemplaires dans leur travail. On publiera aussi le palmarès des écoles et des maîtres qui se seront distingués au premier rang.

IV. — L'organisation progressive de l'École décennale

La dernière partie du décret, très brève et d'ailleurs assez générale, vise à l'organisation progressive de l'école de 10 ans, partout où elle n'existe pas encore, mais plus particulièrement là où elle se trouve amorcée par l'école moyenne.

Afin de parvenir, ainsi qu'on se le propose, « à la formation gratuite et obligatoire, générale et polytechnique (familiarisant en théorie et en pratique avec toutes les principales branches de la production), de tous les enfants des deux sexes jusqu'à 17 ans » (Programme du Parti Communiste) ; afin

aussi d'élever plus rapidement le niveau de la préparation générale et polytechnique des élèves de l'école moyenne; afin d'augmenter le nombre des candidats aux écoles supérieures; afin de supprimer l'écart d'âge qui sépare l'école moyenne de l'école supérieure, — s'attaquer, dès l'année scolaire 1932-1933, à la réorganisation de l'école polytechnique septennale en école décennale.

En conséquence, mander aux Conseils des Commissaires du Peuple de l'U.R.S.S. (1) de sanctionner, dans le délai d'un mois, un plan concret tendant à établir dans les écoles septennales, durant l'année scolaire prochaine, des 8es groupes qui seront une première étape vers l'école décennale.

Telles sont, dans leur teneur essentielle, les ordonnances du Comité Central exécutif du Parti Communiste Russe concernant les programmes, les méthodes et la discipline scolaire, ainsi que le personnel enseignant, dans les écoles primaire et moyenne. Nous espérons donner, dans un prochain article, le décret concernant les écoles supérieures, décret plus caractéristique à beaucoup d'égards. Il nous sera possible alors de tirer quelques conclusions et d'apprécier à leur juste valeur et dans leur véritable sens les orientations nouvelles de la pédagogie soviétique.

C. Dumont, O. P.

(1) On remarquera qu'il n'est plus question ici des seuls Commissaires de l'Instruction Publique. C'est qu'en effet depuis 1930 les écoles à caractère technique ont été rattachées directement aux divers Commissariats du Peuple dont relève la technique considérée : Commissariat du Peuple à l'Industrie lourde, Commissariat du Peuple à l'Agriculture, etc. Cette réforme n'a pas été l'une des moins audacieuses dans le domaine de l'organisation scolaire en Russie soviétique; il ne semble point, jusqu'ici, qu'on ait eu à la regretter.

Impressions de Congrès [1]

Nice, ville heureuse... De tous les points du monde — 52 nations représentées — des éducateurs se sont donné rendez-vous dans la cité du soleil, de la douceur de vivre et des joies luxueuses. Luxueuses, non arrogantes; la misère qui nous avoisine ramasse des miettes...

Lycée du Parc impérial : marbre, lumière, espace, fraîcheur. Toilettes claires et visages tranquilles. Tous les idiomes et tous les types. Les secrétaires affichent, effacent, remplacent, sur les grands tableaux du hall d'entrée, les conférences, cours ou travaux de section inscrits au programme. On imagine difficilement des petits garçons, usagers ordinaires, montant ou descendant l'escalier monumental. Les 1500 congressistes en font sans trop d'effort le centre momentané du monde.

Palais de la Méditerranée : décor moderne aux grandes lignes nettes, où, le soir, l'électricité marie les ors, les gris, les mauves, avec un art d'une simplicité exquise et raffinée.

Toilettes. Parmi les femmes, beaucoup se parent dès la nuit tombée, comme pour des réunions mondaines; d'autres, en petite robe simplette, avouent n'avoir apporté dans leur valise que des intentions pédagogiques. Quelques Hindoues, quelques Japonaises en costume national provoquent des comparaisons. Un pyjama nordique extraordinaire. Parmi les hommes, même liberté, jusqu'à la manche de chemise retroussée; mais, généralement, de la tenue.

De la tenue aussi dans les rapports. Cordialité, obligeance

(1) Congrès mondial d'Éducation nouvelle, 20 juillet au 12 août 1932.

à se prêter aux demandes d'éclaircissements, sourires, bonne volonté pour essayer de comprendre les autres, ce qui ne signifie pas se renoncer : combien sont arrivés et repartis avec la ferme volonté de rester sur leurs positions!

Musique... Trios des grands classiques et, le soir, chœurs simples et beaux, empruntés à différents folk-lores, et que nous chantons ensemble. Les organisateurs ont voulu que des harmonies unifiantes s'épandent sur ces têtes si diverses.

Discours : les orateurs et les conférenciers se succèdent, le matin trois par trois ou dix par dix, je ne sais plus ; et l'on nous croirait tous polyglottes, à constater le silence unanime dans lequel sont écoutés Français, Anglais ou Allemands.

Travail : on prend des notes, on bouquine en attendant le début des cours, au comptoir de librairie organisé par Mme Fischbacher. On discute dans les salles lorsqu'on y est convié, ce qui, hélas! n'a pas été assez fréquent. On repasse ses cours en causant, jusque dans les tramways ou les restaurants, avec les compagnons que le hasard met sur votre chemin; d'un coup d'œil jeté au petit carton épinglé sur le veston ou le corsage, on sait si c'est avec l'Allemagne qu'on cause, ou le Brésil, ou la Tchécoslovaquie, et souvent on reconnaît un nom glorieux. On apprend, en marge des séances régulières, bien des petites choses : Paul Geheeb porte une culotte Louis XV et des souliers à barrettes, Mme Montessori aime la toilette... Et des grandes; mais celles-là sont plus difficiles à dire; le sait-on seulement, ce qu'on a appris dans tous ces frôlements de pensée, ces regards qui soulignent ou démentent un acquiescement, ces silences brusques ou ces explosions étouffées? Il semble, au sortir d'un congrès international, qu'on ait tâté le pouls du monde. L'esprit est élargi et l'activité stimulée. Non pour la lutte, mais pour cette forme civilisée de la lutte : l'émulation. De préférence, si l'on est capable de devancer quelque peu son siècle, pour la coopération, l'entr'aide internationales. C'est déjà de l'entr'aide que d'exposer des travaux d'élèves : les visiteurs s'en inspireront; ou que de susciter des réunions de groupe.

Rêve. Dans cette ambiance niçoise pour laquelle j'hésite

entre deux qualificatifs de même racine : artistique ou artificielle... des avenues s'ouvrent à l'imagination.

Dès les premiers soirs, les temps futurs étaient évoqués. A la lumière des temps passés, comme le fit notre Président Langevin, professeur au Collège de France, qui rappela la triste histoire du *diplodocus*; si d'aussi redoutables êtres ont fini par disparaitre, faute d'avoir su s'adapter, qui peut assurer qu'à l'humanité pareil sort n'est pas réservé? Nos institutions sont en retard sur notre technique, la justice sur la science.

Ou à la lumière plus douce de « l'enfant nouveau » cher à la Doctoresse Montessori. Le monde est en marche vers l'amour. L'enfant nouveau, élevé dans l'amour, transformera le monde.

Visions d'avenir!...

Visions de présent? Promenade dans le vieux Nice, un dimanche matin. Une population grouillante dans d'étroites rues d'un pittoresque inégalable. Des arrière-boutiques sombres déferlent, jusque dans la rue cimentée où ne passe à peu près aucune auto — qui dira le repos de cette absence? — des amoncellements de marchandises. Les maisons, de quatre hauts étages au moins, se décorent de lessives suspendues en travers des volets. L'air ne sent pas bon, mais il fait frais. Ceci compense cela.

Une rue plus large, en escalier. Là, les enfants sont chez eux. En robe de soie végétale, c'est dimanche, ou en guenilles : chacun ses habitudes. Mais tous libres et contents. Un petit s'agenouille sur la chaussée au bord du ruisseau; la menotte plonge dans la fraicheur de l'eau. Deux, trois, quatre gosses s'alignent à la file; non plus les mains seulement dans l'eau, mais les bras, et maintenant la figure; qu'il fait bon boire!

Les mamans regardent.

J'ai l'impression très forte que les philosophes du Congrès évoluent dans un autre monde que celui-ci ; et c'est une vraie joie que de retrouver, dans ce lycée du Parc Impérial si peu harmonisé avec la ville vraie, la ville autochtone et vivante,

ne Mme Radlinska avec ses petits Polonais, une Mme Nemes vec la naïve et charmante « Société d'amour » codifiée par es petits Hongrois, une Mme Jouenne à qui son amour pasionné de l'enfance pauvre vaudra de l'indulgence pour son ncompréhension religieuse.

Hâtons-nous d'ajouter dès maintenant qu'il n'y a pas que es femmes pour avoir le sens des réalités en éducation, ni ue les hommes pour planer dans l'utopie.

A côté de cette vision du présent, Nice nous offre une ision du passé : la cathédrale à l'heure des messes dominiales. Les rues grouillantes de vie encadrent, touchent, present une église morte, qu'elles laissent au chantre, aux peties filles des sœurs, à quelques étrangers.

J'imagine ici un Congressiste incroyant : il me rend dououreuse cette vacuité.

Que pense-t-il de la profusion des dorures, des marbres qui 'ont pas harmonisé leurs couleurs, de la chasuble en boite violon, des lustres électriques qui, pour encadrer la Consération, s'allument d'un coup, s'éteignent de même? on fait ieux au Palais de la Méditerranée. Une grande et nomreuse ferveur le ferait passer sur ces détails. Mais l'église st vide, comme, hélas! en d'autres villes de France; alors, ue représente-t-elle pour lui?

C'est une épreuve, pour le chrétien fidèle, que de toucher u doigt cette solitude où l'homme veut laisser Dieu. Faura-t-il s'écarter du Congrès, parce que le Congrès ne va as à l'église, ou s'écarter de l'église, pour « causer » avec e Congrès?

Les congressistes catholiques ne se posent pas la question; ls vont à l'église et causent avec le Congrès.

Pour convertir le Congrès? Tout simplement pour s'insruire. Dès qu'à la tribune on quitte le terrain des idées énérales (1), où peu de paroles efficientes ont été prononées, pour s'engager sur le terrain pédagogique, quelle vie, uelle richesse... et quelle vérité!

(1) Sujet d'études proposé au Congrès : l'éducation dans ses rapports avec l'évolution sociale.

Je m'excuse de ne donner aux lecteurs de *La Vie Intellectuelle*, au lieu du compte-rendu qu'ils eussent désiré, que des impressions. Je n'ai pas assisté au Congrès dans l'attitude purement objective que m'eût imposée le projet préconçu d'un compte-rendu; mais en catholique appliquée tout spécialement à l'éducation religieuse des petits; comment n'eussé-je pas été déçue? Ces choses sont en dehors des préoccupations de beaucoup de Congressistes de langue française. Cependant, cela ne nous donne pas le droit d'être injuste pour les pays proches ou lointains où Dieu garde sa place à l'école, fût-elle l'école la plus « nouvelle », ni pour les très belles réalisations accomplies dans d'autres domaines, ni pour l'élévation d'esprit de tant d'éducateurs qui ne partagent pas notre foi. Si l'on a pu craindre un moment que la pédagogie nouvelle s'enlisât dans une science un peu primaire et un matérialisme bien étroitement utilitaire, on peut se réjouir maintenant de la voir accorder une importance de plus en plus grande aux valeurs spirituelles.

Est-ce que les catholiques, de leur côté, ne doivent pas faire effort pour améliorer, renouveler leurs méthodes? Voici quelques exemples dont ils pourraient s'inspirer sans du tout mettre la doctrine en péril.

Mlle Martenot a traité ce sujet : *Voies nouvelles pour présenter la musique à l'enfant*. D'ordinaire, on la leur présente de l'extérieur; rien n'est plus conventionnel, par exemple, que l'enseignement du solfège. Mlle Martenot veut former le goût, et d'abord atteindre l'oreille, même inattentive. Pour cela, elle associe le geste à l'audition ; l'attention est stimulée par l'action musculaire. De là découle toute une méthode aussi simple qu'ingénieuse. L'évocation d'enfants improvisant des dialogues musicaux est quelque chose de si exquis, en même temps de si naturel, qu'après avoir entendu Mlle Martenot, on voudrait faire ainsi chanter les enfants dans toutes les écoles. Cela ne coûte qu'un quart d'heure par jour. Quant à la formation préalable du maître, elle n'exige pas un bouleversement total des habitudes.

C. Freinet est l'animateur d'un groupement très vivant

d'instituteurs publics; — et je ne dis pas, bien loin de là, qu'il n'anime que des idées inoffensives; mais restons sur le terrain de la pédagogie. Son procédé de choix est l'imprimerie. Il a composé un matériel maniable et peu coûteux. Ses élèves rédigent librement de petites compositions; le début de la classe de chaque matinée est consacré à la lecture de ces morceaux; au choix, par le moyen du vote, de celui qui correspond le mieux à l'intérêt général; à la correction au tableau noir de la rédaction élue. Puis, pendant qu'une équipe, établie par roulement, s'occupe à la composition et au tirage, les autres enfants travaillent autour du centre d'intérêt ainsi révélé, non au moyen de manuels, mais au moyen de livres de références et de fiches. Les avantages d'une telle méthode? Le goût du travail sérieux, fini, voire parfait : on ne rature pas une page d'imprimerie; la vie : l'intérêt d'un centre ainsi déterminé ne peut être artificiel; enfin les relations inter-scolaires favorisées par les échanges de ces journaux de classe. L'adoption du système exige une formation assez profonde des maîtres; il faut qu'ils sachent diriger une classe en s'effaçant, et cela ne s'apprend pas en un jour, surtout si eux-mêmes ont été élevés dans une atmosphère de compétitions et d'autorité arbitraire.

Les Écoles Normales de Catalogne n'acceptent que les candidats professeurs déjà pourvus de culture générale; les trois années qu'ils y passent sont consacrées à la formation professionnelle qu'on veut la plus élargissante possible, grâce à des contacts suivis, dans les écoles avec les maîtres en exercice, dans les Universités avec les aspirants aux professions libérales. Les examens de passage sont remplacés par des conversations prolongées. Une faculté de pédagogie est créée ainsi qu'un cours de perfectionnement à l'usage des professeurs d'École normale. Il y a des semaines pédagogiques pour sortir les vieux praticiens de leur isolement; et, sinon partout, du moins dans beaucoup de provinces de l'Espagne, des missions pédagogiques pour apporter sur place les bonnes méthodes. Un essai des plus intéressants semble être celui des inspecteurs-maîtres : des instituteurs en exer-

cice, choisis parmi les meilleurs, assument l'inspection d'un petit groupe de leurs collègues voisins, tout en continuant à tenir leur classe, dont ils sont déchargés une fois par semaine. Ils jouissent à la fois de l'autorité conférée par leur valeur professionnelle, et de la confiance qui s'établit naturellement entre eux et leurs pairs.

Je ne donne ces initiatives que comme des exemples de ce qui s'est fait depuis peu.

Il y a des « progrès » qu'on rêve seulement, telle la suggestion de M. Roger, instituteur public, qui voudrait que l'adolescence ne fût exclue d'aucune source d'enrichissement, parmi lesquelles le fait religieux; un laïcisme n'est pas « objectif » qui ne tient pas compte de ce fait.

Et il y en a qui sont entrées dans les mœurs, si l'on peut dire; le système Montessori, où les intuitions se dégagent peu à peu du maniement d'un matériel choisi et limité; Mme Montessori donna un cours suivi sur sa méthode de calcul, et plusieurs de ses collaboratrices nous présentèrent une Maison des Enfants, avec de vrais petits écoliers romains, travaillant sous nos yeux à leurs extractions de racines cubiques ou leurs additions de fractions; — la méthode Decroly, présentée par Mlle Hamaïde, en l'absence du Docteur Decroly déjà souffrant de la maladie qui devait l'emporter peu après : un cours, une exposition, un très beau film, des réunions improvisées, où les auditeurs posaient des questions.

On s'est beaucoup occupé des maîtres, à ce Congrès. Heureux symptôme!

Déjà, nous l'avons vu, l'Espagne commence sa réforme scolaire par la Réforme des Écoles Normales. Tout n'est pas à louer, hélas! de l'esprit de cette réforme. Mais du moins cela, qu'on a vu d'un regard clair, et avec une volonté décidée à tous les sacrifices : aucune réforme viable ne peut être apportée à l'édifice scolaire si l'on ne forme d'abord l'esprit et les habitudes des maîtres; programmes, horaires, règlements, inspections, rien n'y ferait qui ne les atteindrait pas « du dedans », eux aussi.

A. Ferrière complète la formule de Claparède : *l'école sur*

'esure, par ces mots qui expriment bien la préoccupation ominante de l'heure actuelle : *à la mesure des maîtres*. Tout on maître n'est pas apte à enseigner d'après toute bonne néthode. Et il est encore plus important d'adapter la néthode aux capacités du maître qu'à celle de l'écolier. Le roblème toujours actuel en ce qui concerne l'enfant : dégaement de la personnalité, pourquoi ne pas le poser pour es adultes? Si les inspecteurs étaient au courant des méthoes actives, ils sauraient renseigner les maîtres sur l'utilisaion la meilleure de leurs propres aptitudes. Et l'on autoriserait es classes expérimentales, comme on le fait en beaucoup de ays, sous le contrôle de psychologues bien formés. D'autre part, les professeurs d'Écoles Normales devraient avoir fait eurs preuves comme directeurs d'Écoles. Le danger est dans a généralisation hâtive de l'emploi de telle ou telle méthode.

Des paroles aussi sages, très pratiques, ont été prononcées par M. Smelten, inspecteur à Bruxelles. L'éducation nouelle ne se réalisera que graduellement dans les grandes vilies. Si, à une autorité municipale convertie à ces idées, on lit : « Transportez toutes vos écoles à la périphérie », on tue a bonne volonté. Mais on peut lui suggérer des transformaions de détail, au fur et à mesure des occasions (surtout se garder de bâtir pour l'éternité, quand il s'agit de locaux scoaires!). Un simple changement de mobilier, chaises et petites tables, est déjà l'amorce d'un renouveau pédagogique. Mille industries sauront intéresser les maîtres au progrès et par exemple celui-ci, qui assurera un meilleur rendement à leurs efforts : le classement des élèves au moyen de tests, au début de l'année scolaire, et l'institution de classes de récupération pour combler les lacunes constatées. Nous sommes loin de l'Espagne et de son bouleversement, avec ces propos de prudence et d'adresse opportune. Ici c'est la ténacité qui triomphera.

R. Dottrens, professeur à l'Institut Rousseau de Genève, traite de l'inspection, et des conditions de l'introduction des méthodes nouvelles dans l'enseignement public. Il faut tenir compte de l'état de fait. Les résistances du public, le manque

de foi dans ces méthodes, parce qu'on n'en a pas encore constaté les bons résultats, les limites psychologiques des éducateurs, font partie de cet état de fait. J'aime ce réalisme, bien qu'il s'allie à des opinions que je n'aime pas.

On traita de bien d'autres sujets : l'école maternelle française, le bilinguisme, les anormaux, la coopération internationale, l'orientation professionnelle, le dessin des petits enfants, expression biologique et non activité artistique, les causes sociales de l'insuccès scolaire, l'hygiène mentale, les réalisations intéressantes de divers pays, que sais-je encore? On décrivit des écoles de tous les pays. Une large place fut faite à l'École des Roches, et c'était justice ; première École Nouvelle de France, sur plus d'un point elle a fait ses preuves.

Toutes les personnes qui s'intéressent professionnellement au mouvement des idées se procureront le compte-rendu qui paraîtra ces jours-ci à Londres (1).

Il y eut encore une réception de ministre (M. de Monzie), une « soirée du Citoyen du Monde », des concerts, des démonstrations rythmiques, de nombreuses présentations de films, des excursions, des fêtes. Il faudrait des pages pour noter seulement les plus remarquables des travaux d'élèves exposés. Le temps était trop court qu'on y pouvait consacrer. Journées bien remplies!

Il est difficile de dégager des idées générales d'un amas si touffu. Et il est impossible d'en dégager les grandes lignes d'une philosophie. Il n'y a pas de philosophie de l'éducation nouvelle. Aucun congressiste ne songeait à en exclure un autre du fait de ses opinions politiques, religieuses, philosophiques, métaphysiques. Les catholiques comme tels ne peuvent pas être exclus. Qu'ils donnent donc, dans leur rayon d'action, à la pédagogie la philosophie qui lui manque. La preuve expérimentale que pédagogie nouvelle et catéchisme ne s'excluent pas, c'est qu'en Pologne, en Belgique, en Hollande et même en France, des écoles catholiques sont d'authentiques écoles nouvelles.

(1) Ivor Nicholson et Watson, éd.

A une séance de conclusions, M. Harold Rugg, de l'Université Columbia à New-York, constatait deux attitudes chez s éducateurs : l'éducation sera-t-elle imposée aux enfants e l'extérieur, ou sera-t-elle basée sur leur développement ième?

Ce n'est pas de cet été que le problème est posé dans ces rmes; et je crois qu'il le sera toujours au moins en fait; ır il y a les éducateurs qui élèvent du dedans et ceux qui èvent du dehors. Mais ceux-ci s'amenderont au contact de eux-là, et d'autre part serviront de frein aux audaces parfois topiques.

Si toutefois l'on appelle éducation nouvelle celle qui se ıse sur le développement bio-génétique, l'éducation soviéque, pour donner un exemple extrême, si révolutionnaire oit-elle, n'est pas de l'éducation nouvelle, car ce n'est pas ıx enfants qu'elle fait confiance pour recréer le monde, c'est ıx maîtres de l'heure qu'elle donne le droit de « fabriquer » s hommes de demain selon son propre idéal.

Quant à l'éducation catholique, sa philosophie des fins de éducation se refuse à ne voir dans l'enfant que l'enfant; le sait que de cet enfant sortira un homme, et elle assigne cet homme en puissance un but supra-terrestre; il serait ain de nier qu'elle s'impose à l'enfant. Tel novateur qui éclare : « je ne veux aucun programme, *je ne m'occupe pas s résultats* », ne peut pas s'entendre, sur l'essentiel, avec éducateur catholique. Ce qui n'empêche pas ses procédés édagogiques d'être utilisables.

Mais s'imposer est une chose, et s'imposer du dehors en st une autre. Il y a deux éducations catholiques; la preière s'appuie sur la routine, se satisfait d'avoir engagé enfant dans un cycle d'habitudes rituelles et d'avoir bien tilisé sa mémoire. L'autre s'appuie sur l'Évangile, qui nous ommande de respecter l'enfant jusqu'à tâcher de lui ressemer, qui nous imprègne du sens de la responsabilité personelle : même un enfant ne se perd ni ne se sauve sans lui. lle a la foi, elle ne pense pas que la doctrine et la discipline atholiques soient arbitraires, elle sait que l'enfant a le sens

du divin, et qu'une correspondance merveilleuse est préétablie entre le contenu de la révélation et la petite âme baptisée. Loin de négliger les ressources personnelles de l'enfant, elle les utilise, toutes; elle crée l'ambiance favorable, certes et ce n'est pas la pédagogie nouvelle qui lui reprochera l'importance attribuée à ce facteur essentiel de toute éducation : l'ambiance — et elle fait confiance à l'enfant. Tout comme la plus « nouvelle » des pédagogies nouvelles, puisque, mieux instruites maintenant, celles-ci ont perdu quelques illusions; la confiance qu'elles font à l'enfant n'exclut pas une certaine dose de défiance. On « surveille », dans les Écoles nouvelles, comme dans celles de Don Bosco; on ne croit plus que l'homme, sorti des mains de la nature, soit bon absolument. Tant parler du rôle de l'adulte, comme on l'a fait en ce Congrès, est un aveu.

Tout n'est pas fait, loin de là, quand on a reconnu que la pédagogie catholique peut être nouvelle sans cesser d'être catholique. Il est peut-être plus difficile à des catholiques qu'à d'autres de se mettre à l'école des psychologues et des expérimentateurs, et d'expérimenter à leur tour, puisque sur l'essentiel ils sont dans une tranquille possession de la Vérité. Des yeux qui visent l'éternel ne voient pas toujours volontiers la nécessité de mieux aménager les demeures terrestres, fût-ce des écoles.

Et puis, il y a la loi du moindre effort. C'est l'avantage immense des Institutions bien faites que même les sujets médiocres — l'humanité en est pleine! — y peuvent jouer leur petit rôle utile. A cet égard, l'Institution de l'Église est un administrateur inégalé.

Mais ce n'est pas une excuse pour ceux qui peuvent mieux que le médiocre. L'Église, qui ne rebute aucun service, sera cependant mieux servie par les actifs que par les paresseux. Les méthodes que nous employons, dans le cadre de l'Institution de l'Église, diront peut-être ceux-ci, assurent aux enfants un extérieur honorable, des succès aux examens, et la confiance traditionnelle d'une nombreuse clientèle; faudrait-il donc en adopter d'autres pour lesquelles nous ne

sommes pas préparés, qui nécessitent de grands bouleversements d'installations et surtout d'habitudes, un matériel didactique parfois coûteux et une bibliothèque encore à créer, et qui n'assurent pas même cette apparence de réussite — discipline extérieure et succès scolaires mesurables — exigée par le milieu social, surtout en France?

Ce seul point du programme proposé : remplacer le manuel par les livres de références, comment l'envisager d'un esprit libre, quand le plus respectable de nos livres scolaires, le catéchisme, même s'il transforme sa présentation, restera, par destination, un manuel, le résumé d'un enseignement imposé?

Catholiques, avons-nous la foi?

Si nous sommes pétris de l'enseignement de l'Église, le catéchisme n'est pas en péril, ni la vie surnaturelle des petites âmes qui attendent de nous les moyens de se développer. Il y a, parmi nos habitudes, celles qui tiendront, parce qu'elles sont nécessaires, et celles qui disparaîtront, soit aujourd'hui, de notre consentement, soit plus tard, d'isolement, de vieillesse et de mort.

S'adapter est la première des nécessités. La société se transforme avec une rapidité vertigineuse. Le meilleur mécanicien n'est pas celui qui freine à bloc en fermant les yeux. Il faut diriger le convoi sur la route même où il est engagé, la route avec ses tournants, ses pentes, ses passages dangereux. Il faut bien ouvrir les yeux et bien connaître la machine.

Le catholique a tout ce qu'il faut pour devenir le meilleur des éducateurs du temps présent, mais il doit s'en donner la peine.

MARIE FARGUES.

Un essai d'éducation nationale

(1792-1802)

« Quel peuple facile à gouverner! disait naguère, à ce qu'on prétend, un personnage étranger que le Préfet de police promenait dans Paris un soir de 14 juillet : Vous leur dites de danser, et ils dansent !... »

La Commission d'instruction publique de la Convention nationale dut avoir une opinion de ce genre lorsque, afin de refaire à la France une âme nouvelle, elle invita les citoyens épris du bien public à

composer des livres élémentaires qui devront, dit le texte de l'article V du décret du 12 décembre 1792, être enseignés (*sic*) dans les écoles primaires. . Ces livres seront rédigés d'après la meilleure méthode d'enseignement que les progrès des sciences nous indiquent, et d'après les principes de liberté, d'égalité, de pureté dans les mœurs et de dévoûment à la chose publique nécessaires dans un État républicain.

Ils devaient servir non seulement aux écoliers dans les classes mais aux citoyens de tout âge auxquels, une fois par semaine, — bientôt par décade, — l'instituteur public était chargé de donner une leçon, ou tout au moins de faire entendre de salutaires lectures, destinées à faire figure de culte. Celui-ci, officiellement supprimé, il manquait en effet quelque chose. La récitation en chœur de la Déclaration des Droits de l'Homme par les enfants et, à la place du signe de croix : Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, — l'invocation : Marat, Pelletier, liberté ou la mort, amen, étaient un peu secs. Il fallait donc des livres de « morale républicaine », dont les *instituteurs*, « *les jours de décade, donneront lecture au peuple. Ils traduiront*

insi vocalement les lois de la République, en préférant celles ui sont analogues (sic) *à l'agriculture et aux droits des itoyens* (1). »

Ils ne devaient pas avoir peur d'embrasser un trop vaste rogramme. Travailler dans un horizon limité à rendre arfaite une petite chose c'était bon pour ces b. de ci-evant, ces esclaves des aristocrates. Quand on est libre ans une nation libre, on devient universel. Les spéciali-ations sont des bornes, elles conviennent au despotisme, on au peuple souverain. Le projet Daunou-Lakanal 'annonçait-il pas, dans le *Moniteur*, que

éducation de la République est en même temps intellectuelle, hysique, morale et industrielle, qu'en un mot, elle embrasse tout 'homme? (2)...

Il s'agissait donc, non point de manuels strictement colaires, mais de livres dont les pages pourraient être ues, récitées ; proclamées même dans les fêtes communa-es, cantonales, ou nationales. Les enfants y auraient une lace d'honneur. On sait que la manie des fêtes populaires tait une caractéristique des préoccupations gouverne-nentales d'alors. Sieyès, Pelletier, furent en cette ma-ière d'une imagination inépuisable.

Cependant les citoyens vertueux, épris du bien public, e faisaient probablement tirer l'oreille. On avait bien les *Conseils d'un père à son fils* de François de Neufchâteau. Mais c'était un peu fade. Aussi la Commission de l'Ins-ruction Publique — Grégoire rapporteur — décida : d'accorder des récompenses nationales à ceux qui auront présenté à la Convention les meilleurs ouvrages élémen-aires ». Un concours fut ouvert...

Alors les manuscrits affluèrent, leur examen prit un emps considérable — la Terreur marchait pendant ce

(1) Décret du 9 pluviôse an III.
(2) 6 juillet 1793, art. 22.

temps-là, et la guillotine, et les journées révolutionnaires — que ce fut le Directoire qui décerna les récompenses.

C'est ainsi que le livre du citoyen Henriquez (*Épîtres et Évangiles pour toutes les décades de l'année*) reçut une récompense de 1500 francs du Conseil des Anciens, le 14 germinal an IV.

Le Catéchisme de morale républicaine, du citoyen Bulard, et *le Catéchisme français*, de Lachabeaussière sont aussi des ouvrages recommandés par le citoyen Letourneur, Ministre de l'Intérieur, aux instituteurs publics.

Des Catéchismes? Des épîtres? des évangiles? C'est à n'y pas croire... Où sommes-nous?

C'est que, sans doute, quels que fussent les talents des citoyens auteurs, ils s'étaient trouvés pris de court, et n'avaient pas réussi à inventer, si vite, du neuf. Ils étaient réduits à verser du vin nouveau dans les vieilles outres, séculaires, de l'enseignement chrétien, les malheureux! Ils firent de leur mieux, c'est une justice à leur rendre. Peut-être, tout précurseurs qu'ils étaient, d'un âge encore tendre, soupçonnaient-ils déjà la méthode foncière de l'enseignement de la morale laïque, telle qu'elle est définie dans le *Dictionnaire pédagogique* de F. Buisson? On y lit, en effet (1), que « son but (*l'efficacité* de la morale laïque)... ne sera atteint que quand l'*éducateur aura fait naître un état d'esprit analogue*, *quant à sa forme, à la foi religieuse...* ».

Créer une mystique, pas moins : entreprise difficile. Mais rien n'est difficile pour des fils de Jean-Jacques et de la liberté. L'esprit jacobin a des formules magiques pour tout simplifier. Un souffle lui suffit pour faire écrouler les problèmes, évanouir l'obscurité, luire cette lumière pure d'une morale qui est la même pour tous les hommes, « alors que les religions varient au gré des pieuses fantaisies de l'imagination (2) ».

(1) Art. Péraut, col. 1536, sous la signature Delvolvé.

(2) Discours de Ducos à la Convention le 18 déc. 1792, cité dans Buisson, *Dict. pédag.*

Pourtant, un des premiers soins de l'éducateur de l'ère nouvelle est de sauvegarder la croyance à l'Être suprême. Il faut un dieu, afin que « *l'homme libre, levant sa tête majestueuse vers l'Éternel,* lui rende grâces d'avoir contribué à l'utilité, à la félicité, à la gloire de la patrie (1) ». La prière ainsi redondante et satisfaite d'elle-même fournit une attitude décorative. Elle est à garder. Seulement, foin de ces préjugés que répandaient les « imposteurs ci-devant sacrés ». Ils ont fui comme l'ombre! On suivra la sage maxime

d'un philosophe platonicien nommé *Paul*, que l'on appelait jadis le divin ou le saint *sans doute à cause de la pureté de sa morale* : ce grand homme disait que chacun était son prêtre (?) et ne voyait pas la nécessité de ces troupes de sanctificateurs et de ministres du culte...

L'homme libre

n'entre plus dans les temples *que l'Eternel aurait rougi d'habiter*... Il marche vers les montagnes augustes qui *voient* le lever du soleil, il élève son cœur et ses bras *vers la liberté qui est dieu* et il s'écrie dans les transports de sa reconnaissance : *Je suis donc le fils de l'Eternel!*

Il s'agit de ne pas retomber des hauteurs enivrantes de cette mystique planée, et d'en entretenir l'exaltation. L'athéisme a une mauvaise presse. Lorsque, le 25 août 1793, lit-on dans le *Moniteur*, une pétition fut présentée à la Convention pour obtenir que l'éducation nationale fût rendue gratuite et obligatoire, un des enfants qui accompagnaient la délégation, s'avançant à la barre pour demander qu'on les instruisît des principes des droits de l'homme et de la constitution, au lieu de les prêcher au nom d'*un soi-disant Dieu*, l'Assemblée manifesta *ici* son improbation par un mouvement universel d'indignation. La majesté de l'homme libre exige qu'on soit sérieux,

(1) Henriquez, *Réflexions générales terminant les Épîtres et Évangiles*.

grave, et même solennel. La piété — envers Dieu, la Patrie, la Loi — est une garantie de gravité solennelle. On n'a pas passé pour rien, depuis un siècle, par le jansénisme gallican...

Au reste, voyez dans le Catéchisme du citoyen Bulard, de la section de Brutus (1), combien l'enseignement religieux est une chose toute naturelle :

QUESTION : *Quel est le meilleur moyen pour conserver des sentiments de piété envers dieu?*

RÉPONSE : C'est de tenir son âme en état de désirer qu'il y ait un dieu, et l'on n'en doutera jamais...

QUESTION : *Une religion purement de cœur n'est-elle pas préférable à un culte superstitieux?*

RÉPONSE : Il n'y a pas de doute...

Admirable simplicité!

Le citoyen Lachabeaussière propose aux jeunes élèves des écoles de la République des formules plus sonores mais non moins élémentaires. Il s'était donné la peine de rédiger son catéchisme (2) en vers « pour exercer utilement, dit-il, la pensée, la mémoire, et la main des jeunes républicains ». Il s'en excuse modestement. « Quelque forts pour leur âge que puissent paraître mes quatrains, ils seront encore plus intelligibles que le galimatias obscur de l'ancien catéchisme. »

Il faut voir. Lisons :

QUESTION : *Dieu récompense-t-il et punit-il après la mort?*
RÉPONSE : Des prix pour la vertu! des peines pour le crime!
C'est le frein du méchant, l'espoir du malheureux,
La consolation du juste qu'on opprime :
Espérons dans le doute et soyons vertueux...

(1) Titre exact : *Catéchisme de morale républicaine pour l'éducation de la jeunesse*, rédigé d'après le Décret de la Convention nationale du 9 pluviôse, par le citoyen Bulard de la section de Brutus, chez le citoyen Caillot, rue du cimetière André des Arcs.

(2) Titre : *Catéchisme français à l'usage des écoles primaires*. A Paris, l'an troisième. « Discenda virtus est : ars est bonum fieri » (Sénèque, lettre 24).

Si c'est élémentaire, ce n'est pas compromettant. Les eunes républicains ne risquent pas de tomber dans le 'anatisme, ni d'y entraîner les auteurs de leurs jours quand :eux-ci leur font réciter leurs leçons.

Aux uns comme aux autres on inculque que la première vertu d'un républicain est l'amour de la patrie — que 'homme est fait pour vivre en société — que la meilleure société est l'état démocratique.

QUESTION (1) : *Quelle est la principale base du bonheur?*
RÉPONSE : La liberté et l'égalité.
QUESTION : *Pourquoi faut-il obéir aux lois?*
RÉPONSE : Parce qu'elles sont l'expression de la volonté générale... et parce que leur but est de nous rendre heureux...

C'est aussi simple et aussi idyllique que de désirer qu'il y ait un dieu...

Lachabeaussière est plus lyrique :

Qu'est-ce que la loi?

La volonté de tous, la règle universelle...
Respect aux magistrats, *ses organes puissants*!
Sitôt qu'elle a parlé, courbons-nous devant elle!

L'homme libre va donc être obligé de courber sa tête majestueuse, mais c'est pour garantir l'économie sociale que l'individualisme surexcité par la conquête de la liberté pourrait bien faire basculer.

Aussi, prêche Lachabeaussière, le sacrifice le plus méritoire est celui qui « sert à la patrie, à la société » :

Toute œuvre sans ce but est une œuvre stérile...
Dans le corps social, chaque membre placé
S'il n'a part aux travaux n'a droit aux bénéfices,
La paresse d'ailleurs engendre tous les vices.
L'homme oisif est souvent un méchant commencé.

Belles formules sociologiques! Mais si les jeunes sans-culottes ont un peu de précision et d'espièglerie dans

(1) Bulard.

l'esprit, ne risque-t-on pas de les entendre demander : à quoi bon la République une et indivisible s'il faut travailler et obéir comme ci-devant?

La mystique à la rescousse!

— Mystique de la liberté pure, de la liberté « *essence de l'homme* ». Bienfaisante abstraction, elle tient lieu de tout, elle guérit, console, élève et embellit... Sans se creuser la tête, le citoyen Henriquez, de la section du Panthéon français (1), lui applique tout bonnement, dans son *Épître pour la première décade de messidor*, les expressions bibliques de l'éloge de la Sagesse :

Avec elle (la liberté) tout devient sage, par conséquent vertueux et parfait... Que la jeunesse ne se livre qu'à la liberté, elle y trouvera l'utile et l'agréable, elle sera l'ornement de la République, sa défense dans l'âge mûr, sa consolation dans la vieillesse...

— Mystique de la liberté d'opinion :

En ce temps-là, dit un Évangile, Pelletier Saint-Fargeau dînait chez un restaurateur. Un ci-devant garde de Louis le traître s'approcha et lui dit : N'as-tu pas voté la mort du roi? — Oui, *parce que telle était mon opinion...*

Pelletier est assassiné, et

« l'immortalité grave dans les fastes du Panthéon de la république le nom de ce premier martyr de la liberté ».

— Mystique de la liberté des mœurs et des coutumes :

(1) Titre : *Épitres et Évangiles du républicain pour toutes les décades de l'année*, à l'usage des jeunes sans-culottes par Henriquez, citoyen de la section du Panthéon français. Présentés à la Convention nationale. A Paris, l'an deuxième de la République une et indivisible. Prix : 15 sols. Chez Valère Cailleau, 37, rue de Bièvre.

Cet Henriquez était une manière de publiciste non sans prétentions littéraires, en prose et en vers. Il rédigea un périodique intitulé *Je m'en fous*, 1790 (3 volumes), où il ressuscita Jean Bart pour le faire monologuer avec force jurons sur les affaires d'État. Il mourut en 1815, professeur au Collège de Blois, où l'on est en droit de supposer qu'il eut pour élève Augustin Thierry.

ne longue épître, imitée du fameux récit du dîner véni-
en de *Candide* — le citoyen Henriquez n'aime pas se
tiguer —, réunit dans une auberge, un vendredi, le rab-
n Lévy, l'iman Ahmed, un brahmane, un curé. Tous
franchis des préjugés de la tyrannie monarchique et
cerdotale, ils mangent, le rabbin du porc rôti, le curé du
got, le brahme du veau... dans lequel, délicate plaisan-
:rie, il n'a plus crainte de retrouver sous la dent son
·and-père; le musulman boit du vin. C'est le comble de
félicité, et quelle gloire, enfants de la liberté!

— Mystique de la liberté des cœurs, avec sa note sen-
mentale et ses promesses d'un bonheur romanesque.
:unes sans-culottes, voici poindre le roman d'un jeune
omme pauvre. Soyez libres et fiers. Vous aurez femmes
: richesses.

En ce temps-là — car c'est un Évangile (1) — une citoyenne que
hasard avait fait naître du nombre de ces fous qui se *croyent* au-
:ssus des autres hommes... mais avait donné des preuves de vertus
publicaines... fit divorce avec son mari qui portait les armes con-
e son pays... Elle était fort riche...

Elle est « par mesure de sûreté mise d'une manière
articulière sous les yeux de la loi » (peut-on dire plus
liment qu'elle est mise en prison?) (2). Un sans-culotte
aide sa cause, si éloquemment qu'il obtient sa liberté.
lusieurs fois elle l'invite à la venir voir. Farouche et
udique il s'y refuse. Enfin, il cède. Il se rend chez elle
vec un ami...

Cette citoyenne lui dit : Si je t'offrais une récompense pécuniaire,
t'offenserais... Prends ma main... et partage, en m'épousant, les
:hesses que mon cœur met bien au-dessous du bonheur que j'au-
i à te posséder...

(1) Henriquez, p. 40.
(2) Ceci ressemble bien à l'histoire, romancée, de la belle Mme de
ntenay (Thérèse Cabarrus) et de Tallien. Mais le violent et volup-
eux Tallien n'a rien du jeune sans-culotte d'ici; quant aux *vertus*
la Tallien, en quoi étaient-elles républicaines?...

Mais ne nous attendrissons pas. Le sans-culotte mérite l'amour parce qu'il est, par définition, un héros. Il a le monopole du patriotisme et des vertus militaires. C'est pour son éducation que les mères lacédémoniennes ont dit à leurs fils de revenir du combat avec ou sur leurs boucliers, que le jeune Barrat s'est fait massacrer, que le commandant de Verdun s'est brûlé la cervelle pour tenir son serment de vivre libre ou mourir, que le frère même du citoyen Henriquez, engagé volontaire de seize ans, est allé se battre en Vendée où il est tué par les « brigands ». C'est le sujet d'une épître. Avec une rapidité déconcertante, les épîtres et les évangiles du républicain passent de l'élégie à la fureur. Leur mystique sera insuffisante si elle n'est corsée par la haine : haine des tyrans, haine du fédéralisme girondin, haine des prêtres.

Le jeune sans-culotte respire la vengeance, et aspire à la bataille. Vive le son du canon! On peut se passer de culotte, mais non de sabre. Et dans une vision prophétique — (il ne craint pas de prendre le ton apocalyptique) — le citoyen Henriquez annonce (1) au « vieux fou qui prétend ouvrir les portes du ciel qui n'a point de portes » que pour l'obliger à se « prosterner devant la raison » on ira bientôt « à Rome chanter la carmagnole dans la basilique de Pierrot ». Aussi bien le « sans-culotte de la Judée », le jour où il envoya tous les diables dans un troupeau de pourceaux, avait prophétisé, lui qui était un « brave homme », que

tous les vices s'empareraient d'un troupeau de bêtes immondes, vulgairement appelées papes, cardinaux, archevêques, évêques, abbés, moines... Les pourceaux se jetèrent à la mer et furent tous noyés : cela signifiait l'époque à laquelle la clique sacerdotale disparaîtrait...

Cette ère est ouverte. Désormais la mystique anticléricale est inséparable du nationalisme belliciste.....

(1) Henriquez, p. 41.

Quels furent le tirage et la fortune de ces saugrenus et
res petits livres de « morale républicaine »?
Il ne semble pas que le naïf essai d'éducation nationale
ont ils sont le témoignage et le symbole ait réussi. A
aris, clubs et journaux entretenaient le goût du « laïus ».
n province, on eut vite assez de cette rhétorique. Le
nivôse an VII, on relève que les administrateurs de
nstruction publique dans le département de l'Aube,
rès délibération (1), recommandent aux instituteurs
imaires comme livres de classe, outre la grammaire de
homond, les *Fables* de La Fontaine, les *Maximes* de La
ochefoucauld, les œuvres de Condorcet, et les Lettres de
ilord Chesterfield!... Quelle réaction excessive!
En l'an VI, pourtant, les administrateurs de la Sarthe
nseillent encore le *Catéchisme français* de Lachabeaus-
ère, mais en rappelant, il est vrai, aux parents sans
oute rétifs

'ils se persuaderaient en vain que l'éducation de leurs enfants
it être laissée à leurs opinions, qu'ils sachent que ces enfants
partiennent à la patrie (2)...

Dans le même moment, le ministre de l'Intérieur du
irectoire, Letourneur, constate que

s écoles primaires n'existaient pas encore qu'elles avaient cessé
être... car... ce n'est qu'en se prêtant aux plus honteux préjugés
e les instituteurs auraient pu obtenir quelque succès... A côté
eux s'élèvent des (écoles particulières) repaires du fanatisme dont
coupable prospérité semble croître en raison de la perversité des
incipes qu'y reçoit la jeunesse...

Au style oratoire de ce discours public s'oppose un rap-

(1) Cité par A. Babeau, *L'école du village pendant la Révolution*,
aris, 1881.
(2) Cité par Bellée, *Recherches sur l'Instruction publique*, Le Mans,
875.

port (1) du sous-préfet de Mamers, spécifiant que l'arron dissement

ne possède plus aucun établissement d'instruction... que la jeuness abandonnée n'y trouve aucune *source de morale ni d'instruction* mêmes qu'on ne considère comme *telle* cette foule d'instituteurs pri maires *partout entourés de mépris...*

Henriquez, Bulard, Lachabeaussière et leurs commen tateurs paraissent avoir fait le vide, d'abord dans les cam pagnes, et puis dans les villes; et leurs déclamation n'ont l'air d'avoir électrisé ni les écoliers ni leurs maitre

Ceux-ci en prennent à leur aise, si l'on en juge par un lettre (2) du maire du Mans à son Préfet : ce brave mair fait une enquête afin de s'assurer que

l'instruction est prospère, car... il ne perd pas de vue que l'igno rance est le fondement et le soutien de toute espèce de tyrannie.

Le voilà en route chez la citoyenne Manceau, puis che le citoyen Leret.

Chez le citoyen Leret, instituteur public, j'ai été à 9 h. 1/2 d matin. La classe n'était pas encore commencée... j'ai vu parmi se écoliers des filles ; je lui ai fait des représentations à cet égard. Chez le citoyen Turgin, autre instituteur primaire, je m'y suis rendu après 10 heures. Il était alors en ville ; et ses écoliers étaien à s'amuser...

Tel est, citoyen préfet, le résultat de ma visite...

Pas brillant, citoyen maire. Que nous voilà donc reton bés de haut !

MARGUERITE ARON.

(1) Du 10 vendémiaire an X. Cité par Bellée, d'après Archiv départ. de la Sarthe.

(1) Citée dans Bellée.

QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

CIVIS. *Après quinze ans de régime soviétique.*

Que se passe-t-il dans le refuge inviolable des âmes?

MARCEL LALOIRE. *L'évolution du socialisme belge.*

Heurt de deux générations : contre l'embourgeoisement du parti, les jeunes veulent la lutte de classes sans merci.

ANTOINE HILCKMAN. *Hitler et sa doctrine devant le Christianisme et l'Église.*

Hitler ou la religion de Wotan.

DOCUMENTS

V.-M. POLLET, O.P. *La situation en Irlande.*

I. Résolutions de l'Assemblée des fermiers irlandais en date du 15 septembre 1932.

II. Discours-programme de M. de Valera.

Après quinze ans de régime soviétique

Le 7 novembre dernier, l'Union des républiques soviétiques a célébré le quinzième anniversaire de son avènement. A Moscou, de grandes fêtes ont déployé devant le monument de Lénine la puissance de l'armée rouge. La foule innombrable, pressée autour de Staline et des dirigeants, écoutait dévotement les hauts parleurs qui déversaient les flots de la phraséologie officielle, annonçant une fois de plus la victoire du régime, les succès du plan quinquennal, et l'avenir promis aux doctrines communistes pour la régénération du monde capitaliste.

Que se passait-il, le même jour, dans les villages ruraux où végète en très grande majorité, sans éloquence et sans cortège, la population de la vieille Russie? Nous aimerions le savoir. Il est probable qu'il ne se passait rien et que la vie y déroulait le même cours misérable et monotone qu'au temps des Tsars.

C'est en effet le point que l'on voudrait éclaircir. En dehors de quelques milliers de communistes officiellement inscrits au parti, quel est le sentiment de cette masse, qui leur est soumise au nombre de plus de 150 millions de citoyens? Souffre-t-elle, ou bien, accoutumée à la médiocrité de sa condition, à peine sensible aux changements d'un pouvoir despotique et policier dont les bagnes de Sibérie sont toujours le dernier mot, goûte-t-elle aussi l'ivresse de la libération et d'une apparente égalité?

L'âme de la multitude russe n'a pas livré son secret, et cela nous importe plus que de savoir si le plan quinquennal a réussi ou échoué. Là-dessus les uns jurent qu'ils ont vu la naissance prodigieuse d'usines énormes où les hauts fourneaux par milliers lancent leurs flammes sous la voûte opaque des fumées. Les fleuves géants se sont laissé capter, aussi docilement que nos ruisseaux, pour faire tourner les dynamos où battra le cœur de la Russie industrialisée. D'autres, au contraire, font le serment, renouvelé chaque année, que rien ne va plus. Ils nous disent les mécomptes de l'industrie lourde et de l'expérience collectiviste dans les champs, les échecs du plan bouleversant toute l'économie nationale, les émissions ininterrompues de papier-monnaie, la baisse du pouvoir d'achat du rouble et les comptes en déficit. Où est la vérité? Sans doute aussi loin des espoirs infinis que des pronostics funèbres. Mais ce n'est point cela qui nous paraît le plus digne de réflexion.

Une chose est certaine. Un pan de l'ancien monde s'est écroulé sur la sixième partie de la terre où, dans dix ans, vivront deux cents millions d'habitants. Puis nous avons assisté à l'horrible enfantement d'un ordre nouveau. Il faut

ien dire un ordre, si barbare soit-il, puisqu'un grand peu-le s'y est installé avec un gouvernement, des institutions, ne doctrine d'État, et qu'il manifeste une fièvre d'instruc-ion et de croissance qu'on ne lui connaissait pas. Le passé st passé. Mais le présent que sera-t-il ? Sous quelle forme lui era-t-il donné de durer ? Qu'apportera-t-il à la Russie ? Quel hoc le reste de l'Univers en recevra-t-il ? La pire illusion erait d'imaginer qu'un soubresaut imprévu fera table rase t rétablira l'ordre ancien qui est mort de consomption.

Dans quel sens ira l'inévitable transformation de l'idéolo-ie instaurée sous les espèces d'un régime politique ? Il est rudent d'éviter les prophéties. Cependant le régime a évolué t évoluera, on n'en peut douter. Vers quelle formule de onheur humain ? Cela seul importe. Le culte puéril et mor-el de la matière usinée, conçue dans l'éblouissement déjà clipsé des triomphes du dieu dollar, est-il à jamais fixé, ou ien verra-t-on l'âme russe, affamée d'idéal, et déçue dans on espoir, retrouver sa ferveur des grands élans spirituels ? Iystique trouble et basse du rendement matériel, ou mysti-ue lumineuse et transcendante du rendement moral ?

Le problème est là, et pas seulement pour la Russie qui 'est peut-être qu'un vaste champ d'expérience exposé aux egards de l'univers. Il faudrait plaindre ceux qui cherche-aient l'apaisement de leur légitime inquiétude dans l'uni-ue voie des pactes de non-agression ou dans les traités com-nerciaux. Qu'ils veuillent bien songer à la fascination exer-ée sur vingt-cinq millions de chômeurs par le seul pays du nonde où chaque travailleur peut gagner son pain. Nous erions surpris s'ils n'y voyaient pas matière à méditer.

Dans cette Europe-Asie — dans cette Eurasie, comme on it —, située aux confins de l'Orient et de l'Occident, et tra-aillée, comme toutes les grandes nations, par le ferment nystérieux d'une mission à remplir, nous sommes tous inté-essés à savoir si les tsars rouges pourront accomplir leur des-ein de supplanter la religion par l'adoration de la mécani-ue industrielle. Aujourd'hui, des partisans fanatisés lui sa-rifient jusqu'à leur nourriture, dans le délire pieux de leur rréligion. Mais les autres, qu'en pensent-ils, ceux qui ne ont pas partisans ou qui ne sont pas fanatisés ? Dans com-ien d'âmes les icones expulsées des temples à bulbe d'or nt-elle rencontré un refuge inviolable ? Une enquête soviéi-ique sur les progrès de l'athéisme déplorait la présence de hapelets dans les mains de certains soldats de l'armée ouge. Alors ?

Voilà sur quoi nous souhaitons d'être informés.

La Providence a effacé. Que savons-nous de ce qu'elle est n train d'écrire ?

CIVIS.

L'évolution du socialisme belge

Le Parti Ouvrier Belge a fêté, en 1925, le quarantième anniversaire de sa fondation.

Certes, les vétérans du socialisme des temps héroïques ont pu considérer, avec une légitime fierté, les étapes parcourues. Déjà, au moment de la guerre, le Parti Ouvrier — expression politique et organisme directeur du socialisme belge — avait atteint une importance considérable.

L'armistice et l'avènement du Suffrage Universel pur et simple à 21 ans ont donné libre essor à la marée montante du socialisme.

Celui-ci prétend grouper, en ce moment,

300.000 membres dans ses coopératives,
525.000 membres dans ses mutualités,
580.000 membres dans ses syndicats et
600.000 membres dans ses organisations politiques.

Même arrondis au millésime supérieur, ces chiffres attestent la puissance que représente le P. O. B., prolongement dans l'ordre politique des grandes fédérations de coopératives, de syndicats et de mutualités.

Le Conseil général du P. O. B., présidé par M. Émile Vandervelde, groupe les délégués des Centrales professionnelles, des fédérations politiques d'arrondissement, des fédérations syndicales, mutuellistes et de coopératives, de

Centrale d'éducation ouvrière, de la Fédération de la ıuesse socialiste et du comité national d'action féminine. fixe le programme du parti, nomme les directeurs des urnaux officiels.

Ces quelques éléments techniques permettent de juger discipline rigoureuse qui règne dans le parti socialiste elge et l'unité qui en fait la force.

Le parti socialiste est représenté à la Chambre par) représentants sur 187 députés, au Sénat par 54 séna- urs sur 153.

Aux élections générales de 1929, le total des voix cueillies par les socialistes représentait 35 o/o du corps lectoral.

Plusieurs ministres d'État (1) sont socialistes : les pre- iiers ont été nommés en août 1914 sur la proposition du ouvernement catholique. Le socialisme belge a participé, plusieurs reprises, au gouvernement du pays.

Des socialistes éminents siègent ou ont siégé dans des onseils d'administration des sociétés financières, dans le onseil d'administration de l'Université libre de Bruxelles, la tête de l'Université flamande de l'État à Gand.

Ils occupent une place importante dans le mouvement ntellectuel, artistique du pays. Leur presse est une force lont un Joseph Wauters a su faire un instrument de tout ›remier ordre.

Le P. O. B., également, occupe une place de choix dans a IIe Internationale dont M. Vandervelde, ancien Ministre du Roi et Ministre d'État, est le Président très écouté.

Dans les grandes villes, comme dans grand nombre de

(1) Le titre de Ministre d'État était, jusqu'à la guerre, réservé aux personnalités que le Roi se réservait d'inviter aux Conseils de la Couronne. C'est devenu, depuis, une pure distinction honorifique.

communes moins importantes, les « Maisons du Peuple » ne sont plus des centres révolutionnaires ; construites non sans un certain luxe, elles abritent les syndicats locaux, les services de mutualité et d'épargne, les secrétariats permanents et locaux des grandes centrales professionnelles, ou, plus souvent, la succursale de la coopérative d'alimentation et de la boulangerie.

Le P. O. B. est devenu une force qui peut être considérée comme une force conservatrice, en ce sens qu'elle ne pourrait qu'être hostile à une aventure révolutionnaire dangereuse pour la stabilité de ses entreprises.

Des bourgeois s'y sont laissés prendre et l'on cite, dans les milieux financiers et intellectuels de Bruxelles, telle et telle personnalité très influente dont les salons sont ouverts à ces socialistes « en manchettes ».

Certes, les militants, plus proches du peuple, supportent malaisément le voisinage ou la direction de leaders compromis dans la finance ou le capitalisme.

L'écueil est d'autant plus sérieux que les communistes, toujours aux aguets, ne manquent aucune occasion de dénoncer ce qu'ils appellent les trahisons des socialistes.

Au surplus, il existe, dans la jeunesse socialiste et dans les milieux intellectuels sympathisants, un fort courant dont nous parlerons plus longuement tantôt, et qui tend à accentuer le caractère révolutionnaire du socialisme.

Ce sont toutes ces influences qui sont à l'origine de l'évolution qui se manifeste dans le socialisme belge et que nous nous proposons de décrire.

La crise du socialisme.

Il y a quelques années, M. Henri de Man, professeur à l'Université de Francfort-sur-Mein, mais Anversois d'origine et Belge de nationalité, a publié, en allemand, puis

n français, un ouvrage qui a eu un retentissement consi-
érable dans les milieux socialistes.

La traduction française de ce livre portait un titre sug-
estif : « Au-delà du marxisme. » Il fut l'occasion de
ombreux échanges de vues (auxquels participa notam-
nent M. Vandervelde) (1) et de tout un mouvement de
edressement intellectuel au sein des partis socialistes
llemand et belge.

Nous n'allons pas donner ici une analyse ni même une
ynthèse des théories de de Man. Qu'il nous suffise d'en
appeler l'essentiel.

Selon lui, l'ouvrier, dans son effort contre le patronat
t le capitalisme, est mû par un désir d'équité, de justice,
l'égalité, par la volonté de se soustraire à son infériorité
ociale. Ce ne sont pas des facteurs économiques, mais des
acteurs psychologiques qui sont à la base de son action
mancipatrice. Cette action est le produit d'un long passé.
Elle procède du sentiment chrétien d'égalité des âmes
ndividuelles, de l'équilibre des droits et des devoirs
ociaux du féodalisme et de l'égalité des droits proclamés
ar la démocratie.

Le socialisme est plus qu'une question d'estomac,
'est la rébellion contre l'injustice sociale issue des cou-
ants les plus profonds de l'aspiration à la dignité
umaine.

C'est cette théorie des mobiles qui est la grande origi-
nalité de de Man. Elle a été passionnément discutée dans
es milieux socialistes ; on le conçoit aisément, puisque aussi
ien elle était la condamnation du matérialisme grossier
lu marxisme.

Il a souligné la nécessité d'

n mouvement qui, tout en reconnaissant, en soutenant, en ani-

(1) *Le marxisme a-t-il fait faillite?* l'Eglantine, Bruxelles, 1928.

mant l'organisation de classe des travailleurs, chercherait à exprimer, sur un plan plus élevé que celui des conflits d'intérêts et de pouvoir, le contenu religieux, moral et civilisateur de l'idée socialiste.

Dans une conférence qu'il donna à Bruxelles, en février 1930, Henri de Man a précisé ses critiques contre le socialisme belge.

Le socialisme s'embourgeoise en subissant les influences transformatrices du milieu dans lequel il agit et qu'il veut transformer. Le prolétariat rêve de s'élever à la bourgeoisie, il tend vers un certain degré de vie bourgeoise. Déjà les loisirs qui lui ont été accordés plus largement, les salaires plus élevés, les assurances contre les risques qu'il encourt dans sa vie privée, dans son activité professionnelle, lui ont permis d'accéder à un niveau de vie qui le rapproche de la bourgeoisie.

La classe ouvrière s'émancipe, mais en même temps la bourgeoisie a perfectionné ses moyens de séduction et de suggestion : l'organisation des loisirs populaires, les sports, le cinéma, la presse, emprisonnent le cerveau de l'ouvrier dans un moule qu'il ne peut briser.

Un autre danger encore le menace : la création d'une « bureaucratie ouvrière s'assoupissant dans l'exécution mécanique des tâches techniques traditionnelles ».

Au fur et à mesure que l'organisation ouvrière se développe, que les conquêtes ouvrières se multiplient, naissent, dans les sphères dirigeantes, le désir et la préoccupation de les protéger, de les conserver et de les mettre à l'abri d'un coup de main réactionnaire ou révolutionnaire.

Partis à la conquête de certaines réformes bien précisées, les socialistes en ont oublié l'objectif lointain : la substitution d'un régime socialiste au régime capitaliste actuel. La direction du parti, appelée à faire face à des obligations de jour en jour plus nombreuses, s'est aidée

tout un cadre de fonctionnaires, d'employés, de secré-
res.

Le socialisme lie sa destinée à celle de l'État :

a formule ancienne du socialisme contre l'État succède, non pas
core celle du socialisme dans l'État, mais déjà celle du socialisme
pendant de l'État... Le souci des combinaisons ministérielles prend
pas sur la préoccupation d'ouvrir les voies à l'ordre socialiste
ur (1).

Le réformisme est né du développement du parti et de
volution politique des chefs socialistes.

Ainsi la crise du socialisme est à la fois une crise de
oissance et une crise doctrinale.

Crise de croissance, ou mieux : crise de mise au point.
e socialisme a à faire face à tant de problèmes nouveaux,
ie le capitalisme lui-même paraît incapable de résoudre,
ie l'on conçoit aisément « une crise d'hésitation et de
cueillement (2) ».

Crise doctrinale : et le témoignage d'Henri de Man est,
cet égard, assez éloquent ! Nous pourrions citer encore
témoignage d'un autre intellectuel, appartenant au
ocialisme français, M. Marcel Déat.

La crise est doctrinale dans tous les sens. Doctrine que les anti-
pations de Marx : aux faits seuls de les juger. Doctrine que le
atérialisme historique ; et ici il faut s'arrêter un instant. Matéria-
sme contre idéalisme : poussiéreuse querelle, que nous ne compre-
ons même plus. La sociologie a concilié tout cela en le dépassant :
institution est matérielle et spirituelle à la fois, à la fois fait et
léal (3).

Au danger d'embourgeoisement culturel et social, Henri
e Man ne voit d'autres remèdes qu'un effort révolution-

(1) Max Buset, *Avenir Social*, 15 mars et 15 avril 1927.
(2) M. Maurice Ansiaux, Recteur de l'Université de Bruxelles, dis-
ours de rentrée, octobre 1927.
(3) *Monde*, 8-2-1930.

naire plus pur de toutes compromissions, une action culturelle tendant à créer, « au-delà du marxisme », une éthique socialiste.

Effort culturel, aspiration vers un socialisme vivant, éthique, dynamisme révolutionnaire, on retrouvera dans ces directives les tendances nouvelles des jeunesses socialistes.

Le plan de salut public.

Ces discussions sont antérieures à la dépression mondiale, tout au moins dans sa phase la plus critique.

La crise mondiale est considérée par les socialistes comme une confirmation des prédictions de Karl Marx (la concentration des entreprises et l'appauvrissement croissant des masses) et comme la condamnation définitive du régime capitaliste.

Nous n'examinerons pas ici si leur argumentation est fondée ou non.

Il est certain, en tous cas, que la crise posait aux socialistes des problèmes nouveaux : harcelés par les communistes qui trouvaient dans le chômage et les réductions de salaires, des circonstances trop favorables à leur propagande, les socialistes ont été mis en demeure d'apporter aux masses des solutions hardies et révolutionnaires.

Ils ont élaboré, en Belgique, un plan de salut public autour duquel ils ont fait le maximum de publicité.

Ce plan — dont la réalisation suppose un gouvernement socialiste — prévoyait notamment : un minimum vital de salaire, le roulement dans la répartition du travail, des travaux publics à caractère productif, un fond de crise pour les cultivateurs, le contrôle des banques, l'économie dirigée au profit de la collectivité, une politique fiscale hardie, le désarmement, la reconnaissance des Soviets,

quilibre du marché international, la répartition équita-
e de l'or.

Telle était l'œuvre constructive que le parti ouvrier
lge entendait appliquer comme nouvelle étape vers la
alisation du socialisme.

Ce plan élaboré par les économistes du parti fut
prouvé par le Congrès général du Parti en novembre
31.

Depuis lors, on attend les premières initiatives qui
vaient en préparer la réalisation.

Les pièces maîtresses de ce plan, c'étaient le contrôle
s banques et l'économie dirigée.

Les socialistes avaient annoncé le dépôt au Parlement
une proposition de contrôle des banques. Rien n'est
core venu !

Bref, ce « plan de salut public » est resté jusqu'à présent
rement platonique.

Cette attitude a vivement déçu les plus à gauche des
cialistes qui considéraient et considèrent encore la crise
mme une épreuve décisive pour le socialisme, face au
mmunisme.

D'autres événements devaient leur donner l'occasion
prendre une belle revanche sur les « réformistes ».

Réformisme et révolution.

Au début de juillet 1932, des grèves avaient éclaté dans
rtains charbonnages du Borinage pour des questions de
laire. Les négociations entreprises, sur l'intervention du
inistre de l'Industrie et du Travail, entre les déléga-
ons des patrons et des ouvriers, avaient abouti à un
cord.

Cet accord ne fut pas accepté par les sections locales, qui
écidèrent la continuation de la grève.

Dès lors, les chefs syndicalistes perdirent, en fait, la direction de leurs troupes.

Obéissant à des mots d'ordre qui leur étaient donnés par les communistes, des groupes de cyclistes se rendaient d'une usine à l'autre, ameutant les ouvriers, contraignant les patrons à ordonner l'arrêt du travail. Des grévistes entrèrent en collision avec la gendarmerie ; des barricades furent élevées dans les rues. L'émeute gronda. Les socialistes furent assiégés dans leurs Maisons du Peuple et durent faire appel à la police et à la gendarmerie.

Seule l'intervention énergique du gouvernement vint à bout de cette émeute.

Ce n'est qu'au prix d'un coup de barre vers l'extrême gauche que les socialistes purent regagner une partie du terrain perdu. Mais ils étaient sortis diminués de cette bataille.

Et ils durent bien reconnaître l'existence d'un péril communiste. Ce péril consiste dans le noyautage des syndicats et des organisations du Parti Ouvrier Belge, dans l'action des communistes auprès des chômeurs et des ouvriers non syndiqués. Les communistes cherchent — et c'est un plan identique qu'ils ont dans tous les pays où le socialisme est bien organisé — à ridiculiser, à compromettre les dirigeants socialistes, à ruiner leur prestige, à pénétrer dans leur organisation ; à côté des syndicats, et contre eux, ils créent des cellules d'entreprises, des comités de grève où tous, syndiqués comme non-syndiqués, socialistes, communistes ou « sans-parti », sont admis. Ces comités de grève prêchent la lutte à outrance, s'opposent aux transactions et aboutissent à faire rejeter par les troupes les propositions admises par les chefs. C'est par cette tactique qu'ils entendent créer chez nous une situation révolutionnaire.

Ils y ont partiellement réussi en juillet dernier, jusqu'au

moment où l'arrestation des meneurs a amené la dispersion des troupes. Ce n'est qu'alors que l'on a vu les syndicats se ressaisir et reprendre la direction des grèves.

Mais le doute s'était insinué dans les esprits. Toute cette formidable bâtisse que les socialistes ont élevée résistera-t-elle à l'action persévérante des termites communistes?

*
* *

Il y a un autre danger communiste : c'est l'attrait qu'exercent sur trop d'intellectuels de gauche les réalisations artistiques, littéraires, pédagogiques de la Russie Soviétique. Ils sont nombreux les cercles intellectuels de Bruxelles et de province que fascine le bolchevisme : cercles d'art, groupes d'avant-garde, revues littéraires, clubs de cinéma, tribunes libres. Parmi eux se répand un bolchévisme culturel autrement plus inquiétant que le communisme de certains petits politiciens de village.

C'est là encore que se retrouvent les meilleurs des universitaires socialistes et les dirigeants des jeunesses socialistes. S'ils condamnent la politique soviétique, ils admirent Lénine et révèrent Staline et le plan quinquennal.

« Disciple de Lénine », c'est sous ce titre audacieux qu'un de ces jeunes parvenus du socialisme répliquait, et vertement, à un ancien du parti, blanchi sous le harnais, pour condamner, au nom du léninisme, les fautes, les reculades, les compromissions du socialisme réformiste :

Par mille exemples, écrivait ce « disciple de Lénine » dans le *Peuple*, par mille exemples, tous plus clairs les uns que les autres, Lénine montre l'essentielle différence qui existe entre le compromis consenti ou même recherché par un parti révolutionnaire qui veut fortifier le socialisme et celui accepté par un parti réformiste dont la première conséquence est de renforcer la bourgeoisie (1).

(1) *Peuple*, du 24-6-1932.

L'opposition contre le réformisme n'a cessé dès lors de s'accentuer. Des discussions que l'on a dites assez vives ont éclaté au sein du Conseil général du Parti Ouvrier Belge, dans les commissions syndicales, et même en public, dans la presse.

Les critiques se sont faites plus amères ; on incrimine le bureaucratisme des organisations sociales ; on réclame une politique plus radicale, un rajeunissement des cadres. On discute même l'utilité d'une participation socialiste aux commissions paritaires. Les jeunes exigent « une lutte de classe sans concessions ni compromis, jusqu'aux incendies, jusqu'aux crimes, jusqu'à la violence la plus poussée (1) ».

Au réformisme, c'est-à-dire « *à cette méthode d'action qui tend à transformer, par des réformes successives, le système capitaliste de production, d'échange et de consommation en société socialiste* », on oppose une méthode plus énergique, la révolution.

Certes on ne condamne pas toujours la méthode suivie dans le passé : il serait, en effet, difficile de contester que cette méthode ait abouti à d'importantes réformes qui ont profité à la classe ouvrière tout entière. Mais on déclare que,

> dans le crépuscule du capitalisme, le rôle du socialisme n'est pas de *collaborer* au soutènement d'un système qui s'ecroule, mais de *lutter*, en cherchant l'appui de toutes les forces prolétariennes, pour la création, dans les entrailles de la société capitaliste, d'un ordre nouveau (2).

Telle paraît être la position actuelle des jeunes au sein du parti ouvrier belge. Et ces jeunes se sentent d'autant plus forts qu'ils se savent soutenus, appuyés par ces mul-

(1) *Peuple*, 29-9-1932.
(2) Vandervelde, *Peuple*, sept. 1932.

iples organisations de jeunesse socialiste dont nous dirons uelques mots plus loin.

Le mécontentement des jeunes intellectuels n'est pas ait uniquement d'ambitions déçues ou d'arrivisme. Ceux-à observent, non sans raison, que tous les grands chefs ocialistes, Vandervelde, de Brouckère, Wauters en Bel-ique, Blum en France, Marx en Allemagne, Lénine, Trotsky en Russie, sont issus de la bourgeoisie. C'est la ourgeoisie qui a fourni au socialisme international les neilleurs de ses chefs. C'est à ces chefs que le socialisme loit sa doctrine et ses premières victoires.

Mais à présent, les bureaucrates du parti occupent les uvenues du pouvoir :

Dans le P.O.B. organisé, hiérarchisé, gonflé à craquer de vieux nilitants, profondément satisfaits de minces prébendes et naïvement iers d'une popularité bon garçon, le renouvellement de l'élite direc-rice ne peut plus s'effectuer par des apports extérieurs, car les syn-icalistes cumulards occupent tous les postes.

Tel est le témoignage accablant d'un jeune...

Il poursuit en ces termes :

Le P.O.B. exige, vraiment, de l'élite intellectuelle qui voudrait se allier une abnégation extraordinaire, un renoncement prémédité et otal qui ne pourrait être compensé que par les satisfactions d'ordre noral de jouer un rôle créateur. Dans l'organisation actuelle, cette ompensation est illusoire, car les chefs syndicaux et dirigeants de oopératives possèdent les moyens de brimer les jeunes : forts de eur popularité et des services matériels rendus aux électeurs, ils 'accrochent aux mandats politiques, pour lesquels, objectivement parlant, ils sont peu qualifiés (1).

Ces jeunes qui ont coupé, ou qui croient avoir coupé, ous les ponts avec la bourgeoisie, sont résolument « anti-participationnistes » et révolutionnaires. Ils se disent prêts à accepter la dictature qu'exigerait la période de transi-

(1) J. Herelle, dans *le Rouge et le Noir*, 12 oct. 1932.

tion entre le régime capitaliste et le socialisme. Ils veulent poursuivre au sein du socialisme l'œuvre doctrinale, idéologique commencée par Marx ; et c'est bien à quoi se consacre un Henri de Man, dont chacun des ouvrages est assuré d'un grand succès dans la jeunesse.

Le Parti Ouvrier Belge leur apparaît comme « terre à terre, obstinément réformiste », et ils déplorent son absence du dynamisme autant que sa faiblesse doctrinale.

Pour démontrer l'ampleur que prend ce *courant radical*, il nous suffira de reproduire les termes de certaines résolutions adoptées par des organisations de jeunesse.

Le comité national des Jeunes Gardes Socialistes, réuni le 23 juillet 1932 pour examiner la situation qui découle des événements du Hainaut, a déclaré que la politique purement réformiste ne pouvait, à l'heure présente, qu'accumuler des déceptions, et que la masse ouvrière ne pouvait avoir confiance qu'en un parti de classe se distinguant nettement par *une lutte décidée et sans merci*. En conséquence, les Jeunes Gardes estimaient qu'il était temps que le Parti mène une action cadrant mieux avec la lutte pour son idéal.

Les Comités exécutifs régionaux Jeune Garde, réunis le 21 août 1932, décidaient de demander l'élaboration d'un programme *radicalement socialiste* en vue des élections législatives, et proclamaient la nécessité de pratiquer une politique socialiste intransigeante et de placer les milices ouvrières sur le plan révolutionnaire.

Et, commentant ces ordres du jour, M. Max Buset, secrétaire de la Centrale socialiste d'éducation ouvrière, écrivait que le mouvement des jeunesses socialistes s'oriente de plus en plus, et depuis de nombreux mois déjà, vers ce qu'on est convenu d'appeler la gauche :

Chacun sait que de jour en jour plus nombreux sont les militants qui se demandent si le Parti ne devrait pas adopter une politique

us radicale, voire révolutionnaire. Chacun sait enfin qu'il s'agit là ›ur l'instant d'un bouillonnement d'idées encore assez confuses, ıi traduisent chez la plupart de l'inquiétude et de l'impatience utôt qu'une conviction fermement établie, mais que certains déjà, d'autres dont le nombre ira sans doute croissant, s'engagent très libérément dans cette voie (1).

M. Vandervelde en a fait l'aveu, en termes formels, dans *es Informations internationales* (2), et nous ne pouvons ieux faire, pour résumer tout ce que nous avons dit de état d'esprit des jeunes, que de reproduire cet aveu du ader écouté et respecté du Parti socialiste belge :

Dans les milieux de jeunesse du P.O.B., l'on se plaint, et pas touurs sans amertume, que les leaders syndicaux n'aient pas eu l'iniıtive du mouvement; que la grève ayant éclaté, ils aient attaché ıe importante excessive au fait que les caisses syndicales étaient dées par les dépenses du chômage; qu'ils se soient contentés, par suite, d'une victoire trop facile et trop rapide; qu'ils n'aient pas clamé plus, en poussant à bout leur premier avantage, et en clanchant, dans tout le pays, la grève générale. Et, en conclusion ; ces critiques, on réclame le rajeunissement des cadres, on énonce l'opportunisme de certains parlementaires et le bureaucrasme de certains fonctionnaires syndicaux, on prêche, au Parti, une olitique plus rigoureusement oppositionnelle, plus foncièrement et lus radicalement socialiste, si l'on ne veut pas que le parti comıuniste, qui était manifestement au déclin, reprenne force et igueur.

Il paraît donc indiscutable — et rien ne l'atteste davanıge que le « ton » plus élevé que prennent journaux et rateurs socialistes, — que, sous la poussée des jeunes, le arti socialiste belge s'oriente vers un radicalisme de plus n plus intransigeant.

Ce qui donne à ces courants nouveaux leur importance t leur signification, c'est le développement impressionant des organisations de jeunesse socialiste.

(1) *La Vie Ouvrière*, sept. 1932.
(2) Août 1932.

Le mouvement culturel dans la jeunesse.

Après la guerre, les organisations politiques autant que les organisations syndicales du P.O.B. ont connu les mêmes difficultés de recrutement que les autres partis. Dans la classe ouvrière et les milieux de la petite bourgeoisie, la jeunesse, bénéficiant de facilités inconnues de leurs parents, a préféré la lutte sur les terrains de sport à l'effort syndical ou politique. Tout au contraire, les élites étaient attirées davantage par le travail intellectuel.

Le mouvement jeune-garde, étroitement dépendant du parti, ne pouvait plus suffire aux unes et aux autres.

Certains dirigeants ont eu l'habilité d'utiliser ces aspirations nouvelles en créant d'une part le mouvement sportif ouvrier et d'autre part des groupements d'éducation et de culture.

Il existe, en Belgique, d'assez nombreuses sections affiliées à l'Internationale sportive ouvrière socialiste (I.S.O.S.), dont les objectifs ont été définis dans une charte adoptée à Lucerne en 1920 : aider la classe laborieuse à se libérer de la domination capitaliste, contribuer à l'élévation intellectuelle de la masse, au redressement physique, intellectuel et moral des travailleurs.

A l'opposé du sport neutre et spectaculaire, asservi à des fin publicitaires, le sport ouvrier prétend à des fins éducatives. Il est arrivé à des réalisations intéressantes en Allemagne et Flandre. En Flandre également ont été créés, à l'instar de l'Allemagne, des groupes de « faucons rouges », adaptation du scoutisme de Baden Powell, mais avec certaines audaces que le grand pédagogue anglais n'admettrait jamais : le mélange des garçons et des fillettes.

Il n'existe pas encore d'organisation unitaire de jeu-

esse socialiste; les jeunes sont groupés dans trois fédé-
tions : les jeunes gardes, les unions des jeunesses
uvrières (faucons rouges et pionniers), le comité central
éducation physique et du sport ouvrier. Chacun de ces
ouvement possède son organe.

L'action dite culturelle s'exerce dans trois directions
rincipales : le développement de la santé physique et de
hygiène par la pratique rationnelle des sports et des
ux; la formation du caractère; la création d'un milieu
ans lequel se traduira la préoccupation d'initier prati-
uement à la vie socialiste (1).

Il faut ajouter à cette énumération les organisations
'Étudiants socialistes dont l'organe, *l'Etudiant socialiste*,
st utilisé également par les étudiants socialistes français.

Enfin il existe une nouvelle organisation qui se super-
ose à toutes ces associations, la Centrale d'éducation
uvrière.

Celle-ci a créé une École ouvrière supérieure à
Jccle-lez-Bruxelles, des écoles socialistes et des cours
péciaux dans différentes localités, des centrales régiona-
es. Elle dispose de deux revues mensuelles illustrées (2).
Elle collabore encore à des organismes de tourisme
ouvrier et de vacances ouvrières, de même qu'à l'élabora-
ion des programmes émis à l'Institut national belge de
adiodiffusion par la Radio-émission socialiste d'expres-
ion française (Resef), et à l'activité de la Centrale socia-
iste du cinéma.

L'action de toutes ces organisations commence à se
nanifester. Il en sortira — à quoi bon le cacher? — une
élite de militants ouvriers, intellectuellement plus for-
nés que bon nombre de dirigeants syndicaux ou de par-
lementaires actuels.

(1) *La Vie Ouvrière*, mars 1932, p. 51.
(2) *La Vie Ouvrière* et *Opgang*.

Leur programme est vaste : c'est l'homme tout entier qu'elles ont l'ambition de prendre; c'est une culture « socialiste » qu'elles entendent créer, répondant ainsi aux directives d'Henri de Man.

On retrouvera toutes ces tendances et ces aspirations de la jeunesse socialiste dans les écrits d'un Henri de Man : s'il est vrai que « la jeunesse veut moins une nouvelle théorie économique, ou une nouvelle méthode d'interprétation de l'histoire, qu'une nouvelle conception de la vie, voire une nouvelle religion (1) », Henri de Man a su traduire parfaitement cette aspiration et l'on comprend l'action puissante qu'il exerce sur ceux qui l'entourent et le suivent.

N'est-ce pas là, en toute vérité, ce « socialisme éducateur » auquel le Pape Pie XI fait allusion dans son Encyclique *Quadragesimo Anno* :

il s'attache avant tout à mettre son empreinte sur les esprits et sur les mœurs; ce sont tout particulièrement les enfants que dès le jeune âge il attire à lui sous couleur d'amitié pour les entraîner à sa suite, mais il s'adresse aussi à la masse entière des hommes, pour arriver enfin à former l'homme « socialiste », qui puisse modeler la société selon ses principes.

Et le Pape ajoutait ce grave avertissement :

Mais ceux-là semblent ou ignorer ou sous-estimer les terribles dangers que ce socialisme porte avec lui, qui ne se préoccupent en rien de leur opposer avec courage et zèle infatigable une résistance proportionnée à leur gravité. C'est notre devoir pastoral de les avertir du péril redoutable qui les menace : qu'ils se souviennent tous que ce socialisme éducateur a pour père le libéralisme, et pour héritier le bolchevisme (2).

(1) Vandervelde, *Le marxisme a-t-il fait faillite?* l'Églantine, 1928, p. 84.

(2) Et, en effet, l'application la plus complète et la plus rigoureuse de cette conception du socialisme, c'est la pédagogie scolaire du bolchevisme, telle que vient encore de l'exposer M. Ét. Devaud, dans son ouvrage, *La pédagogie scolaire en Russie soviétique*, Desclée de Brouwer.

Socialistes et démocrates chrétiens.

Cet exposé ne serait pas complet, s'il n'abordait le problème des relations entre le socialisme et le mouvement démocrate chrétien.

Les effectifs des syndicats affiliés à la Confédération des syndicats chrétiens se sont développés depuis 1918 dans une proportion plus grande que les effectifs des syndicats socialistes. Alors qu'au lendemain de la guerre les syndicats chrétiens ne comptaient guère que soixante-cinq mille membres, les syndicats socialistes pouvaient aligner des effectifs dix ou douze fois plus nombreux. Au dernier congrès national des syndicats chrétiens, il a été déclaré que l'on comptait à présent près de 250.000 syndiqués chrétiens peur 550.000 syndiqués socialistes.

Ce qui inquiète davantage les socialistes, ce sont les progrès remarquables et continus de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.). Lancée par le chanoine Cardyn et Fernand Tonnet, la J.O.C. rayonne à travers tout le pays. Elle a des chefs admirables de dévouement, de désintéressement et d'entrain ; elle groupe, dans toutes les localités ouvrières et dans toutes les usines, l'élite de la jeunesse salariée ; ses brochures, ses journaux parfaitement édités, sont répandus à foison. Le jocisme exerce dans la jeunesse ouvrière un rayonnement que les socialistes ne peuvent plus nier.

Pour le moment, ils jugent habile de combattre cette influence par tous les moyens, la calomnie, les insultes et les coups. L'énergie même avec laquelle les socialistes wallons réclament la suppression de tous subsides aux écoles libres, en violation de la Constitution, se justifie — ils l'avouent ! — par les appréhensions que leur cause le jocisme.

Au congrès que la Commission syndicale socialiste a a tenu à Bruxelles, en septembre 1932, toute une séance a été consacrée au problème de la jeunesse. Les centrales socialistes ne comptent qu'environ 32.000 jeunes de moins de 25 ans. C'est le jocisme que les dirigeants socialistes rendent responsable de cette situation, le jocisme qui serait, selon eux, soutenu par les catholiques et par les écoles catholiques, pour briser la force syndicale socialiste.

C'est encore parce qu'ils craignent le jocisme que les dirigeants socialistes se sont décidés, après certaines hésitations, à soutenir de toutes leurs forces leurs organisations de jeunesse. Ils doivent cependant reconnaître que celles-ci n'ont pas, du point de vue ouvrier, l'allant ni le « dynamisme » de la J.O.C.

De tout cela il résulte que les socialistes ont de fort bonnes raisons pour combattre la concurrence des organisations sociales chrétiennes : ils n'ont pas hésité à employer les armes les plus perfides pour enrayer — sans y parvenir — leur avance.

Cependant ici également une évolution paraît se manifester.

Les grèves minières de juillet 1932 ont donné lieu à un rapprochement qui a eu un retentissement considérable dans la population ouvrière : le premier geste a été fait par un des dirigeants de la Ligue des Travailleurs Chrétiens de Charleroi. Au plus fort de l'émeute, M. Bodart, député démocrate chrétien de la région, s'est mis spontanément à la disposition de la Fédération socialiste pour envisager, en commun, les mesures à prendre. Les socialistes ont accepté cette offre, et les représentants des organisations ouvrières chrétiennes et socialistes, constatant la similitude de leurs objectifs immédiats, ont entrepris

.e action commune auprès des pouvoirs publics (1). Ce n'était qu'un premier geste.

Au Congrès national que les syndicats chrétiens tinrent Bruges, du 13 au 15 août, le secrétaire général de la ›nfédération, répondant à certaines avances de M. Van-rvelde, déclarait qu'il ne pouvait s'agir d'une collabora-›n générale entre syndiqués chétiens et socialistes. Les ndicats chrétiens subordonnaient la conclusion d'un cte de collaboration à une triple condition : détermi-tion précise des objectifs à atteindre, détermination s modalités de la collaboration, détermination de sa ırée.

Sans se borner à une déclaration de principe, et avant ême le congrès de Bruges, les syndicats chrétiens ont formé la Commission syndicale socialiste qu'ils étaient sposés à examiner la possibilité d'une action concertée ›ur la défense des lois sociales, la fixation des salaires, ide aux chômeurs. On conçoit aisément combien serait ficace l'action concertée entre des syndicats représen-nt au total 800.000 travailleurs.

Les socialistes n'ont pas répondu clairement à ces pro-›sitions, mais M. Vandevelde, s'il faut en croire certains : ses articles et un discours récent, leur a paru favorable. Il n'est certes pas question d'un rapprochement « doc-inal » entre le socialisme et l'Église : les Encycliques ›nt trop formelles à ce sujet. Il ne peut être question ›n plus — du moins actuellement — d'une coalition ›uvernementale entre le parti socialiste et la Ligue des ravailleurs Chrétiens (« la question scolaire est, à elle :ule, une pierre d'achoppement suffisamment grosse (2) »).

(1) Voir l'article de Jean Bodart, *Les leçons d'une émeute*, dans « Les ossiers de l'Action Sociale Catholique », septembre 1932.
(2) M. Vandervelde, *Peuple*, 18-9-32.

Mais

sur le terrain de la critique du capitalisme, ou de la réalisatio de réformes immédiates intéressant la classe ouvrière, il y a d points de contact, des « bouts de chemin à faire ensemble », po la démocratie chrétienne et la démocratie socialiste (1)...

C'est le sentiment, on ne saurait le nier, autant de dirigeants démocrates chrétiens que de certains leader socialistes.

Un tel cartel intersyndical sera, évidemment, âpremen discuté, même dans les milieux catholiques. Et cependan dans la lettre que la Sacrée Congrégation du Conci adressait à Mgr Liénart, le 5 juin 1929, il est expressé ment déclaré qu'un cartel entre syndicats chrétiens e syndicats neutres ou même socialistes est *licite*, mais « à la condition qu'il se fasse seulement dans certains ca particuliers, que la cause que l'on veut défendre so juste, qu'il s'agisse d'accord temporaire et que l'on prenn toutes les précautions pour éviter les périls qui peuven provenir d'un tel rapprochement ».

Ce sont bien là les conditions que les syndicats chré tiens entendent mettre à un accord avec les socialistes.

Il reste à savoir comment ce rapprochement (même s' ne dépassait pas les limites que nous avons dites) s pourrait concilier avec ces tendances radicales et extr mistes qui se manifestent au sein du parti socialist belge. Là est, sans doute, l'explication du long silen des centrales socialistes et des résistances qui naissen dans les milieux socialistes de Wallonie.

Fin du socialism

Il peut paraitre paradoxal de terminer une étude co sacrée au développement des organisations socialistes

(1) Vandervelde, *Peuple*, 18-9-32.

sa pénétration dans la Jeunesse en prédisant la fin du ›cialisme.

Et cependant, que voyons-nous à l'étranger? En Alle-ıagne, où le parti social-démocrate avait atteint un tel erfectionnement qu'il pouvait être donné en exemple à ›ute l'Internationale, il s'est révélé incapable, aussi inca-ıble que le parti socialiste italien, de résister à la pres-on du fascisme et d'empêcher la dictature de droite. En .ngleterre, le parti travailliste — qui n'est que partielle-ıent socialiste — est réduit à peu de chose...

Ne parlons pas de la Russie, ni du socialisme inorganisé e France.

M. Vandervelde répète volontiers que la IIe Internatio-ale est une force impressionnante, capable d'en imposer n'importe quel État qui déclancherait quelque guerre.

On est en droit d'en douter, à voir ce qui s'est passé en talie, ce qui se passe en Allemagne.

M. Pierre Daye, à qui nous devons déjà, dans *l'Europe n morceaux* (1), des notes intéressantes sur le socialisme ıternational, vient d'écrire, à ce propos, un article qui 'a pas manqué de retenir l'attention des milieux socia-stes.

Serait-ce le déclin définitif au Socialisme? La pointe extrême de influence et du succès serait-elle dépassée? Le socialisme n'aurait-été dans l'évolution politique des peuples qu'une efflorescence ıomentanée, quelque chose comme le romantisme en littérature, ıais avec un peu de retard?

Qu'est-ce donc qui justifierait ce déclin?

Le Socialisme a cessé d'être extrémiste, sauf dans les mots. Le ›cialisme n'a pas osé. Il a lié — contre l'esprit de sa propre doc-ine — son sort à celui du Parlementarisme. Il s'est, de cette ıanière, embourgeoisé.

(1) Edit. Plans, Paris, 1932.

Il se trouve à présent devant ce dilemme :

ou bien continuer sa politique actuelle, c'est-à-dire jouer un rôle très différent de celui pour lequel il était né, s'embourgeoiser de plus en plus, s'allier chaque jour plus étroitement à certaines formes du capitalisme et, pour tout dire, ne pouvoir durer qu'en n'étant plus qu'un parti comme tous les autres et en composant avec de plus forts; ou bien se retirer (ce qui paraît bien impossible!) des places actuellement occupées, se rejeter vers l'opposition révolutionnaire, mais risquer d'être ainsi, et peut-être pour un temps fort long, opprimé, pourchassé, écarté de cette influence directe, de cette participation au pouvoir à laquelle, lorsqu'on l'a goûtée avec profit, il paraît si dur à renoncer.

Et M. Pierre Daye de remarquer enfin que, tandis que le Socialisme comme parti décline, les idées socialistes sont appliquées par ses adversaires. Un grand nombre de réalisations du gouvernement Bruning, puis de von Papen en Allemagne, de Mussolini en Italie, ne sont-elles pas, en réalité, des réalisations proprement socialistes? Le national-socialisme allemand n'est-il pas un mélange à la sauce allemande de marxisme et de pangermanisme?

Les théories socialistes vont sans doute triompher, mais appliquées par d'autres que les socialistes (1).

Serait-ce la surprise que l'avenir réserve aux socialistes?

MARCEL LALOIRE.

(1) *Esprit nouveau*, Bruxelles, octobre 1932.

Hitler et sa doctrine
levant le Christianisme et l'Église

On n'ignore pas que le national-socialisme (hitlérisme) st devenu en fort peu de temps le mouvement politique le lus puissant qui existe en Allemagne. Mais se demande-t-on omment s'explique ce succès si rapide et vraiment extraor- inaire? Il faut, pour le comprendre, examiner ses fonde- nents et son but.

Il semble d'abord assez clair que le national-socialisme 'est pas seulement un mouvement politique et peut-être nême son essence est-elle de ne se borner point à la politi- ue. On y verra volontiers une religion et une philosophie u, comme on dit en allemand, d'un mot difficile à traduire, ne *Weltanschauung*. D'ailleurs il s'agit évidemment d'une philosophie qui renonce à la philosophie : c'est une de ces loctrines qui dominent les valeurs spirituelles de la concep- ion de la vie. Mais ce renversement de la hiérarchie des valeurs et cette domination du spirituel ne marquent-ils pas, inon, certes, toute notre époque, du moins une partie nota- ble de notre civilisation contemporaine? C'est une des mala- lies de notre siècle, qui, au degré le plus humble, se mani- este par une préférence donnée aux soins matériels et terre terre, par une négligence des grands problèmes spirituels, nais qui, au niveau supérieur, affecte, doctrinalement, de nausser des valeurs secondaires ou de fausses valeurs au rang les plus élevées, en détruisant celles-ci. Le national-socialisme ne serait qu'un cas particulier de cette commune hérésie, partout répandue, et plus ou moins nette, plus ou moins

diluée qui fera de notre siècle, si elle triomphe, un siècle de déclin culturel.

L'hitlérisme a en effet sa note spéciale. S'il est autre chose qu'un simple mouvement politique, ce n'est pas qu'il dédaigne, on le sait trop, le politique, c'est qu'il le dépasse : il le met au centre de sa doctrine, et sa doctrine est plus vaste. Ainsi offre-t-il un pendant au marxisme bolchevique, qui, lui, installe l'économique, la technique à la place d'honneur, en fait un absolu, nie les autres valeurs. A une primauté de l'économique, correspond en Allemagne hitlérienne la primauté du politique — mais une primauté du politique doit servir, nous allons le voir, un plus large objet que la politique elle-même.

*
* *

Primauté du politique : le national-socialisme est peut-être la forme extrême, — ou une forme extrême, — du socialisme d'État, de l'étatisme. L'État pour lui est tout; l'individu n'a, en soi, aucune valeur. Tel est le premier article, ouvertement proclamé, du Credo hitlérien. L'État est la source de tout droit, de tout devoir. On peut parler sans exagération d'une statolâtrie, d'un Credo, d'une religion de l'Etat. Et l'on en trouvera aisément l'origine dans la philosophie hegelienne.

Mais ce n'est pas l'État que nous connaissons, à quoi nous sommes habitués, qui est divinisé de la sorte, — ce n'est pas l'État, lien commun des différents partis politiques ou concernant toute la nation : c'est *leur* État, l'État des hitlériens. Ils sont les plus farouches ennemis de l'État actuel, cet État qui du moins reconnaît l'égalité de tous les citoyens devant la loi. L'État qu'ils veulent créer, leur « Troisième Empire », leur *Dritter Reich*, c'est *leur propre parti complètement identifié avec l'État*. L'organisme de l'État est remplacé par l'organisme du parti national-socialiste. Ici l'analogie est parfaite avec le régime bolcheviste. Les Allemands seraient divisés en deux catégories : hitlériens et non-hitlériens, et tous ceux-ci seraient hors la loi, exactement comme il en va

s « bourgeois » en Russie soviétique (1). A ce sujet, on ut lire le programme constitutif du parti; sans doute ne xprime-t-il pas en termes aussi nets et aussi brefs, mais pensée n'est guère douteuse.

Comme conséquence, l'État national-socialiste réclame le oit d'être *le seul éducateur de la Nation*. Les enfants n'apparndront plus à leur famille, mais à l'Etat. Il n'y aura donc 'une école, celle de l'État. Les écoles privées, les écoles igieuses seront interdites (cf. la *Nationalsozialistiche Lehrertung*, 1930, n° 4). L'association hitlérienne des instituteurs, *Nationalsozialistiche Lehrerbund*, a publié un *Schulprogramm*, ensemble de « directives » pour l'organisation de l'seiement, application logique du dogme national-socialiste, i sont en opposition absolue et consciente avec les princis de l'Eglise, en matière d'éducation, tels que les définit mcyclique sur l'éducation chrétienne.

Cette conception de la toute-puissance de l'État — du seul at national-socialiste — conduit à une pure et simple annie imposée par les prétoriens d'Hitler...

On s'explique mal qu'une grande partie du peuple allend souhaite pareil régime. Il peut arriver qu'il soit établi r force, contre la volonté du peuple, comme en Russie. ais qu'un peuple nourri des traditions chrétiennes, formé à s conceptions de liberté civile qui, en dernière analyse, coulent du christianisme ou que, du moins, il a rendues ssibles, que ce peuple adopte à cœur joie un tel « idéal », ilà qui semble d'abord incompréhensible.

On a essayé de l'expliquer par l'influence de cet esprit ussien que déjà le grand évêque Ketteler stigmatisait impivablement. Il est vrai, le prussianisme a su inculquer aux jets du roi de Prusse cet esprit de subordination absolue à

1) L'analogie avec le régime fasciste est moins complète, mais ne sse pas d'exister, puisque là aussi un parti politique, — ne se rnant pas à gouverner, à détenir le pouvoir, sans supprimer les tres partis, comme en régime parlementaire, — est réellement venu l'Etat et ne permet pas de subsister à ce qui n'est pas ciste.

l'État, l'acceptation, devenue instinctive, de sa toute-puis sance à l'égard des individus. Il est vrai aussi que la bour geoisie « libérale » d'Allemagne (je ne parle pas de la bour geoisie catholique des pays rhéno-westphaliens et de l'Alle magne méridionale, qui est toujours restée *très* fidèle l'Église) était peut-être la plus dépourvue, en ce domaine, d sens de la dignité; son « libéralisme » n'avait rien à fair avec la *libertas* et sa liberté se bornait trop souvent à exerce l'*odium Papae*, le legs qu'on a le mieux conservé dans l'hé ritage de Luther. C'est cette même bourgeoisie libérale qu déifiait Bismarck et a rendu son œuvre possible, et qui plu tard en usait pareillement avec Guillaume II...

Les traditions politiques, sociales et culturelles de la bour geoisie ont été aussi abandonnées dans une large mesure o se sont abâtardies. Il est lamentable qu'un peuple, qui peut-être, dans le passé, possédé les plus fortes traditions d liberté civique, le peuple des *villes libres*, ces asiles de bour geoisies fières et conscientes de leur valeur, ait pu subir u tel revirement; il est lamentable que la bourgeoisie allemand n'ait pas pu résister aux influences venues de l'Est de l'Elb C'est dans cette Prusse, dans la vraie Prusse, que l'on trouve en certain nombre, des hommes prédestinés à suivre un doctrine comme celle d'Hitler. Or le succès de l'hitlérism dans le reste de l'Allemagne marque l'assimilation d'un grande partie de la bourgeoisie allemande à cet esprit prus sien, qui a été souvent raillé à l'étranger, mais qui ne l'a pa été moins dans les régions prussianisées de l'Allemagne elle même. L'hitlérisme, c'est le suicide politique, social, mora culturel de la bourgeoisie allemande, qui, s'il triomphe cesse d'exister comme telle.

Le petit bourgeois auquel la révolution de 1918 ava enlevé, avec son « chef suprême de la guerre », son *Allerh chster Kriegsherr* (l'idée d'une ressemblance avec Dieu, cont nue en ce terme, le rend proprement intraduisible), le « droit de faire claquer les talons et de se tenir raide devant u sous-officier, commençait-il à regretter ce droit et ce bonheur La révolution a donné au peuple allemand la faculté de di

›ser de ses propres destinées. N'a-t-il su que faire de cette ›erté? On le croirait, en voyant cette bourgeoisie qui se icide, cette démocratie qui, légalement du reste, s'abolit le-même.

L'influence de la Prusse peut expliquer en partie les succès ı national-socialisme. Mais enfin la Prusse n'est pas l'Alle-agne; la Prusse authentique ne forme que la cinquième, ut au plus la quatrième partie de l'Allemagne. Or l'anti-ıthie contre la Prusse était très marquée dans le reste de Allemagne, surtout en Basse-Saxe, c'est-à-dire en Hanovre rotestant, mais très antiprussien), en Rhénanie et West-ıalie (catholiques), au Sud, même dans le Schleswig-Hols-in et dans les villes hanséatiques, en Hesse, en Saxe : dans s derniers pays, l'antiprussianisme existait au moins dans s milieux, nombreux et influents, qui étaient restés fidèles ıx anciennes traditions, tandis que dans les premiers l'a-ersion contre la Prusse était à peu près générale. Et il est discutable que le national-socialisme a su gagner des adhé-nts dans ces pays ou dans ces milieux eux-mêmes. Il y a onc d'autres raisons à la propagation de l'hitlérisme.

Plusieurs sont d'ordre en quelque manière extérieur. C'est nsi que pour beaucoup d'Allemands l'adhésion au national-ocialisme a été une manifestation de désespoir. Des masses gens appartenant à la petite et moyenne bourgeoisie ont é ruinés. L'État les a-t-il aidés, secourus autant qu'il le ›uvait? En tous cas il y avait là un beau terrain de propa-ıande pour des mouvements extrémistes. Mais on ne verra ıs là l'explication profonde du succès d'une doctrine qui éprécie l'individu en déifiant l'État. L'État, cette chose abs-aite, artificielle, bureaucratique, mécanique, on comprend fficilement qu'elle se pare d'une auréole mystique. Hegel, est vrai, avait lui aussi déifié l'État; mais Hegel n'a pas, ›mme Hitler, enthousiasmé les masses; son panthéisme État n'a pas, comme l'hitlérisme, passionné le petit bour-eois, l'employé de commerce ou l'apprenti-coiffeur.

C'est ici qu'il faut noter un trait essentiel de cette idole u'est l'État hitlérien : c'est un état *raciste*. Voilà qui expli-

que beaucoup de choses et qui d'ailleurs nous ramène à notre point de départ : le national-socialisme, par l'adoration donnée à l'idole raciste, se présente à nous comme une forme particulière des *religions irréligieuses*.

*
* *

Le dogme central de cette religion est en effet le *dogme raciste*. Il déifie, plus encore que l'État qui n'en est que l'expression, *la race nordique ou germanique*. La race (toutes réserves faites sur ce concept, si flottant, de race, et sur l'impossibilité d'isoler une « race » véritable dans ces agglomérats complexes, hétérogènes, souvent unifiés vaille que vaille que sont les sociétés modernes, — ou, mieux, depuis fort longtemps, les sociétés humaines, souci de précision scientifique qui ne tourmente guère les hitlériens), la « race » donc est ici la valeur essentielle, la valeur absolue, à quoi tout se réfère et se subordonne. Dans la pratique cette déification de la race se confond avec la déification de l'État, puisque la race ne pouvant agir comme telle, c'est l'État qui agit à sa place, qui est son instrument, qui jugule, pour son compte et en son nom, l'individu, qui arrache l'éducation des enfants à la famille et à l'Église, qui annihile toute liberté.

Il est en vérité d'une singulière ironie que cette « race », disons plutôt ce peuple, le plus individualiste peut-être qui soit, — ou qui ait été — magnifie ainsi l'État Léviathan... Est-ce un indice — on l'a d'ailleurs supposé — que les champions de l'hitlérisme ne sont point de purs Germains, mais des « sang-mêlé », — germano-slavo-mongoloïdes?

Le national-socialisme est bien une religion — ou un substitut de la religion. D'ailleurs une des brochures publiées par le parti, un écrit de caractère particulièrement dogmatique, intitulé : *Wesen, Grundsätze und Zielen der N.S.D.A.P.*, déclare nettement (p. 43) que le national-socialisme veut être une *Weltanschauung*.

D'après cette théorie, la « race » nordique est la seule qui puisse légitimement s'orner de l'adjectif « humain »; toutes

autres, y compris, bien entendu, la « race méditerra-
ènne » (si elle existe...), ne se composent que de « sous-
mmes ». Toutes les grandes valeurs spirituelles, artisti-
es, philosophiques de l'humanité ont été créées par des
rdiques. Les autres races manquent de force créatrice, sont
schöpferisch. Tous les grands hommes de toutes les nations
nt revendiqués pour la race germanique, — sans oublier
Dante... Des sottises de cet acabit se voient à chaque page
cette Bible hitlérienne, le livre intitulé : *Mythus des 20. Jahr-
nderts*, œuvre d'Alfred Rosenberg, prophète infaillible de
nouvelle religion et, plus prosaïquement, rédacteur en
ef du quotidien munichois de Hitler.

Pour le racisme, l'humanité n'est qu'une pure abstraction ;
, races, séparées par des fossés infranchissables, les races,
oses sans commune mesure, ne peuvent donc se lier, s'en-
ndre, agir de concert. Il n'y a point de vérité absolue, du
oins une qui soit valable toujours et partout. Relativisme
éorique et pratique, que voile à peine et ne détruit pas la
leur *absolue* attribuée à la race nordique. Religion, mœurs,
prit social, idées morales, droit, normes esthétiques, idéal
beauté, idéal de bonté, idéal de perfection, tout est relatif,
ut est fonction de sang. Le *sang* est la cause première et
ut en découle ; tout obéit aux lois de l'hérédité biologique
rien ne s'explique autrement. C'est une variété nouvelle
u vieux dogme matérialiste.

Dans cette pseudo-religion, la réalité centrale n'est plus
eu, c'est l'homme, mais non pas l'homme considéré
mme individu, l'homme comme membre d'une race. Le
incipe des irréligions modernes, c'est l'exhaussement de
umain, substitué à Dieu, déifié. Mais on peut — et nous
nnaissons ces deux formes d'idolâtrie — déifier l'individu,
u déifier l'humain. Il était réservé à l'hitlérisme de déifier
race, ou du moins, car il n'a pas de toutes pièces inventé
tte religion, de la déifier très expressément et d'en faire la
éorie.

Une conséquence spéciale de cette valeur absolue donnée
la race étonnera sans doute le lecteur non-allemand : c'est

l'invitation à la *polygamie*. Bien entendu, les hitlériens s'indigneraient de nous voir employer une formule aussi nette et aussi brève. La réalité n'en est pas moins indiscutable. Dans le livre déjà cité (p. 558) Rosenberg propose hardiment l'introduction de la polygamie, — mais il va de soi que le droit d'avoir plusieurs femmes sera le privilège des *Träger wertvoller Erbanlagen* (c'est-à-dire : les hommes capables de transmettre à leur descendance de précieuses dispositions héréditaires). Ce seront donc, je suppose, les chefs hitlériens qui, en premier lieu, pourront se ménager de véritables harems. On étudie en même temps un projet, qui semblera au moins... curieux : il s'agit de faire naître des génies en appliquant à la procréation humaine les règles éprouvées dans l'élevage des bestiaux. Les races de moindre valeur qui vivent en Allemagne, surtout la race « Ostiche » (alpine), ne seront pas admises à l'honneur de procréer; divers moyens sont envisagés pour les en empêcher. Par contre, s'il s'agit de procréation germanique, tout les moyens sont bons. Il y aura égalité absolue entre les enfants légitimes et illégitimes; ce ne sera plus une tare, pour une femme non mariée, que d'avoir des enfants; au contraire, elle méritera la reconnaissance de la nation (Rosenberg, *op. c.*, p. 558), tandis que « la femme sans enfants, mariée ou non, sera considérée comme un membre de valeur secondaire » (als ein nicht vollwertiges Glied der Volksgemeinschaft). C'est la virginité qui deviendra une tare.

Voilà de belles perpectives. Il y a mieux encore. Hitler lui-même prône *l'assassinat en masse de certains enfants*. Au Congrès de son parti, à Nürenberg, il l'a déclaré en propres termes : « Si l'Allemagne voyait naître annuellement un million d'enfants et qu'elle fît disparaître 700.000 à 800.000 des plus faibles, le résultat serait pour elle une augmentation de forces » (*Völkischer Beobachter*, n° 181, 7 août 1929). Le même Hitler se fait l'apôtre du suicide obligatoire pour les faibles et les malades, les grands mutilés de guerre eux-mêmes auraient le devoir de mettre fin à leur vie désormais inutile (Hitler, *Mein Kampf*, p. 45 sq.). Tout cela s'appelle la

enouveau moral de la nation allemande » (*sittliche Erneue-ng des deutschen Volkes*).

Après tout, si la race est regardée comme la seule valeur olue, de telles aberrations sont logiques... Mais le carac-e antichrétien, mieux foncièrement antireligieux, délibéré-nt matérialiste du racisme est, par ces exemples, assez mis lumière. Car le *mythe du sang* n'est qu'un cas particulier *matérialisme*. C'est à tort que l'hitlérisme prétend avoir passé le « matérialisme historique » des marxistes. Sans ute on a remplacé le mythe de la machine et de la techni-e par le mythe du sang; on a mis l'homme à la place du canisme économique, mais non pas l'homme complet, a une âme... ; on n'est pas sorti du matérialisme; seule-nt le matérialisme économique et mécanique est devenu matérialisme biologique.

*
* *

Le matérialisme est une religion, une religion sans sur-turel, — donc une pseudo-religion — qui a la prétention se substituer au christianisme. On le désignera sans ute assez exactement comme une nouvelle religion de otan, *un nouveau wotanisme fondé sur une philosophie athée*. Cette ambition est exprimée assez nettement dans les vrages fondamentaux des leaders hitlériens. Hitler lui-me (bien qu'il soit le plus réservé), Rosenberg, Bangert, pelmann, Reventlow, tous manifestent le projet de fonder e Église nationale allemande sans dogmes (sauf le dogme iste...) qui serait une renaissance de l'antique paganisme otanique. De temps en temps, surtout quand on veut faire la propagande dans des régions catholiques, on met une urdine ou on dément. Mais les livres officiels, les livres saints » du parti ne sont que trop clairs. Le plus explicite t naturellement Rosenberg, « la main droite de Hitler », ns le gros livre déjà cité (*Mythus des 20. Jahrhunderts*) que n a justement appelé un recueil de toutes les attaques

dirigées, depuis l'origine, contre le christianisme, l'Églis catholique, ses doctrines et ses institutions. Le prophète déclare que l'hégémonie de la religion de la Croix, intro duite en Europe « par la femme hystérique de Clovis », doi être considérée comme périmée (*Op. cit.*, p. 638). « Catho licisme, protestantisme, judaïsme, dit-il encore, devront dis paraître devant une nouvelle *Weltanschauung*, de sort qu'on perdra jusqu'à leur souvenir, comme on ne pens plus à la veilleuse, quand le soleil du matin resplendit au dessus des montagnes » (Rosenberg, cité dans : Gerdemann Winfried, *Christenkreuz oder Hakenkreuz?* Cologne, 1931) Le symbole de la nouvelle religion sera Wotan, « l'imag éternelle des forces psychiques de l'homme nordique, auss vivant aujourd'hui qu'il y a 5000 ans. C'est en lui que sont honneur et héroïsme, création du chant —, c'est-à-dire d l'art, — sauvegarde du droit et *recherche* (sic) éternelle de l sagesse... Voyageur éternel, il est un symbole de l'âme nor dique qui cherche et devient éternellement incapable d'alle en arrière, se suffisant à elle-même, dominant sur Iahwé o son remplaçant » (Rosenberg, *Op. cit.*, p. 637).

Le programme officiel et « irrévocable » du parti contien un article 24 qui refuse formellement le droit d'exister à toutes « les confessions religieuses qui mettent en dange l'existence de l'État ou *qui sont contraires au sentiment mora de la race germanique* ». Ce programme a été publié en bro chure avec un commentaire, officiel, orthodoxe, canonique dû à la plume de M. Gottfried Feder. Nous sommes obligés à M. Feder d'avoir exposé sans équivoque l'intention véritabl du programme. Il y parle de « questions, espoirs, désirs » se demandant « si le peuple allemand trouvera plus tar une forme nouvelle pour sa connaissance et son expérienc de Dieu » (*Gotterkenntnis und Gotterleben*). L'édition anté rieure était plus affirmative : « Sans doute le peuple alle mand trouvera dans l'avenir une forme pour son intuitio de Dieu, sa vie divine, selon l'exigence de son sang nordi que, et, à ce moment sans doute, *la trinité du sang, de la fo et de l'État* sera parfaite ». On comprend pour quelles raison

e passage blasphématoire a été atténué. On cherche à agner les milieux qui veulent rester attachés à l'Église; ette phrase dévoilait trop tôt les secrètes pensées... Pour e pas choquer ces milieux, on déclare reconnaître le « chris-anisme positif ». Ainsi pense-t-on attirer de braves gens, op confiants. Le recrutement opéré, on sait les fanatiser, ur inculquer progressivement l'esprit national-socialiste, e sorte qu'ils en arrivent peu à peu à renier leurs anciennes royances. Il y a un raffinement diabolique dans cette nanière de procéder.

Il existe plusieurs degrés d'initiation pour un catéchu-nène national-socialiste. On commence par agir en « chré-ien positif » et on proclame que le national-socialisme est a meilleure sauvegarde contre le communisme et le bolche-isme. Puis la première carte que l'on ose découvrir, que 'on s'empresse même de jouer, parce qu'on en sait l'effica-ité, c'est l'*antisémitisme*. On n'a guère de peine à stigmatiser 'œuvre des grandes puissances économiques et l'influence délétère exercée par les Juifs qui en peuvent être maîtres. Mais on condamne les Juifs comme race, ce qui est d'ailleurs une conséquence immédiate du racisme.

L'étape suivante consiste à renier l'Ancien Testament. Démarche logique, car « l'âme populaire, fonction du sang de la race (*die rassegebundene Volksseele*), est la mesure de toutes nos pensées, volitions et actions, la dernière mesure de toutes nos valeurs » (Rosenberg, *Op. cit.*, p. 655). Or l'Ancien Testament n'est pas une création de l'âme nordi-que. Donc... Hitler aussi parle assez clairement dans *Mein Kamf* (cf. p. 335 sq.). Iahwé, pour Rosenberg, est « le Dieu-tyran », un « démon élevé au rang de Dieu », un « démon du désert » (*Op. cit.*, p. 233). L'État national-socialiste abo-lira l'Ancien Testament : *Abgeschafft werden muss danach ein für allemal das sog. Alte Testament als Religionsbuch* (ce qu'on appelle l'Ancien Testament doit être abrogé une fois pour toutes comme livre religieux). L'attitude de l'État national-socialiste à l'égard des différentes religions dépendra de leur attitude à l'égard de l'Ancien Testament, mais il proté-

gera et encouragera, même financièrement, la nouvelle religion germanique (Rosenberg, *Op. cit.*, p. 566).

Les écrivains national-socialistes manifestent une haine spéciale contre saint Paul « l'enjuiveur de la doctrine du Christ ». Mais pourquoi insister? La haine et la rage hitlérienne se déchaînent contre tout ce qui est chrétien et rien n'est épargné. Le christianisme primitif est le produit d'un amalgame pourri de peuples syro-africano-romains; le catholicisme est un « chaos de peuples africano-syriens », c'est « la religion de l'obsession qui, partant de la Méditerranée orientale, s'est créé son centre occidental en se servant des cultes magiques et de la Bible judaïque et en abusant de la figure de Jésus » (Rosenberg, *Op. cit.*, p. 230 sq.). « Le sentiment du péché est un symptôme nécessaire d'abâtardissement physique » (*Ibid.*, p. 73). « La doctrine du péché originel serait inconcevable chez un peuple au caractère racial non corrompu » (p. 72). La foi catholique n'est que « la survivance de toutes les superstitions syro-étrusques » (*Op. cit.*, *passim*). Les sacrements sont des sortilèges superstitieux inspirés par un « matérialisme magique » (*Ibid.*, p. 157). Le Pape est le sorcier-en-chef, le grand *medicine-man* (comme les ethnologues de langue anglaise appellent certains sorciers guérisseurs des peuples primitifs), successeur du *medicine-man* des Etrusques... (pp. 166, 371, *passim*). La papauté ne se concevrait pas sans la survivance des superstitions magiques de l'antiquité. « La victoire du christianisme signifierait le règne d'une caste de prêtres sur des milliards d'hommes sans race, sans volonté, qui considèrent leur existence comme un don de Dieu accordé par la médiation du *medicine-man* tout-puissant ». Le leader hitlérien a collectionné dans son gros volume toutes les calomnies, toutes les injures, tout le venin élaboré par des générations d'hérétiques dans leur haine contre Rome et il n'a pas dédaigné les critiques les plus sottes, les racontars mille fois démentis, quand ils pouvaient servir sa passion antiromaine. Au Concile du Vatican, dit-il encore, est dû « le document le plus déshonorant pour l'humanité », celui qui proclame l'infailli-

.té du Pape (*Op. cit.*, pp. 173-573). On ne s'étonne pas
e les chefs hitlériens haïssent particulièrement la Compa-
ie de Jésus; c'est un vieil usage. Rosenberg surtout hait
jésuites comme l'avant-garde de Rome dans son combat
ur exterminer les individus autonomes, pour anéantir les
'sonnalités (*Op. cit.*, *passim*). La haine péribologique ne
nage rien du catholicisme. Indulgences, prières pour les
'unts, sacrements sont la « culture d'une dépravation du
'actère et de l'âme » (*Züchtung charakterlicher und seelischer
rminderung*) (*Op. cit.*, p. 164).

Il est logique que les déificateurs de la race germanique
testent l'*universalisme* de l'Église. L'égalité des races
vant Dieu est une doctrine néfaste pour ceux qui com-
rent les races de couleur à des singes et qui leur contes-
ıt même l'humanité dans le plein sens du mot. C'est avec
dédain brutal que Rosenberg parle des deux évêques
gres (*Niggerbischöfe*), qui célébraient la messe au Congrès
charistique de Chicago (p. 162). Hitler cherche à rendre
éprisable l'œuvre missionnaire de l'Église (*Mein Kampf*,
445).

Ils n'abhorrent pas moins la *charité* chrétienne envers tous
hommes. Hitler ne veut rien savoir de la *Mitleidsmoral*
ıorale de la compassion). A la loi de charité sera substi-
ée celle de l'intérêt de la race, qui ne connaîtra pas la
mpassion à l'égard de celui qui souffre; on abolira l'a-
our du prochain comme impératif moral. Les malades et
estropiés sont des gens de valeur inférieure (*Minderwer-*
); il ne faut pas essayer de les guérir, mais les laisser
rir (Rosenberg, *Op. cit.*, p. 163 sq.). La charité a dévasté le
onde et cette doctrine a « décomposé toute la vie des
ıtions et des États » (Rosenberg, *loc. cit.*).

Le nationalisme est d'ailleurs conséquent avec lui-même,
ıand il regarde l'Église catholique comme sa plus grande,
non sa seule ennemie. Les suites de pareille attitude sont
sez évidentes. L'hitlérisme, ayant le pouvoir en mains,
ıclencherait un nouveau et plus terrible *Kulturkampf*. Hitler
ı d'ailleurs annoncé dans une assemblée des chefs de son

parti à Weimar : « Quand je serai arrivé au pouvoir, l'Église catholique en Allemagne n'aura rien à dire, mais pour y arriver, je ne puis me passer de son aide. » Cette déclaration publiée par l'ex-national-socialiste, Arthur Dinter, n'a été ni démentie ni rétractée. Dans le monde que veulent créer les hitlériens toute activité destinée à réaliser des idées « politiques et culturelles » du catholicisme « sera regardée par la nation entière comme une haute-trahison ». (Rosenberg, *Op. cit.*, p. 452). Ne nous étonnons pas que le même auteur cherche à justifier les persécutions des empereurs romains contre le christianisme; elles sont légitimes à ses yeux, puisqu'elles visaient une institution qui menaçait l'État (*Op. cit.*, p. 73).

Le futur *Kulturkampf* s'appuiera sur deux motifs : 1° l'Église sera regardée comme l'obstacle principal à la diffusion de la doctrine de l'État tout-puissant; 2° elle sera le grand centre de résistance à l'introduction du néo-wotanisme, appelé l'Église nationale allemande. On peut s'attendre à des méthodes brutales... Cynique, Rosenberg annonce que, dans nos villages, les statues de la sainte Vierge seront remplacées par celles du Soldat prussien (*Standbilder unserer feldgrauen*) qui deviendront l'objet des nouveaux pèlerinages (*Op. cit.*, p. 576).

Il n'est pas étonnant que se multiplient les attentats contre des prêtres catholiques, assaillis et blessés par des bandes national-socialistes. Le P. Nötger a réuni à ce sujet une importante documentation (J. Notger, S. J., *Nationalsozialismus und Katholizismus*, pp. 166-170).

*
* *

On a dit que le national-socialisme est une obsession épidémique au sens littéral du mot. Il y a là quelque chose de vrai. Les lois de la psychologie des foules ne suffisent plus à expliquer certains phénomènes singuliers. Ce que H. R. Benson dans son *Lord of the World*, écrit de l'Antéchrist divinisé par des masses fanatisées, nous le voyons en Allema-

ne, avec cette différence que l'Antéchrist nous est présenté omme un génie démoniaque, tandis que ce faux dieu de la ouvelle religion allemande est un personnage tout à fait ıignifiant. C'est ce qui d'ailleurs rend plus incompréhen- bles des gestes comme ceux des femmes qui s'agenouillent ans la rue, quand passe Hitler, en criant : *Heil, Heil!* et résentent leurs enfants à l'homme-idole en l'implorant : Bénissez-les, bénissez-les! »

A quel stade d'idolâtrie fétichiste sommes-nous revenus? 'oilà pis que la divinisation des Césars, qui n'était prise au érieux par personne. Je ne sais s'il existe déjà des *autels "Hitler*; mais la proposition en a été faite : dans le journal ıational-socialiste de Kœnigsberg une femme a demandé ıue des autels soient élevés à Hitler dans toute maison llemande.

Les sectateurs d'Hitler sont-ils des hystériques? En vérité ›n pense quelquefois à l'action des puissances occultes...

*
* *

Qu'adviendra-t-il de l'Allemagne et surtout de l'Allemagne :atholique dans les années qui se préparent? On ne peut se dissimuler que le péril d'un triomphe hitlérien est imminent. S'il en va ainsi, de grandes épreuves, de redoutables tribulations nous peuvent assaillir. Mais les catholiques d'Allemagne n'hésitent point à promettre aux catholiques du monde entier qu'ils combattront et ne plieront point sous le joug. Nous ne doutons et n'avons pas le droit de douter que l'Église vaincra et que de nouveau le Christ chassera Wotan. Mais la lutte, si lutte il y a, sera extrêmement dure.

Il n'est pas impossible que l'Église catholique devienne en Allemagne une Église de martyrs. Les hitlériens n'ont-ils pas fait l'apologie des persécuteurs romains? Mais, si nous avons des martyrs, ils tomberont avec ce cri qui, les ténèbres dissipées, deviendra le cri de la victoire : « Vive le Christ-Roi! »

ANTOINE HILCKMAN.

DOCUMENTS

La situation en Irlande

On sait d'où vient la crise. En vertu du « Land Purchase Act » de 1891 et des dispositions de l'agrément Cosgrave-Hills dit « agrément secret » de 1923, l'Irlande doit verser annuellement à l'Angleterre la somme de 2.900.000 livres. M. de Valera avait inscrit à son programme électoral, en février dernier, la répudiation de cette dette, qui, pensait-il, n'était point légitime. Une fois au pouvoir, et à peine la question du serment — qui était l'article premier du programme — était-elle réglée, il annonça la fin des paiements. C'était le 22 mars, dans un discours à Dublin. Il s'ensuivit naturellement dans les milieux britanniques un vif émoi. M. Thomas rappela l'agrément de 1923. Quel agrément? répondit M. de Valera; je n'en ai jamais entendu parler. On fouilla dans les archives et on exhuma le document. Les adversaires, Cumann et Fianna Fail, ne s'entendent pas sur le point de savoir si cet agrément réellement vint ou ne vint pas à la connaissance de la Chambre. Ce qui est certain, en tous cas, c'est qu'on l'avait oublié. Que faire à présent? Négocier. D'où les visites de M. Thomas et de Lord Hailsham à Dublin, et de M. de Valera à Londres. Cependant la fin de juin approchait, les paiements étaient dus pour la mi-juin, ou, avec la quinzaine de grâce, pour le 30 juin, et aucun arrangement n'avait été conclu.

Le gouvernement anglais adopta alors une ligne d'action nouvelle. Par l'organe de M. Thomas, un « Irish Free State Special Duty Bill » fut présenté aux Com-

munes au début de juillet, et « passa tous les stages de la procédure », comme disent les Anglais, en l'espace de 8 jours. Le 16 juillet, le Bill entrait en vigueur. Il frappait d'une taxe *ad valorem* de 20 % toutes les importations de l'Irlande en Grande-Bretagne appartenant aux catégories suivantes : bestiaux, produits de basse-cour et de laiterie, viande. Le calcul était bien fait. Dans le chiffre global des exportations en 1931, les denrées susdites figurent pour un chiffre d'environ 25 millions pour les exportations à destination de l'Angleterre. Une taxe de 20 % devait théoriquement rendre à peu près 5 millions de livres. Or, la dette de l'Irlande dépassait notablement les 3 millions des « Land Annuities », car, durant la dispute, elle s'était accrue d'autres sommes inclues dans l'agrément Cosgrave-Hills.

Devant cette menace, M. de Valera déclara qu'on se défendrait. Un « Emergency Bill » passa devant le Dail et la Seanad, et reçut force de loi, après signature du gouverneur général, le 25 juillet. Il donnait plein pouvoir au gouvernement pour « traiter avec la situation ». La liste des articles frappés fut promulguée quelque temps après : l'industrie anglaise, les charbonneries, devaient faire les frais de la lutte.

Mais cette lutte était-elle égale ? Les exportations de l'Irlande en Angleterre représentent 96 % de ses exportations totales, celles de l'Angleterre en Irlande représentent seulement 7 % de ses exportations totales. Devant ces chiffres, certains Irlandais, même modérés, demeuraient sceptiques sur l'issue de la bataille, et les adversaires du gouvernement prophétisèrent la banqueroute. M. de Valera, au début, ne parut pas s'émouvoir trop de ces critiques. Cependant, il observait des symptômes de dépression, ou plutôt d'agitation dans le pays, voire d'une dangereuse animosité. Les tarifs anglais touchaient la classe la plus sensible de la nation, les fermiers, et ceux-ci se réunirent sur tous les coins du territoire en des meetings d'où sortaient parfois des adresses de « sup-

port » au gouvernement, dictées par le sentiment national, mais plus souvent encore des recommandations de traiter avec l'Angleterre. Chose plus alarmante : certains signes montraient que l'esprit d'anarchie qui avait conduit à la guerre fratricide de 1922 n'était point mort. Les partisans de Cosgrave, accusant le gouvernement d'avoir partie liée avec l'ancienne association secrète, la I.R.A. (Irish Republican Army), formèrent une autre association composée de membres retraités de l'armée : (Army Comrades Association) et qui prétendait défendre malgré lui le gouvernement contre les « forces de désordre », dont la pensée commençait à obséder certains esprits.

En face de cette situation, M. de Valera résolut de lancer un appel au pays. Le dernier dimanche de juillet, il inaugura la campagne par un discours à Limerick et, depuis lors, chaque dimanche il se fit entendre dans une ville importante d'Irlande. En agissant comme nous l'avons fait, disait-il, nous avons été fidèles au mandat que nous avons reçu il y a 6 mois. Au surplus, pourquoi reculer devant les conséquences de nos actes? Elles ne sont pas si terribles que certains esprits turbulents ou des espions de l'Angleterre les représentent. D'abord, la mévente des bestiaux, la baisse des denrées sur le marché national, ne sauraient être attribuées uniquement aux tarifs de l'Angleterre. L'agriculture subit actuellement une crise dans tous les pays, et surtout en Angleterre et dans les Six-Comtés. Même si nous n'étions pas en guerre avec l'Angleterre, vous n'y gagneriez pas grand'chose ; vous y perdriez même beaucoup, puisque vous auriez à payer les *land annuities*. Vous faites donc actuellement un très bon marché (Argument favori des orateurs de Fianna Fail, qui devait faire impression sur ce public). En outre, nous avons un vaste programme pour le soulagement des victimes de la guerre économique et le développement des entreprises nationales.

C'est ce point qui est véritablement intéressant. Il fai-

sait partie du programme primitif de M. de Valera, qui a toujours protesté contre la sujétion économique de l'Irlande à l'égard de l'Angleterre. Pour y remédier, il conçut un double plan, agricole et industriel.

Politique agricole d'abord. En fin juillet, le gouvernement passa un Bill garantissant un prix minimum pour le beurre et un « bonus » de 20 % aux exportateurs, afin d'adapter le prix de l'exportation au prix intérieur. Pour le lait, la question est à l'étude. Mais c'est surtout le problème du bétail qui préoccupa le gouvernement, à raison de l'arrêt de la vente et de la dépréciation. Des prêts ont été annoncés, au taux approximatif de 2 ½ %, à tous les fermiers désirant renouveler leurs stocks. A vrai dire, ils songent plutôt à les liquider qu'à les améliorer, c'est pourquoi la bonne politique est de créer une diversion. Puisque l'Irlande se voit privée du marché anglais pour ses bestiaux, et que, d'autre part, elle dépense 9 millions par an en importation de céréales, il conviendrait de renoncer, pour une part, à l'élevage et de se mettre à cultiver du blé. Un plan a été établi dans cet esprit, mais, malgré les mesures projetées, un malaise subsiste dans l'agriculture, d'autant plus grave que ce département représente 80 % de la richesse nationale. A cette situation les accords d'Ottawa n'ont rien changé, au contraire, puisqu'ils ont été conclus en marge de l'Irlande. Ils auront même pour résultat de faire perdre à ce pays les droits préférentiels qui sont compris dans l'« Import Preferential Duty Act » qui vient à expiration en novembre. En revanche, l'Irlande n'a acquis que des avantages dérisoires auprès de 2 ou 3 Dominions.

C'est sans doute la conscience de cet état de chose qui a décidé les fermiers à s'unir en une « organisation nationale pour la défense de leurs intérêts », dont les fondements furent jetés au cours d'une réunion plénière tenue à Dublin le 15 septembre. Sept comtés cependant s'abstinrent d'adopter la motion par loyalisme envers le Gouvernement.

Politique industrielle maintenant : l'Irlande compte actuellement 140.000 employés et 700.000 personnes vivant de l'industrie, sur une population de 4 millions d'habitants. Or le chiffre officiel des « unemployed » est d'environ 78.000 à 80.000. Il se serait sensiblement accru depuis la dernière législature : le compte est d'ailleurs difficile à faire, car sur les registres des « Employement Exchanges » n'étaient portés, sous le précédent gouvernement, que les ouvriers assurés.

Cependant une grande activité est déployée en ce domaine. Déjà certaines industries sont remarquablement prospères : celle de la chaussure, du sucre, etc. — Signalons aussi les efforts faits pour débarrasser Dublin de ses « slums » (quartiers misérables) et pour procurer un logement sain aux travailleurs : le gouvernement a autorisé un emprunt de 5 millions de livres dans ce but. Il reste néanmoins une question importante à régler, celle des chemins de fer. Ils occupent 12.000 ouvriers ; c'est donc environ 50.000 personnes qui dépendent d'eux pour leur existence, plus 35.000 actionnaires. Or les chemins de fer menacent ruine, à raison de la concurrence des « bus » et autres moyens de transport.

Mais d'où le Gouvernement tire-t-il l'argent nécessaire pour promouvoir toutes ces entreprises et parer aux difficultés financières des fermiers qui constituent comme autant de petits déficits locaux ? D'abord il a commencé par inscrire au budget 6.500.000 livres de plus, et a cherché à balancer cette dépense par l'augmentation de l'impôt sur le revenu, et par le réajustement des salaires des employés ou fonctionnaires civils et des instituteurs. Ces dernières mesures naturellement ont rencontré l'opposition des intéressés. Plusieurs commissions ont été mises sur pied pour enquêter sur les possibilités réelles de cette « taille » (*salaries cut*). Ensuite, le 5 août, il a déposé devant la Chambre un *Emergency Bill* de 2 millions de livres, à employer au mieux des intérêts agricoles et industriels du pays, par le Conseil Exécutif, durant la

vacance de la Chambre. On voit le procédé : le Gouvernement supplémente au moyen de prêts, bonus, secours gratuits, les cultivateurs ou ouvriers en détresse, et, pour combler le gouffre ainsi creusé, il fait des recoupements sur la fortune des industriels ou des fonctionnaires. Mieux encore, l'incapacité où la plupart des employeurs sont, par suite de la lutte économique, de gérer avec profit leurs entreprises, invite l'État à prendre leur place et à s'établir le gérant universel de toutes les affaires, grandes ou petites. De là à l'étatisme et au socialisme il n'y a qu'un pas, mais il paraît que les Irlandais ne franchiront jamais ce pas (bien que le communisme ne soit pas tout à fait absent de chez eux). Toujours est-il que ce serait fausser la situation que de représenter M. de Valera sous les traits d'un dictateur trouvant l'occasion bonne pour accroître l'influence de l'État. La vérité, c'est que l'Irlande cherche à se passer du marché anglais et des manufactures anglaises. Dans la lutte engagée, c'est l'adversaire qui aura le plus de ressources nationales, ou qui saura le mieux les utiliser, qui l'emportera. En ce moment donc l'Angleterre et l'Irlande marchent sur deux lignes parallèles, se développant chacune dans son propre sens. Ce coude à coude durera-t-il, ou les deux rivaux finiront-ils par se rencontrer et par s'entendre ? C'est la question dont nous voudrions étudier les termes pour finir.

Trois solutions du conflit sont possibles *a priori*.

1) Arbitrage. — L'arbitrage, au sein du Commonwealth, a été précisé à la Conférence Impériale de 1930. Il exige l'agrément des deux partis, qui se déclarent d'avance liés par la décision. Le tribunal se compose de quatre membres et d'un président. Les membres sont choisis moitié par chaque État-Membre, les deux premiers parmi des personnalités juridiques ou gouvernants du Commonwealth, les deux derniers *ad libitum*, mais dans le sein du Commonwealth. Et cette loi vaut aussi pour le Président, qui est nommé par les quatre membres susdits. Le

tribunal constitué est donc un tribunal d'Empire. M. de Valera soutient qu'ainsi composé il ne fournit pas les garanties d'impartialité suffisantes. D'où pas d'entente possible sur ce point.

2. Négociation sur la base de la situation actuelle, c'est-à-dire l'Irlande continuant à retenir les annuités, et le Gouvernement Anglais continuant à percevoir les taxes sur les importations irlandaises. Solution qui paraît également impossible actuellement.

3. Négociation sur la base du Statut primitif : l'Irlande reprenant les paiements, et l'Angleterre abandonnant les tarifs. C'est cette dernière solution qui a fait l'objet de l'examen des deux gouvernements peu après le début des hostilités. Cependant elle se heurte à la déclaration formelle et constante de M. de Valera, qu'il ne verserait pas un penny tant que l'Angleterre n'aurait pas prouvé qu'elle y a droit. N'y a-t-il pas cependant un moyen terme possible ? Ce moyen terme, M. de Valera a cru le trouver dans le versement provisoire des annuités à une banque internationale, où elles resteraient consignées jusqu'au règlement du litige. Cette proposition fut faite par M. de Valera au Gouvernement Anglais, qui a opposé un refus formel et qui exige d'abord les Annuités.

Ainsi toute issue à la présente crise paraît fermée. Une fois de plus l'Irlande se trouve en face d'un problème qui est pour elle un problème de vie ou de mort.

Fr. Vincent-Marie Pollet, O. P.

Septembre 1932.
Tallaght (Co. Dublin).

I

ésolutions de l'Assemblée des fermiers irlandais en date du 15 septembre 1932

Voici le texte des résolutions qui ont été adoptées à l'as-mblée générale de fermiers tenue à Dublin le 15 septem-re (Sept Comtés s'abstinrent) :

1) Nous condamnons la politique « hargneuse » (Jingo olicy) du Gouvernement, et nous nous adressons à lui pour u'il fasse immédiatement des démarches pour nous rendre os marchés d'outre-mer et nous y obtenir les préférences uxquelles nous devrions avoir droit.

2) Nous avertissons le Gouvernement que, dans la situation ù nous sommes présentement, nous ne pouvons trouver 'argent pour payer baux et annuités, et nous lui deman-ons de distribuer les charges créées par sa politique entre es diverses classes de la société.

3) Nous faisons profession de défendre la liberté indivi-uelle et la propriété individuelle, et nous rappelons au Gou-ernement que le marché national ne peut être développé et mélioré en dissipant nos ressources, en causant la fuite des apitaux et en appauvrissant le pays.

II

Discours-programme de M. de Valera

Discours prononcé par M. de Valera à Kilkenny, le dimanhe 11 septembre (Extraits) *:*

Peuple de Kilkenny, ou plutôt je devrais dire : beaux par-eurs et théoriciens, critiques, gens insensés qui vous occu-

pez des affaires des autres, puisque nos voisins prétendent que ce sont là les seuls soutiens du Gouvernement... Mais est-il vrai que vous êtes tous des théoriciens ? Ceux qui ont soutenu le mouvement national dans le passé étaient toujours baptisés de tels noms par ceux qui ne comprenaient pas le but qu'ils poursuivaient, ou par ceux qui ne voulaient pas voir ce but. Je me souviens du temps — c'était en 1917 — où le premier meeting pour les élections se tenait ici. Comme nous faisions campagne en pleine rue, il y eut des adversaires du Sinn Fein qui se mirent à crier : « Rainbow chasers » (1). Je vois encore ces mots sur les placards. Nous étions alors des « rainbow chasers »; aujourd'hui nous sommes « gens impossibles », et nous sommes « des théoriciens ». Nous n'avons pour soutiens que les gens qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas... (*Interruption* : C'est pour ce soir la réponse.) Je pense que vous êtes ici ce soir par désir de vous occuper de vos propres affaires, pour sauvegarder vos intérêts dans l'avenir. Chacun de vous est intéressé à la prospérité du pays et au succès des affaires de son voisin.

Quand le parti de Fianna Fail fut fondé, il fut fondé pour un objectif bien déterminé, et cet objectif était de réunir les forces dispersées et divisées, comme résultat des tristes années qui suivirent l'acceptation du Traité. Nous nous mîmes à rassembler ces forces, leur demandant d'oublier le passé et de réaliser qu'elles étaient actuellement divisées. Qu'une partie des citoyens gêne ou ferme la voie à l'autre, et il ne saurait y avoir aucun progrès d'aucune sorte. Nous cherchâmes à les unir sur cette base que le peuple de cette île avait le droit de se gouverner lui-même sans ingérence étrangère aucune, sur la base que les ressources de ce pays seraient exploitées au bénéfice du peuple irlandais et non au bénéfice du peuple d'outre-mer, et qu'elles seraient consacrées à donner un honnête train de vie aux gens nés dans cette île.

(1) Littéralement : des gens qui courent après des arcs-en-ciel — comme nous disons : prendre la lune avec les dents.

le sorte qu'ils n'aient pas, dans le futur comme dans le passé, à émigrer pour gagner leur vie.

Ce programme, après avoir été poursuivi avec patience pendant des années, finit par l'emporter, et il reçut l'appui de la majorité aux dernières élections.....

Nous avons entendu dire que l'intimidation se répand et que le crime sévit en ce pays. Je crois que si l'on examinait les statistiques de la criminalité, on trouverait un moindre pourcentage pour l'Irlande que pour les autres nations civilisées, et que, au total, vous êtes dans une position bien différente de celle qui existait sous nos prédécesseurs. Ceux-ci, durant les dernières élections, disaient autour d'eux que si Fianna Fail arrivait au pouvoir, un homme ayant une demi-couronne dans sa poche ne serait pas en sécurité. C'est faire injure au pays que de prétendre qu'une telle éventualité était en perspective. Encore une fois, je vous le demande, où y a-t-il intimidation ? Pensez seulement aux dernières élections, où des résultats importants étaient en jeu, où des antagonismes sérieux étaient en présence, — ces meetings électoraux se tinrent dans l'ordre. Je doute que, dans aucun autre pays du monde, pour de tels intérêts on eût discuté aussi pacifiquement que dans ce pays. Dès lors, que signifie ce mot d'intimidation ?...

Nous avons été accusés récemment d'agir d'une façon étrange, parce que nous nous opposions à la formation d'un nouveau corps qui se vouait à la défense du Gouvernement et du bien public. Le Gouvernement n'a jamais demandé pareil appui, pour la raison qu'il n'était point nécessaire. Aucune force de ce genre n'est nécessaire. Les forces existantes sont plus que suffisantes...

Nous n'avons besoin d'aucune force — d'un caractère militaire, s'entend — excepté de celles pour lesquelles on peut répondre immédiatement et qui obéiront aux ordres du présent Gouvernement. J'insiste là-dessus parce que la formation du nouveau groupe a encouragé les opposants. Il y a, de l'autre côté de l'eau, des gens qui attendent patiemment dans l'espoir que la situation présente se développera de telle sorte qu'ils sortiront de leurs difficultés. Ils espèrent — contre toute espérance — que les brandons de guerre civile ne sont pas complètement éteints, les anciens antagonismes pour-

raient revivre et rendre le Gouvernement impuissant à prendre les mesures d'ordre nécessaires pour protéger les intérêts de ce pays contre la menace anglaise actuelle. Il est intéressant de lire les journaux anglais en ce moment, parce qu'ils montrent clairement ce que les Anglais voudraient bien croire. Ils voudraient pouvoir penser que dans un mois ou deux, les tarifs auront pour résultat d'arrêter la vie économique dans ce pays. Je ne pense pas qu'aucun de ceux qui m'écoutent ait peur de cela. (*Cris :* Non !)

Le refus des « Land annuities »

Aux élections, Fianna Fail avait promis que les cinq millions trois quarts de livres des « Land Annuities » ne seraient pas envoyés annuellement à l'Angleterre jusqu'à ce qu'elle ait prouvé son droit à en recevoir un penny. Nous déclarâmes que le Peuple Irlandais avait un titre à cet argent, qu'il était nôtre, et que l'Angleterre au contraire n'y avait aucun titre. Nous gardâmes donc l'argent et refusâmes de le verser. Nous nous tenions prêts à faire examiner nos droits par un tribunal impartial, mais nous insistâmes pour que le tribunal fût vraiment impartial. Un arbitrage fut suggéré, et nous acceptâmes l'arbitrage. Nous étions prêts à accepter un règlement par arbitrage, mais les Anglais voulaient que le tribunal d'arbitrage fût constitué d'une certaine manière.

J'ai vu récemment dans les journaux une lettre suggérant que je refusais d'accepter l'offre d'un tribunal composé d'Irlandais. En fait le tribunal proposé ne pourrait être composé entièrement d'Irlandais, puisque, selon les suggestions faites, ce serait un tribunal dont deux membres sur cinq auraient à être choisis hors d'Irlande et hors d'Angleterre et pris dans quelqu'un des Dominions. Le Président serait choisi dans les Dominions, les deux partis ayant à s'entendre sur son nom.

Notre ligne de conduite est celle-ci : Nous sommes prêts à admettre l'arbitrage, mais nous ne sommes pas prêts à admettre une restriction dans le choix de nos représentants, et dans celui des délégués de chacun des deux pays en général.

Nos adversaires prétendent que, si nous avions le vouloir de conclure, nous en aurions le pouvoir. Il est étrange que, alors qu'ils avaient dix ans pour le faire, ils ne l'ont point fait eux-mêmes. Pour notre part, nous ne voyons aucune indication chez les hommes d'état anglais qui nous permette de croire, comme nos adversaires voudraient nous y induire, qu'ils sont faciles à manœuvrer.

Si vous voulez faire prévaloir vos droits dans la matière, vous devez être prêts à combattre pour ces droits. Vous avez à être prêts à faire les sacrifices que l'autre parti vous oblige à faire. Il n'y a pas moyen de sortir de là. Ne l'oubliez pas. Si vous voulez éviter la situation que l'Angleterre peut créer, il y a un moyen de le faire : « versez l'argent ». Si vous vous y refusez, alors soyez préparés à vous défendre selon toutes vos ressources, et plus vous serez constants et résolus, plus il vous sera facile de faire ce bon marché qui, vos amis vous en préviennent, est à vos portes. Mais vous n'êtes pas des insensés, j'en suis sûr. De quel marché s'agit-il ? Croyez-m'en, il n'y a pas de marchés qui courent les rues comme cela. Je l'ai dit, la seule alternative est de retenir l'argent jusqu'à ce que l'Angleterre ait prouvé son droit sur lui...

[*Après avoir exposé les réformes agricoles et industrielles en cours, M. de Valera termina par cette péroraison :*]

Appel au Pays

Mettons-nous-y tous ensemble. La première chose à faire quand le Gouvernement demande votre appui est de vous porter tous ensemble dans cette direction. Ce n'est pas le temps des divisions. Le présent Gouvernement est le leader naturel du pays. Vous l'avez élu, aussi devez-vous faire prospérer sa politique, aussi devez-vous assurer son succès en vous serrant derrière lui. Ne nous parlez pas de « défaite » ou de « reddition ». Le jour où les Anglais sauront qu'ils ont affaire à un peuple uni, ils changeront de tournure d'esprit. Ils espèrent en ce moment que vous allez faiblir, que les brandons de guerre civile ne sont pas éteints. Montrons-

leur qu'ils sont consommés entièrement. Montrons-leur que nous sommes déterminés une fois pour toutes à être libres économiquement, et que nous allons mettre à profit les circonstances présentes pour hâter l'œuvre de reconstruction plus encore que nous ne l'aurions fait en d'autres circonstances. Ne laissons pas faiblir nos courages. Après tout, ce n'est pas la première fois que nous allons à la bataille. Vous avez eu à lutter pour la « terre », vous avez eu à lutter pour votre indépendance politique, et vous avez été partout vainqueurs. Faites attention maintenant à ne pas vous laisser battre par couardise. Aux jeunes je dis ceci : Il y a seulement une voie sûre, convenable, ouverte à présent : et c'est de donner votre appui loyal au Gouvernement qui est actuellement en train de combattre le combat de la Nation.

(Le discours de M. de Valera avait duré une heure et demie.)

LES LETTRES ET LES ARTS

JEAN MORIENVAL. *Le centenaire d'un petit romantique.*

Regnier-Destourbet, compagnon de jeunesse de Lacordaire.

OLIVIER LEROY. *Andrew Marvell.*

Un curieux puritain.

P. HENRI SIMON. *Une page oubliée d'E.-M. de Vogüé.*

A propos du « *Monde sans âme* ».

MAURICE BRILLANT. *Jean Cras.*

Amiral et musicien.

Le centenaire d'un petit romantique

Quelques notes du grand harmonium romantique ont été mises en jeu par Regnier-Destourbet, qui mourut jeune encore, voici cent ans, le 23 septembre 1832. Les milieux de bibliophiles le connaissent à cause d'un roman dont les trois éditions, mais surtout la première, sont recherchées : *Louisa ou les douleurs d'une fille de joie*, « par l'abbé Tiberge ». A cause de ce titre et de la signature, on a fait à ce livre une réputation équivoque : une simple lecture l'en a vite vengé. En réalité, Regnier-Destourbet, par sa pensée et son œuvre, mérite une petite place dans cette histoire du romantisme catholique que nul n'a jamais écrite. Si l'on se rappelle en outre qu'il est le même Regnier, compagnon des premières années de Lacordaire à Paris, on ne s'étonnera pas qu'à l'occasion de ce centenaire nous songions à saluer sa mémoire.

*
* *

Au cours de sa brève et vacillante existence, il avait voulu se faire prêtre, missionnaire ; il avait été magistrat, homme de lettres. Nous n'avons point ses confidences. Elles eussent bien curieusement reflété le trouble romantique, avec tous ses élans dans l'incertitude.

Né à Langres en 1804 ou 1805, d'une famille très religieuse, Hippolyte Regnier-Destourbet restait croyant quand Lacordaire hésitait encore; mais sa foi vacillante manquait d'énergie comme son caractère, et il ne sut qu'esquisser des ombres sur le mur.

C'est au lycée de Dijon qu'il rencontra Lacordaire; avec lui il fit son droit. Et leur amitié fut assez vive pour que, venus à Paris tous deux s'inscrire au barreau, ils eussent, 30, rue du Dragon, logis commun. Lacordaire a parfois fait allusion, dans sa correspondance, à ces temps qui furent tout de calme et de travail. « Son caractère, dit-il de Regnier (sans doute avec beaucoup d'indulgence), ne manquait pas d'analogie avec le mien, et leurs différences mettaient un charme de plus dans nos rapports. » On nous a raconté la fantaisie d'Hippolyte, débarbouillant le petit ramoneur Antoine pour en faire un valet de chambre, puis allant chercher à Saulles, son pays, tout proche de Bussières, le remplaçant Simon. De son côté, Regnier-Destourbet a laissé un témoignage impérissable, cette lettre, qu'ont citée tous les historiens de son grand ami, où il le montre méditant à genoux derrière un pilier de Saint-Germain-des-Prés. Voilà au moins une page de notre petit romantique qui reste immortelle!

***

Lacordaire entré au Séminaire en 1824, que devient Regnier? Ce qu'on nous en dit est confus et contradictoire. Les liens entre les deux amis ne furent pas rompus. Le frère d'Hippolyte, qui se fit tardivement prêtre et devint Mgr Joseph Regnier, chanoine honoraire de Reims, raconte une visite que tous deux lui firent au collège des Jésuites de Dôle. Mais dans le monde littéraire, Destourbet (au fait, pourquoi s'adjoignait-il ce nom

de Destourbet ?) mit plusieurs années à se faire une place. Il écrit des vers qu'il ne publie que dans des revues, semble-t-il. Son nom ne paraît guère dans les divers groupes en formation du monde des lettres (1).

Son début paraît être une brochure anonyme : *Renaud de Montlosier accusateur, ou les Jésuites et le Parti jaloux* (1827). Il y prend la défense des jésuites, ce qui est hardi pour l'époque. En 1828, il publie une *Histoire du clergé de France pendant la Révolution*, en trois volumes, et à la Bibliothèque catholique une *Histoire abrégée de la Constitution civile du Clergé*. Dans ces ouvrages, le sentiment chrétien domine assurément la valeur historique et le mérite littéraire. En ce temps-là on racontait, plus qu'on ne se documentait.

Est-il encore au séminaire, en est-il déjà sorti? Car il y fut. Le 27 juillet 1827, il écrit à son père pour lui faire part d'une décision surprenante, mais qu'il savait le réjouir : « J'aurai en vain essayé de toutes les professions, une seule me convenait parce que Dieu m'appelait à une seule... » Le barreau, la magistrature, les lettres, rien ne peut le satisfaire : « Alors s'est présentée à moi cette idée que je ne serais heureux qu'en me consacrant au service de Dieu, dont la beauté et l'amour ne changent pas... » Il jette ce cri qui mérite de demeurer : « Il me fallait la présence continuelle des autels de Jésus-Christ... »

Entre-t-il à Saint-Sulpice? Jules Janin, qui fut son ami, qui le disait « poète dans le fond de l'âme », le raconte... Et il prétend l'avoir vu « un jour de fête carillonnée, un jour de Pâques, à Saint-Sulpice, qui servait d'acolyte au prêtre officiant ». « Si calme était son atti-

(1) Le fameux recueil, *Les Annales Romantiques*, ne l'accueillit qu'en 1832. Il n'est pas de la bataille d'*Hernani*, mais Pontmartin le cite à la première de *La Tour de Nesle*.

tude, ajoute Janin, et si recueillie en Dieu son humble démarche, qu'il eût été impossible de reconnaître le brillant et éloquent semeur de paradoxes... » Oui, mais Mgr Regnier nous dit qu'Hippolyte entra au Séminaire des Missions Étrangères ; bien que son récit soit fort confus et parfois erroné, ici nous l'en devons plutôt croire.

Le certain, c'est que Regnier-Destourbet ne persista point dans sa vocation. Il revint au monde des lettres. C'est peu après, semble-t-il, qu'on doit placer sa courte carrière dans la magistrature. Le président Séguier, selon Mgr Regnier, le fit nommer juge-auditeur dans le ressort de Paris. D'autres biographes le font siéger, qui à Langres, qui à Châlons-sur-Marne : comme il ne fut pas plus longtemps magistrat que séminariste, deux au moins se trompent. Que de légendes autour d'une courte vie !

***

Après cette tentative, il est définitivement homme de lettres. Tellement, qu'il est livré aux besognes. Sous le pseudonyme d'Eugène de Palman, il donne une *Histoire de tout le Monde* (1829) en trois volumes, avec la collaboration, pour le dernier, de Charles Rabou ; ce grand titre ne couvre qu'un roman où têtes frivoles et têtes sages s'opposent. L'industrie des faux mémoires florissait alors, et on lui a attribué ceux qui furent publiés en 1830 sous le nom de Mme de Pompadour. Mais Quérard leur donne pour véritable auteur M. Scipion Marin. On lui prête encore, et peut-être à plus juste titre, une plaquette signée : « Docteur Reter de Brighton », et qui s'intitule *Manuel Populaire de la Méthode Jacotot, ou application simple et facile de cette méthode à la lecture, l'écriture, l'orthographe, les langues*, etc., dédié aux pères de famille. La méthode Jacotot était alors la plus bruyante invention

d'une sorte d'industrialisme de l'éducation, répandu au cours de la première moitié du siècle.

Ceci donné pour la matérielle, il écrit pour son plaisir littéraire des « scènes historiques » selon la mode du temps (*Les Barricades*, de M. Vitet, en restèrent le modèle) ; *Les Septembriseurs* (1829) suite de tableaux sur la Révolution, où paraissent Danton, Robespierre, etc. ; *Les Girondins* (1832), issus de la même veine. Il a deux années d'activité étonnante. Au théâtre de la Porte-Saint-Martin, il triomphe avec *Napoléon*, ou *Schœnbrunn et Sainte-Hélène*, drame écrit en collaboration avec Dupeuty. Le cirque célébrait déjà l'empereur mort par de grandes parades, mais au théâtre c'est la pièce de Destourbet qui donne le signal d'une grande évocation de l'épopée. Le *Napoléon* d'Alexandre Dumas ne viendra que quelques mois après. *Schœnbrunn et Sainte-Hélène* a un gros succès, qui dure un an. L'acteur Gobert, qui fait l'Empereur, le reste sur les boulevards, après sa création. Notre auteur, fort encouragé, écrit vite une *Charlotte Corday*, qui est jouée à la Comédie-Française le 23 avril 1831 : cinq actes en prose. Ils ont un succès honorable, bien que jugés sans art. Par le côté familier où l'on aborde l'histoire romanesquement arrangée, la pièce marque un pas dans l'évolution du drame. Si la postérité s'en moque avec raison, en son temps elle eut son petit rôle.

En même temps qu'il travaille pour le théâtre, il écrit des romans : *Louisa*, le seul qui soit resté, a deux éditions en 1830 (deux vraies, et non pas des éditions comme celles des premiers poèmes de Hugo), l'une in-12 avec des illustrations de Tony Johannot, l'autre in-18 (il y eut une 3e édition en 1860). *Louisa* était signée du pseudonyme : abbé Tiberge, qui retint l'attention et les curiosités. En 1831 paraît *Charles II ou l'Amant Espagnol*, roman historique en quatre volumes (du texte très espacé des cabi-

ets de lecture), et *Un Bal sous Louis-Philippe*, signé ncore : abbé Tiberge. On cite enfin un court récit oral : *Sophie*, qui n'a paru que dans une revue. De egnier-Destourbet comme de beaucoup d'auteurs, il tiste de l'inédit. On recueillerait dans les journaux et vues la matière d'une bonne bibliothèque, car ce qu'on publié en volumes n'est pas nécessairement le meilleur.

J'ai cité sans terreur *Louisa*. Ce n'est pas une audace, en que, sur ce titre, les impurs, les partisans de l'art our l'art se soient scandalisés. Le bon Édouard Fournier, açant Regnier-Destourbet dans la galerie de ses *Souvers Romantiques*, déclare qu'il n'ose pas en écrire le sous-tre. On a mieux encore avec Théophile Gautier : comentant un vers de Wordsworth qu'il avoue être le seul u'il ait lu, il s'étonne :

> Il servait d'épigraphe, et c'était bien étrange!
> Au chapitre premier d'un roman, *Louisa*,
> *Les Douleurs d'une fille*, œuvre toute de fange,
> Qu'un pseudonyme auteur dans *L'Ane mort* puisa.

« *La fange* est là pour la rime », a pris soin de corrir Asselineau, qui reconnaît la valeur morale du livre, qui déclare : « Regnier-Destourbet était une âme pure calme. » L'auteur de *Mademoiselle de Maupin*, fort peu alifié pour en juger, cédait tout bonnement au préjugé. n'avait pas lu *Louisa* plus que les poèmes de Wordsorth.

Le roman de Regnier ne doit à *L'Ane mort et la mme guillotinée*, le roman de Jules Janin, que quelques ntaisies de la forme, des arabesques, des caprices à la erne (1), un abus de la gentillesse voulue, élégances

1) C'est l'équivalent des fioritures qui garnissent les vignettes nantiques. Hugo, pesant, en fit ces chapitres en hors-d'œuvre qui ombrent ses illisibles romans.

assurément très fanées. Il est fait à la mode de son temps Nous ne le disons pas irréprochable. Quant à la pensé catholique, par exemple, quelques lignes devraient êtr corrigées ou effacées, à condition toutefois de les interpré ter étroitement. La morale n'est nulle part atteinte. O nous raconte, fort chastement, la lamentable histoir d'une jeune fille qu'un séducteur a abandonnée et a jeté à la rue. Un jour elle a donné son argent à une pauvresse un individu qui l'exploite la maltraite. Et voici que pass le jeune Albert : c'est un tout honnête garçon, charman et pur, en qui nous reconnaîtrions aisément un membr de la Société des bonnes lettres. Cette femme que l'o bat, il la défend ; il l'enlève des mains du brutal ; il lu procure, en tout bien et tout honneur, un asile pour l nuit ; et, satisfait de sa bonne action, il s'en va tout joyeu retrouver sa fiancée.

Tous deux, grâce à la sœur Rosalie qu'on fait interve nir, obtiendront que Louisa soit accueillie dans un cou vent, afin qu'elle puisse reprendre la bonne voie. Mai cette Louisa s'est prise d'amour pour son sauveur ; afin d le revoir, elle s'enfuit, retombe à la rue, devient quasi foll et finit par se jeter d'une fenêtre. Elle a le temps de s reconnaître, et meurt pieusement en demandant pardo à Dieu. L'enterrement a des détails fort romanesques, e on nous laisse sur cette phrase : « — A une autre, diren les fossoyeurs. »

Ouvrage terriblement romantique par bien des point et par le sujet même, c'est entendu, mais moral et chré tien. Il montre le danger des amours légères ; il soulign que le relèvement et le pardon, toujours possibles, ne l sont que dans la pénitence consentie. Enfin, une phras revient deux ou trois fois, qui blâme l'imprudence géné reuse d'Albert : « Hélas ! je le répète, dit le héros lu même, il est bien dangereux de s'intéresser à une femm

quelle qu'elle soit. » Cette leçon, cette vérité dure, n'est-elle pas inattendue, et savoureuse sous une plume romantique? Sa signification, dans le cas où elle s'applique, est-elle vulgaire? Un tel livre, que l'auteur souhaitait voir lire par une sœur hospitalière, par des dames de charité, n'est pas un ouvrage de collège ; mais il pourrait être utile à des étudiants. On nous excusera de nous être attardé à l'analyser en raison de l'intérêt qu'il présente, car il est émouvant encore.

Signalons cette particularité. Tous les chapitres sont ornés d'épigraphes, pittoresques et singulières : c'est encore la mode du temps. En tête du chapitre XVII, nous trouvons celle-ci : « Les marchands, autrement dit les huîtres de la rue Saint-Denis », signée Henri La Cordaire, en deux mots. On pourrait y voir un nom à la romantique, comme Maquet devint Mac-Keat, mais il est possible que ce ne soit qu'une fantaisie du typo, si ce n'est, comme le texte même, une allusion à quelque souvenir de jeunesse. Cette citation est un signe de l'union de pensée que Regnier gardait avec son ami devenu prêtre, si loin que sa vie fût entraînée par une production littéraire intensive.

A cause de son titre, à cause de la signature : Abbé Tiberge, qui évoquait *Manon Lescaut,* et de la légende d'échappé de séminaire dont on entourait l'auteur, on prit *Louisa* pour un mauvais livre : on jugea de même *l'Honnête Femme* de Louis Veuillot. Il est toujours curieux de voir les partisans de la morale libre se voiler la face dès que certains sujets sont abordés avec l'austérité et la virilité de la morale authentique.

*
* *

Avec toute la littérature, Destourbet collabore au *Livre*

des Cent et un, cadeau généreux que font les écrivains à l'éditeur Ladvocat pour le sauver de la ruine. Le chapitre qu'il y donne est un de ses derniers écrits publiés. En août 1832, il tombe malade, d'une de ces fièvres ataxiques que le choléra laissait à Paris. Il habitait alors à l'hôtel de Londres, place de l'Estrapade. « Pendant les six semaines de son extrême langueur, dit Mgr Regnier, il eut le temps de me faire voir le fond de l'abîme où tant de jeunes aveuglés s'empressaient à descendre. Il appelait un péché grave contre le sens commun la fureur qui porte un jeune homme à quitter les routes battues pour se jeter dans les aventures littéraires... » Voilà de la sévérité, mais nous ne le blâmerons pas d'envier à pareille heure ceux qui, plus patients et constants que lui, avaient su très tôt se débarrasser des vanités. Lacordaire vint lui apporter les dernières consolations. Mgr Regnier nous a conté la scène : « — Henri, soupirait Hippolyte, dites-moi si je vais mourir ? — Mon cher frère, répondit Lacordaire, retenant l'émotion dont sa voix était pleine, vous allez vivre plus que jamais. » Le pauvre agonisant comprit : « Mon Dieu, mourir si jeune !... » Ce fut sa seule plainte. Il dit à Dieu son dernier mot ; c'était son action de grâces... »

*
* *

De cet écrivain « aimable, gentil, fin, ingénieux », comme le qualifiait Charles Asselineau, Jules Janin disait en 1834 : « Qui songe à lui à présent ? qui se rappelle ses folles bouffées de joie et ses longs accès de tristesse, et ses heures d'enthousiasme religieux et de dévotion catholique, apostolique et romaine ? » On le croyait oublié déjà. Son nom s'est transmis pourtant au travers du siècle, tant par l'équivoque créée autour de son livre principal que par la justice de ceux qui savent lire. Plus touchante, son

ombre est demeurée dans le sillage de Lacordaire. Il semble utile aujourd'hui de le situer, tout en le vengeant de suspicions plus aventureuses que sa carrière même. Ce n'est pas qu'on veuille le grandir, ni le glorifier : L'homme fut vacillant, l'écrivain n'a pas mûri. On doit simplement constater que *Louisa* est digne de demeurer parmi les meilleurs des romans qui subsistent, dans la période antébalzacienne au XIXe siècle ; que la pensée qui l'anime s'oppose utilement à certains thèmes de Hugo et de Dumas fils.

Par l'ensemble de son œuvre, Regnier-Destourbet a fixé sa silhouette dans le peuple romantique. Et quant à ceux qui préféreraient méditer sur sa vie, n'ont-ils pas de quoi creuser exercice ?

JEAN MORIENVAL.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Andrew Marvell

Notre temps fiévreux, tout occupé de son présent, si inquiet de son avenir, trouve encore le loisir de scruter inlassablement le passé. Jamais, en des époques paisibles (en fut-il vraiment ?), on ne vit tant de travaux érudits, d'aussi compacts et d'aussi informés, sur des choses, des hommes qu'on aurait crus ensevelis. On dirait, devant cette ardeur, cette patience et ce soin, que l'humanité, sachant ses jours comptés, s'évertue à dresser en hâte le bilan de ses richesses.

Beaucoup — beaucoup plus qu'on ne croit — aiment ces gros livres prometteurs, ces traités, ces monographies, littéraires, historiques ou d'histoire littéraire, dont on parle moins que du dernier roman mais qu'on loge prudemment sur un rayon à portée de la main, et qu'on relira, et qu'on consultera, quand le dernier roman s'offrira au rabais dans la boîte du bouquiniste. C'est bien connu d'ailleurs, les éditeurs le savent; le petit livre n'est pas en vogue; la brochure est invendable. On veut des ouvrages denses, « exhaustifs », on recherche le travail qui « annule » les tâtonnements antérieurs et qui, en somme, malgré son poids, malgré son prix, est pour l'esprit comme pour la bourse le plus économique. On a raison.

A cet idéal sensé et intrépide répond exactement le maître livre de M. Pierre Legouis sur Andrew Marvell (1), livre excellent, riche de détails et de vues générales, et où la probité poussée jusqu'au scrupule ne saurait cacher le talent de l'auteur qu'à des regards superficiels; livre qui fera la joie de tous ceux dont l'estomac est assez robuste pour préfé-

(1) *André Marvell, poète, puritain, patriote (1621-1678)*, Paris, Didier, in-8, XI-514 p.

er aux pilules légères des biographies romancées un repas plantureux où chacun prend le plat qui lui plaît et s'y rassasie librement.

Le festin qu'offre à ceux-là M. Pierre Legouis comprend trois services : en Marvell, il distingue le poète, le puritain, le patriote — triple allitération qui eût réjoui ce fantaisiste.

Fantaisiste, un puritain ? — Pourquoi pas ? Un puritain n'est pas nécessairement ce qu'imagine maint Français de bonne culture. Le passager du *May Flower*, ou le pèlerin de John Bunyan : de noir vêtu, ton nasillard, chapeau en pain de sucre et, sous le bras, une bible à fermoirs, est un type facile, donc populaire, et pas si faux, d'ailleurs, dans sa facilité : il faut de ces images pour classer les idées. Il en est d'autres pourtant, plus aimables et plus composites, le Milton de *l'Allegro* par exemple, ou son père, le *scrivener* mélomane et humaniste, ou même encore ce sévère partisan, le colonel Hutchinson, si tendrement dépeint par sa veuve, avec ses dents bien rangées, « blanches comme l'ivoire le plus pur », ses cheveux bruns, souples, épais et bouclés, et qui, tout ardent qu'il soit à scruter l'Écriture, aime les belles estampes, l'escrime, la danse et la chasse au faucon, joue de la viole et soigne ses jardins savamment complantés pour le plaisir des yeux et de la table.

Ainsi Marvell. Il va même plus loin. Sa plume ne craint pas le libertinage, voire la gravelure. Mais il est, à ses heures, un vrai, un grand poète, parfois étrangement précurseur. Ici, « méditant parmi les oiseaux et les arbres », il annonce le Wordsworth mystique et panthéiste :

> « Et peu s'en faut maintenant que je ne devienne
> Volatile ou plante :
> Qu'on me donne seulement des ailes
> Et aussitôt je volerai dans l'air. »

Là, c'est une note keatséenne qu'il frappe, d'une curieuse sensualité, et qu'on n'entendra plus, pendant près de deux siècles, avant que John Keats, sous le prunier du jardin de Hampstead, n'exhale son *Ode au Rossignol* :

> « Puis, languissant d'aise, je m'agite
> Sur une couche gonflée de mousse veloutée,
> Tandis que le vent frais qui traverse les rameaux
> Caresse d'air mes tempes qui battent.
> Merci de ce repos, ô vous, bancs de mousse,
> Et vous, frais zéphirs, merci... »

Au temps des jardins tarabiscotés, où le comble de l'art est de cacher la nature sous les rocailles, les jets d'eau, les fontaines truquées, les statues, les verroteries multicolores — « où le soleil puisse se jouer », dit Francis Bacon, qui ne repousse pas ces « gentils artifices » —, Marvell est assez rousseauiste pour préférer — au moins à l'occasion — « la nature unie et pure ». L'homme pervers n'a pas corrompu que lui-même, il a tout perverti :

« Il a d'abord enclos dans le carré du jardin
Un étang d'air mort et stagnant,
Et pétri pour les plantes une terre trop riche
Qui les stupéfia tout en les nourrissant. »

Et alors :

« L'œillet devient double comme l'esprit de l'homme...
Avec d'étranges parfums celui-ci corrompit les roses,
Et il enseigne aux fleurs mêmes à se farder.
La blanche tulipe voulut rehausser son teint
Et apprit à se couvrir les joues de rayures. »

Un peu à fleur de peau, tout cela, c'est vrai. Ce naturiste, on l'a vu à l'instant, ne méprise pas les concetti, c'est un « baroque », un disciple de Donne, un poète « métaphysique »; mais aussi, comme il sait voir, quand il veut :

« Épiant à travers les noisetiers épais
L'œil luisant de la grive qui couve. »

et ce pivert qui

« De son bec examine bien
Quel arbre doit rester debout et quel autre doit être abattu;
Les bons, il les numérote et les entaille
Comme s'il les marquait à la hache. »

Il sait dépasser le détail et faire vivre un ensemble, créer une atmosphère; celle-ci, par exemple, où l'on sent passer la canicule :

« La sauterelle abandonne ses pipeaux,
Et les grenouilles, le jarret coupé, ne peuvent plus danser;
Mais dans le ruisseau la reinette va à gué,
Et les sauterelles recherchent les ombrages;
Seul le serpent qui jusqu'ici se terrait
Brille maintenant dans sa seconde peau. »

Parfois brutalement sensuel, ce puritain a pour la femme un mépris sarcastique. Dans le paradis miltonien, Ève, malgré sa trahison, malgré qu'elle soit un être « surnuméraire »,

est indispensable au bonheur de l'homme et à la beauté du monde. Pour Marvell, Adam n'a connu le vrai bonheur qu'avant la création de la femme :

> « Telle était la félicité d'Adam, dans le jardin
> Où il se promenait encore sans compagne;
> Possédant un lieu si pur et si suave
> De quel autre soulas pouvait-il avoir besoin?
> Mais c'était trop de bonheur pour un mortel
> D'errer là, solitaire.
> C'eût été deux paradis en un seul
> De vivre seul dans le paradis. »

*
* *

Poète lyrique, pamphlétaire et homme politique, ami et admirateur de Cromwell qui le fit secrétaire d'État, Andrew Marvell vit beaucoup de pays. Il visita, soit pour lui-même, soit en mission : la Hollande, la France, l'Italie, l'Espagne, la Russie, la Suède et le Danemark. Ses ennemis prétendent qu'il avait su rapporter de ces voyages les défauts propres à chaque nation.

Le 29 juillet 1678, en visite à Hull, dont il était député, Marvell mourut d'apoplexie. On parla de mort violente. Les uns désignaient le duc d'York ou le comte de Danby; les autres les Jésuites. Il vaut mieux accuser son médecin, qui le traita par les clystères et l'émétique, et le chargea de couvertures. C'était la quinine qu'il fallait à sa fièvre tierce. L'ignorance de son médecin eut au moins cet avantage d'épargner au député de Hull l'humiliation de devoir la vie à la poudre des Jésuites.

OLIVIER LEROY.

Une page oubliée d'E.-M. de Vogüé

Peu de jours après la rencontre du beau livre où Daniel-Rops dénonce la déspiritualisation du monde moderne et l'inhumanité d'une civilisation purement « machinique », le hasard d'une étude a mis sous mes yeux

une page écrite vers 1884 et dont, à quelque cinquante ans d'intervalle, la consonance est frappante avec le livre d'hier.

Il s'agit d'un article publié par le Vicomte de Voguë après un voyage en Russie et une visite au bassin minier du Donetz (1). Ayant décrit la dure vie des mineurs, hier libres cosaques de la steppe, aujourd'hui, au fond du puits, ouvriers de la plus inhumaine des tâches, il se demande s'il y a eu gain pour eux, et conteste que la civilisation industrielle se solde par « un accroissement de bonheur ». Toutefois, il n'a garde de la condamner. D'abord, à défaut du bonheur, elle donne plus de grandeur à l'homme :

« Développer plus de vie avec plus de peine, c'est notre loi, ce qui distingue l'homme de l'enfant, le civilisé du sauvage. Notre sensibilité peut maudire cette loi, notre orgueil peut s'en contenter. »

Ensuite, les dures tyrannies à quoi l'industrie moderne soumet l'homme sont appelées sinon à disparaître, du moins à s'atténuer, et cela grâce à deux remèdes, « l'un d'ordre scientifique, l'autre d'ordre spirituel ».

Le remède scientifique, ce seront les progrès de la science et de la technique, qui substitueront l'électricité à la vapeur, perfectionneront la machine et adouciront les conditions du travail industriel :

« Ici comme toujours, l'homme demande sa libération à qui ne peut la lui donner... Les vrais socialistes, ce ne sont pas les politiques, les discoureurs, les songe-creux : ce sont les modestes savants qui étudient dans leur laboratoire les secrets du transport de la force électrique et de sa triple transformation. »

Autres Prométhées, ils découvriront l'étincelle qui animera un monde nouveau, ils corrigeront « ce qu'il y a

(1) *Dans la Steppe de Donetz*, octobre 1884. Recueilli dans *Souvenirs et Visions*. Paris, Plon, 1887.

d'excessif dans le labeur moderne », ils apaiseront « la plainte légitime qu'il provoque ».

Mais le poids de ce labeur semblera encore trop lourd si le progrès technique ne s'accompagne d'une révolution spirituelle — et c'est ici que la pensée prend ampleur et intérêt :

« Ce qui m'effraie, écrivait Vogüé, dans la physionomie actuelle du travail, c'est ce trait purement utilitaire, ce je ne sais quoi d'implacable, de bas, de courbé vers la terre, qui avilit cette noble peine. Nous avons déchaîné des forces redoutables; épouvantés de notre création, nous nous humilions devant elle, nous ne voyons plus rien au dessus... Notre usine est triste, accablante, parce que nous ignorons sa poésie et sa prière. »

Vogüé souligne bien ici l'erreur de l'âge industriel, qui n'est point certes d'avoir inventé la machine — c'est là plutôt sa grandeur —, mais de l'avoir divinisée, d'avoir fait de son rendement l'unique nécessaire de la civilisation, de ses perfectionnements la formule même du progrès humain. Rien ne rappelle plus à l'homme sa fin spirituelle, il n'est plus de symbole « qui lui parle de sa destinée future, tout au moins de l'œuvre supérieure qu'il poursuit en ce monde ». L'écrivain évoque l'image de Paris contemplé d'un des ponts de la Seine :

« Regardez la ville du passé, là-bas, en amont de la rivière : des églises, des dômes, des flèches, des palais, des musées ; tout parle de Dieu, des rois, de justice, d'arts et d'idées symbolisées dans la pierre; bonne ou mauvaise, *cette cité a une âme*, une charpente sociale, une raison d'être. »

Et voici maintenant la ville neuve,

« un pêle-mêle confus de maisons semblables, des fabriques, de grands entrepôts, un caravansérail exotique pour les plaisirs de l'univers, et, seule chose qui monte, des cheminées d'usines haletantes sur tout le pourtour du ciel ».

La cheminée d'usine, la flèche du clocher, Vogüé

développe avec complaisance l'antithèse un peu banale, et conclut avec plus de force :

« Comme notre ville, nous souffrons de notre impuissance, *nous n'avons pas su dégager l'âme du monde nouveau...* Pour que la ville d'aujourd'hui ne s'écroule pas en nous ensevelissant sous ses ruines, il faut que son âme opprimée reprenne ses droits sur la matière, qu'elle trouve jour à son mouvement naturel, qui est de s'élever : dôme, flèche ou croix, je ne sais sous quelle forme, je ne sais vers quel point du ciel, mais il faut qu'elle monte. »

Saluons, en ces derniers mots, le symbolisme vague, l'idéalisme un peu confus, le dilettantisme sentimental qui transpercent à cette même date dans les *Essais de Psychologie contemporaine*. C'est, plus généralement, la marque de tous les esprits qui s'évadent alors des bassesses du naturalisme et des étroitesses du positivisme en suivant les nuées de la pensée renanienne. Ailleurs le style n'est pas dépourvu de cette facilité pompeuse, de cette rhétorique fluente qui le datent au millésime de 1880. Mais, sous ces vêtements d'un autre âge, qui ne sent combien les problèmes aperçus sont déjà les nôtres, combien les inquiétudes suggérées nous sont familières ? Loin de moi le projet ridicule de chercher une source au livre de M. Daniel-Rops : je vois trop bien tout ce que celui-ci, riche de nos expériences contemporaines, ajoute de nuances et d'harmoniques à une idée qui n'est ici qu'indiquée. Mais cette page, écrite à l'une des époques les plus brillantes du machinisme, en plein triomphe de la philosophie qui l'exalte, par un bon observateur des idées et des mœurs de son temps, ne paraît pas sans intérêt. La coïncidence des termes est assez frappante. Qu'on ait pu s'inquiéter, en 1884, de ce qu'une âme ne fût pas dégagée encore du monde moderne, qu'on ait dénoncé, ne fût-ce qu'en passant, l'insuffisance religieuse de l'âge industriel, voilà qui confirme, en la prévenant, la thèse du « *Monde sans âme* ».

P. Henri Simon.

Jean Cras

Les voix innombrables, infiniment diverses, émouvantes et confuses de la mer ont-elles le privilège d'inspirer les voix précises et ordonnées de l'orchestre, forment-elles pour l'artiste, qui va la modeler, une matière de choix ? En tous cas la marine nous apparaît quelquefois comme une serre chaude où germent les vocations musicales, et la paix méditative des longues croisières semble leur faire prendre conscience d'elles-mêmes et assurer leur volonté. Telle a été l'aventure de notre grand Albert Roussel et de l'excellent compositeur Antoine Mariotte; précédemment ce fut le cas de Rimsky-Korsakoff. L'originalité du contre-amiral Jean Cras, qui vient de disparaître, jeune encore, peu de temps, hélas ! après avoir obtenu son grade, et qui occupait sa bonne place dans la musique française, c'est de n'avoir point sacrifié l'appel de la mer à l'appel des Muses, mais d'avoir écrit toute son œuvre, et une œuvre considérable, en accomplissant une fort brillante carrière de marin. Il a excellé, sans que l'une fît tort à l'autre, dans ses deux vocations, qui lui tenaient également au cœur. Exemple d'un esprit fortement équilibré, marque d'une souriante et souple maîtrise. Nous avons pu constater l'accueil que lui faisaient les musiciens et l'estime que l'on donnait à son art, tout de franchise, de lumière, d'élévation sans emphase, de plénitude, de « sincérité » profonde, — fort consonant à l'homme exquis, à l'âme d'élite qu'il s'est toujours montré. Quant à son autre métier, nous savons, du moins, ce qu'en pensaient les marins; nous connaissions quelques-uns de ses beaux états de service; et nul n'ignorait qu'il avait fait la guerre, en Méditerranée, avec de grandes qualités de chef, avec un courage et une intelligence également tranquilles et lucides qui lui avaient mérité de flatteuses citations et un rapide avancement. C'est durant les premières années de la guerre, je crois, c'est du moins à bord du torpilleur qu'il commandait (avant d'être mis à la tête d'une escadre) que, dans l'incertitude et le danger, en vrai marin de France, il orchestra, aux heures de loisir, d'une main ferme, sans se soucier du destin, son drame lyrique de *Polyphème*, achevé déjà au piano; il le colorait ainsi, rencontre qui sans doute l'a vêtu

d'une plus mélodieuse poésie, au milieu de paysages pareils à ceux qui font le décor de la légende, sur les flots et sous le soleil qui ont bercé l'idylle tragique et rayonné autour d'un amour insouciant et d'un paisible désespoir.

Ce que nous savions aussi, ce que nous aimions et admirions chez Jean Cras — sans le séparer de l'amour, de l'admiration que pouvait inspirer son œuvre —, c'était la qualité de son âme et sa rare noblesse. Certes, il était musicien trop « pur » et homme trop bien né pour nous faire une confidence directe (de quoi toujours pâtit et la musique et la confidence elle-même). Mais, sans être dit, cela se sentait, fort aisément, dans tout ce qu'il écrivait et dans la façon dont il concevait son beau métier. On ne s'étonne point que, cherchant un guide, il ait élu Henri Duparc; à un élève, à un ami digne de lui, ce noble et fin génie n'a pu donner, avec le goût de l'honnête, savant et difficile travail, que des conseils fort élevés, sans doute joyeusement accueillis. Une sensibilité rare et frémissante, mais contenue, un lyrisme foncier — voilà qui est encore assez marin — enrichissant et humanisant l'œuvre qu'elles pénètrent toujours, n'en « dérangent point les lignes », n'en gâtent point le tour discret. Et cette discrétion nous rend l'homme et l'œuvre plus chers.

Pour mettre ces hautes qualités en valeur et les heureusement employer, Jean Cras avait reçu l'intelligence la plus nette, la plus ferme, la plus souple et la plus diverse (son ancien camarade au lycée de Brest, le charmant musicien Paul le Flem, Breton aussi, nous en a donné l'émouvant témoignage) et il s'était acquis une fort brillante culture. Au surplus, il appartenait à une famille remarquablement douée, où se montrent les mêmes dons artistiques et intellectuels et la même élévation. (Je note seulement que l'un de ses frères, M. Pierre Cras, a publié récemment dans *Vigile* des *Images de Don Bosco*, sorte de poèmes en prose, — on ne les peut guère nommer autrement, — fort originaux et d'une grande beauté) (1).

Son père était, à Brest, chef de musique des Équipages de la Flotte, et sans doute lui a-t-il légué le double amour de la musique et de la mer.

(1) Il y a peu de temps, l'une des filles de Jean Cras, déjà remarquable pianiste, a joué en première audition son concerto pour piano et orchestre.

La mer est présente, et elle forme de vastes et magiques décors chez Rimsky-Korsakoff, qui semble toujours en avoir gardé la nostalgie. On la voit moins chez Roussel, musicien extrêmement « pur », qui fuit les évocations trop littérales et craint surtout de mêler à la musique des éléments étrangers, mais on ne doute point qu'elle compte parmi les nourritures de son charmant génie et parfois on arrive à déceler sa présence et son action cachées. Elle paraît davantage chez un Jean Cras, dont elle fut la compagne perpétuelle et l'amour quotidiennement renouvelé, mais elle paraît sans insistance, comme on le devine, sans facile et faux pittoresque, sans littérature, sans déséquilibrer la musique. Elle a, dette d'amour à payer, soit inspiré directement, ou enveloppé de ses prestiges constants ses deux œuvres essentielles.

D'abord son *Polyphème*, écrit sur le poème d'Albert Samain, justement récompensé par le grand Prix musical de la Ville de Paris, joué à l'Opéra-Comique en 1922 et qui étendit sa réputation dans un plus large public (chez les musiciens c'était déjà chose faite). Le charme constant de l'orchestre et la fine couleur de son instrumentation, qui entourent le drame d'une poétique et lumineuse « atmosphère », sont tout pénétrés du mouvement, du parfum, de la chanson de la mer; les chœurs, profonds, légers, veloutés, les chœurs des nymphes, qui en forment une des parties les plus admirées, sont eux-mêmes une vivante décoration, née de la mer et des rives baignées par la mer classique. On a aussi unanimement goûté le rôle, exquis à la vérité, du petit Lycas, qui marque un autre aspect de l'homme et du musicien et révèle un coin délicat de sa sensibilité; cet amour et cette intelligence amicale des enfants se montrent aussi, avec une rare fraîcheur, dans une suite pour piano à six mains (*Ames d'enfants*), orchestrée ensuite, et on n'a pas besoin de lire la dédicace pour reconnaître qu'il évoque des émotions paternelles. Le défaut de *Polyphème* vient surtout du livret, — malgré ses qualités, — assez monotone, parfois un peu doucereux et qui n'est guère destiné pour le théâtre.

Débarrassé du texte — ce guide parfois tyrannique, — et, librement, n'usant que de la pure symphonie, Jean Cras a, dans une œuvre plus récente, traduit ses impressions et sa sensibilité de marin avec plus de puissance, de décision, de large simplicité, de mouvement, d'originalité. Cette suite d'orchestre, intitulée *Journal de Bord* et qui fut jouée aux

Concerts Pasdeloup en 1928, se divise en trois parties, selon les trois « quarts » qui jalonnent une nuit de navigation (*quart de huit à minuit*, temps de houle et ciel nuageux ; *quart de minuit à quatre heures*, les flots apaisés, la sérénité du clair de lune; *quart de quatre à huit heures*, l'aube heureuse, la terre qui approche et la joie de courir droit au port, où l'on se retrouve). Tout cela d'ailleurs, visions ou émotions, ne formant que la matière de l'œuvre d'art, transmué complètement en langage symphonique, devenu toute musique. Le ton direct et la franchise décidée, assez nouvelle, qui paraissent ici indiquaient, au gré de tous les bons juges, que l'auteur avait complètement assuré sa personnalité musicale.

Ainsi disait-il adieu, comme on l'a observé non moins justement, à une certaine beauté conventionnelle qui se montre parfois en des pages d'ailleurs excellentes (outre *Polyphème*, le choix de quelques poèmes de Samain, qu'il a vêtues de mélodies, à la vérité délicates, en offre lui-même un témoignage). Mais toute son œuvre antérieure au *Journal de Bord* n'en montre pas moins, avec une technique solide et claire, les plus belles qualités d'art et de pensée. Elle se compose de musique de chambre (deux quintettes, d'une composition instrumentale différente, dont l'un surtout, datant de 1922, est remarquable, un quatuor et un trio, plusieurs pièces en duo, etc.), et des mélodies pleines de charme. Il parlait d'ordinaire un langage traditionnel. Sur quoi il n'y a rien à dire : chacun adopte la langue qui lui convient, ou, mieux, qui s'impose à son genre d'inspiration et à son style. La sienne ne l'a pas gêné pour s'exprimer.

Le malheur, c'est que son œuvre se close au moment où il s'exprimait avec plus d'originalité. Telle qu'elle est, cette œuvre lui vaudra une place dans l'histoire de la musique française, et avec d'autant plus de justice qu'elle manifeste chez le musicien et chez l'homme, en l'occurrence inséparables, de fines, et nobles et authentiques vertus de France.

MAURICE BRILLANT.

Avec la permission des Supérieurs.
Imprimatur : † BENJAMIN-OCTAVIUS, episc. Versalien.

Le Gérant : E. AUBIN. Imp. E. AUBIN ET FILS. — LIGUGÉ (Vienne).

TABLE

Questions religieuses

CHRISTIANUS . . La foi qui n'agit point..... . . . 5
G. SWARTS . . . A l'origine du « Christianisme social » 9

NOTES ET RÉFLEXIONS

« On demande une mystique » 33
L'Église catholique et la lutte des classes, par P. B. 35

DOCUMENTS

La persécution religieuse en U.R.S.S. . . 38

Éducation et enseignement

Questionnaire pour servir à une enquête sur les méthodes et les résultats de l'enseignement religieux 46
C. DUMONT, O.P. La question scolaire en U.R.S.S. 51

DOCUMENTS

Décret [soviétique] du 25 août 1932 sur les programmes et le régime scolaire de l'école primaire et moyenne 63

NOTES ET RÉFLEXIONS

Impressions de congrès, par MARIE FARGUES. 76
Un essai d'éducation nationale (1792-1802), par MARGUERITE ARON 88

Questions politiques et sociales

CIVIS. . . . . Après quinze ans de régime soviétique. 100

MARCEL LALOIRE . . L'évolution du socialisme belge 102

ANTOINE HILCKMAN. Hitler et sa doctrine devant le Christianisme et l'Église. 125

DOCUMENTS

La situation en Irlande 140

Les Lettres et les Arts

JEAN MORIENVAL. Le centenaire d'un petit romantique 154

NOTES ET RÉFLEXIONS

Andrew Marvell, par OLIVIER LEROY. . . . 164

Une page oubliée d'E.-M. de Vogüé, par P. HENRI SIMON 167

Jean Cras, par MAURICE BRILLANT 171